



LUNDI 9 JUIN 2020

« Nous avons déjà constaté que le confinement universel est l'une des erreurs les plus monstrueuses jamais commises par des autorités gouvernementales. » Bill Bonner

- ▶ La crise du coronavirus pourrait provoquer l'effondrement de l'industrie des combustibles fossiles à hauteur de 25.000 milliards de dollars p.1
- ▶ Un entretien de Jean-Marc Jancovici dans Marianne en juin 2020 p.3
- ▶ Aurélien Barrau : « SpaceX et la nouvelle conquête spatiale : la démonstration de notre incohérence » p.5
- ▶ Science, justice et populisme (Didier Mermin) p.8
- ▶ Quand l'humanité roule à tombeau ouvert (Didier Mermin) p.10
- ▶ #173. La crise de l'accessibilité (Tim Morgan) p.13
- ▶ Construire un super-réseau national en Amérique (Alice Friedemann) p.21
- ▶ Le verrouillage a-t-il été efficace pour stopper la propagation du coronavirus ? Le dilemme aztèque (Ugo Bardi) p.25
- ▶ Des vérités remarquables sur les énergies renouvelables p.28
- ▶ L'hypocrisie « Total » de Patrick Pouyanné (Michel Sourrouille) p.30
- ▶ BRUTAL RÉTRÉCISSEMENT... (Patrick Reymond) p.32

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ La folie ? Les marchés restent déconnectés de l'économie et de la société (Kurt Cobb) p.35
- ▶ Ce qui nous attend : Déstabiliser la stratification sociale (Charles Hugh Smith) p.37
- ▶ 700 ans de taux d'intérêt pour prédire l'avenir (Michel Santi) p.40
- ▶ Le remède de Jerome Powell est à l'origine même du problème !... On va droit dans le mur !! p.41
- ▶ Peter Schiff: « C'était déjà foutu d'avance pour la Fed, et regardez où en est maintenant ?... Croyez-moi, ce sera bien pire que ce que j'avais prévu ! » p.43
- ▶ Egon Von Greyerz: « L'argent va flamber et la fausse monnaie s'effondrer comme au III^e siècle ! Ce monde illusoire et ce rallye boursier de dupes sont proches de tomber !! » p.46
- ▶ Etats-Unis: « Près de la moitié des propriétaires de petites entreprises US prévoient de fermer leurs portes définitivement ! » p.53
- ▶ USA: Les sociétés zombies surendettées menacent la reprise économique (achetée à crédit par de l'impression d'argent sans valeur) p.54
- ▶ Bourses: une semaine de dislocation haussière, on se rapproche de la Falaise de Sénèque (Bruno Bertez) p.57
- ▶ Emploi US: un triomphalisme déplacé (Bruno Bertez) p.60
- ▶ « La déclaration de guerre de la BCE à l'Allemagne » (Charles Sannat) p.65
- ▶ Éditorial. A lire si vous voulez comprendre pourquoi vous êtes en colère: le temps de l'accaparement. (Bruno Bertez) p.71
- ▶ Une hausse des marchés complètement inventée (Philippe Béchade) p.
- ▶ Lève-toi, Amérique ! (Brian Maher) p.78
- ▶ Une récession mondiale « historique », ça ressemble à quoi ? (Nicolas Perrin) p.83
- ▶ La conception du risque a changé du tout au tout (Bruno Bertez) p.95
- ▶ Les Etats-Unis détruisent leur propre économie (Bill Bonner) p.96

La crise du coronavirus pourrait provoquer l'effondrement de l'industrie des combustibles fossiles à hauteur de 25.000 milliards de dollars

Jillian Ambrose Energy correspondent Thu 4 Jun 2020 The Guardian
Proposé par Jean-Marc Jancovici



L'épidémie de coronavirus pourrait déclencher un effondrement de 25.000 milliards de dollars (20.000 milliards de livres sterling) dans l'industrie des combustibles fossiles en accélérant le déclin terminal des entreprises les plus polluantes du monde.

Une étude a révélé que la valeur des réserves mondiales de combustibles fossiles pourrait chuter de deux tiers, plus tôt que ne le prévoit l'industrie, car la crise du Covid-19 a accéléré le pic de la demande de pétrole, de gaz et de charbon.

L'effondrement imminent des combustibles fossiles pourrait constituer "une menace importante pour la stabilité financière mondiale" en anéantissant la valeur marchande des entreprises de combustibles fossiles, selon le groupe de réflexion financier Carbon Tracker.

Le rapport prévoit qu'une baisse de 2 % de la demande de combustibles fossiles chaque année pourrait faire passer les futurs profits des compagnies pétrolières, gazières et charbonnières de 39 à 14 milliards de dollars.

Il avertit qu'un coup porté aux entreprises de combustibles fossiles pourrait provoquer une onde de choc dans l'économie mondiale, car leur valeur marchande représente un quart des marchés boursiers mondiaux et elles doivent des billions de dollars aux banques mondiales.

Kingsmill Bond, l'auteur du rapport, a déclaré "Il est temps de planifier une réduction progressive et ordonnée des actifs liés aux combustibles fossiles et de gérer l'impact sur l'économie mondiale plutôt que d'essayer de maintenir ce qui n'est pas durable".

Le rapport indique que le monde "assiste au déclin et à la chute du système des combustibles fossiles" en raison de la croissance plus rapide que prévu des alternatives d'énergie propre, associée à l'effondrement de la demande de combustibles fossiles dans le contexte de la pandémie.

Il fait suite aux conclusions de l'Agence internationale de l'énergie, qui prévoyait que les retombées du Covid-19 entraîneraient la chute la plus grave de la demande énergétique depuis la Seconde Guerre mondiale et déclencheraient des creux de plusieurs décennies pour la consommation mondiale de pétrole, de gaz et de charbon, alors que les énergies renouvelables continueraient de croître.

La demande mondiale de combustibles fossiles a chuté de près de 10 % en raison du blocage par le coronavirus, et de nombreux économistes de l'énergie pensent qu'elle pourrait ne pas se remettre de la crise.

Selon M. Bond, les entreprises de combustibles fossiles et leurs investisseurs n'ont pas réalisé que le déclin actuel de l'industrie des combustibles fossiles pourrait être fatal.

"Ce qui est bizarre, c'est que les détenteurs de combustibles fossiles ont été si longtemps résistants à l'idée de changement et ont fait tellement de fausses déclarations qu'ils risquent d'être victimes de leur propre rhétorique", a-t-il déclaré.

"Il y a beaucoup plus de risques inhérents au système des combustibles fossiles que ce que l'on trouve habituellement sur les marchés financiers. Les investisseurs doivent augmenter les taux d'actualisation, réduire les prix attendus, diminuer les valeurs finales et prendre en compte les coûts de nettoyage".

(publié par J-Pierre Dieterlen)

Un entretien de Jean-Marc Jancovici dans Marianne en juin 2020

Propos recueillis par Laurence Dequay

Interview parue dans [Marianne du 29 mai au 4 juin 2020](#). J'ai publié ci-dessous le texte amendé que j'ai renvoyé au magazine (je crois que le texte publié est légèrement différent, mais sans grand contresens d'après ce que j'ai lu).

NB : le chapô est de la journaliste qui m'a interviewé et n'est pas soumis à relecture ; il reflète donc la seule opinion de la journaliste, comme d'usage en pareil cas.

Polytechnicien franc tireur, consultant fondateur de Carbone 4, Jean-Marc Jancovici, à l'initiative du Shift Project, planche sur un [plan de transformation de l'économie française](#) qui ne mise pas sur une croissance, incompatible avec la lutte contre le réchauffement climatique.

Jean-Marc Jancovici, vous affirmez que nos sociétés doivent décroître, de gré ou de force. Parce que les réserves mondiales de pétrole – le sang des machines qui ont permis leur industrialisation, s'épuisent. Parce que nous devons diviser par quatre nos rejets de CO2 pour limiter le réchauffement de la planète. D'où tirez-vous ces certitudes, quand d'autres prospectivistes, tel l'américain Jérémy Rifkin misent sur une production d'énergie à partir d'hydrogène ? Parient sur la recherche, les sciences pour nous sortir de l'impasse climatique ?

Cela vient des règles de trois ! Cela fait un siècle et demi que le progrès technique est censé résoudre nos problèmes, mais en réalité il les déplace. Par exemple, pour satisfaire notre consommation d'énergie actuelle avec essentiellement du solaire et du vent, [il faudrait une quantité de métaux, d'espace et de capitaux qui restera hors de portée.](#)

Certes, le début de notre histoire énergétique a été très agréable. L'exploitation du charbon, du pétrole et du gaz a permis, grâce aux machines, de multiplier notre production – donc notre pouvoir d'achat – par 50 à 100, et de rassasier les populations de mégapoles. Las, nos désirs insatiables, nous ont conduits à rejeter dans l'atmosphère tant de CO2, gaz inerte, que la planète se réchauffe beaucoup trop vite. D'ici à 50 ans, selon la dernière étude de l'Académie nationale des sciences américaine, un tiers de l'humanité pourrait subir des températures aussi

élevées qu'au Sahara. Un été caniculaire en pleine récession nous donnera un avant goût de la tenaille infernale qui nous attend...

D'où l'urgence à respecter les Accords de Paris.

Pour « tenir » la limite des 2°C, il faut que nos rejets de CO₂ diminuent de 4% par an. Si l'efficacité énergétique reste limitée, et la décarbonation de l'énergie aussi, cela revient à diminuer nos achats à la même vitesse. Cela revient, au fond, à supporter une hausse des prix de 4% par an sans hausse de revenus. On peut assurément commencer par tondre les plus riches et les rentiers, mais ça ne suffira hélas pas à épargner les « modestes ». Si nous devons décroître volontairement, cela doit être la contrepartie d'un projet où il y a aussi de l'espoir...

La pandémie du Covid-19 a stoppé l'activité de la moitié de la planète. En son genre, sanitaire, c'est un exercice inédit de décroissance contrainte! Nos émissions mondiales de CO₂ ne reculeront en 2020 que de 8%. Quel maître à penser est le Coronavirus pour vous?

Cette pandémie me conforte dans la conviction que nos sociétés sont hyper efficaces... dans leur zone de confort. Qu'un virus et, demain, des accidents climatiques à répétition, s'abattent sur elles, les voilà disruptées. Au XIX^{ème} Siècle, les sociétés aux deux tiers paysannes, et peu dépendantes « d'ailleurs », étaient plus résilientes : l'épidémie actuelle se serait à peine vue. Pendant le confinement, en revanche, notre économie interconnectée et urbaine s'est mise à l'arrêt. Il serait donc sage de dégonfler nos grandes villes, trop dépendantes d'importations, afin de raccourcir les distances entre le champ et l'assiette.

Dans les motifs de satisfaction, on notera nécessairement que la population accepte des mesures douloureuses si la pédagogie du problème est faite avec une large place à la parole scientifique. Cette aptitude doit encourager nos gouvernants à articuler un langage de vérité et des décisions cohérentes sur les questions climatiques.

Vous participez, auprès du Premier Ministre au Haut Conseil pour le climat. Cette pandémie a-t-elle convaincu nos dirigeants que l'on ne peut pas repartir comme avant ? Ou sont-ils tétanisés par la crainte de perdre des millions d'emplois?

Pour le moment, ils ne donnent pas l'impression de penser que la « reprise à l'identique » est impossible. Bruno Le Maire a volé au secours d'Air France, sans poser de contreparties climat crédibles. Or, puisqu'il s'agit d'argent public, et que l'état a promis de décarboner, Bercy aurait du, en contrepartie, supprimer les vols intérieurs si le train permet un trajet en moins de 4h30, ce qui ne laisse que Paris Nice. Au niveau européen, le climat sera aussi « pour plus tard ». La Commission ne précise pas les efforts qu'elle imposera aux secteurs qui profiteront de la manne de son « Green deal ». Nos politiques imaginent sauver des emplois de manière pérenne ; en réalité, ils freinent les changements nécessaires sans avoir le courage d'expliquer à leurs concitoyens, qu'ils devront se passer de croissance. Le décalage se creuse entre une société civile souvent consciente des limites et des élus qui procrastinent.

90 grands patrons appellent tout de même le gouvernement à mettre l'écologie au coeur de son plan de relance...

C'est malheureusement une Nè pétition de principe, sans plan pour baisser les émissions de 4% par an. Nombre de PDG comprennent que nos ressources naturelles s'épuisent. De là à annoncer que leurs entreprises vont devoir réduire la voilure, produire moins, embaucher moins, il y a un pas de géant ! Les entreprises, Marianne inclus, sont des projets de conquête...

Comment on repart alors ? On taxe l'énergie carbonée ? On satisfait différemment nos besoins ? On s'attaque aux inégalités ?

C'est exactement à ces questions que « The Shift Project » tentera de répondre dans un « plan de transformation de l'économie française » qui permettra des décarboner sans miser sur la croissance.

Nous devons décarboner nos transports, l'industrie, l'agriculture, et l'usage des bâtiments. Inutile d'en rajouter dans l'électricité, où le nucléaire avait « fait le job » depuis longtemps. Mais avant d'engager des milliards d'investissements, il faut réfléchir, car nous n'avons pas le temps de faire 2 essais. Au « Shift Project », notre plan de transformation de l'économie française se déploie autour de deux lignes directrices: s'affranchir des combustibles fossiles... en proposant des jobs, peut-être moins payés, à tous nos actifs.

Secteur par secteur, nous regardons comment bâtir ces filières d'économie compatibles avec les limites de la planète. Il faut que nos objets soient réalisés dans des fabriques polyvalentes, avec une exigence de compétitivité moindre, et réparable chez nous. A ce compte là, « réindustrialiser » la France ne poserait pas de problème. Nos projets d'avenir sont pour le moment à rebours. Notre pays a-t-il avant tout besoin d'une 5G qui augmente les importations, l'empreinte carbone du système, et la consommation électrique ? Je ne crois pas.

Il faut remettre du monde et de l'environnement dans l'agriculture. Pour les transports, je soutenais en 2005 le principe de la taxe carbone. Mais en 2020, nous n'avons plus le temps d'utiliser uniquement la taxe – qui est un instrument « lent » – pour orienter les comportements des particuliers, la réglementation devra être l'axe structurant. La taxe carbone reste un outil pertinent pour réguler les échanges entre entreprises, qui elles anticipent leurs dépenses sur 20-30 ans.

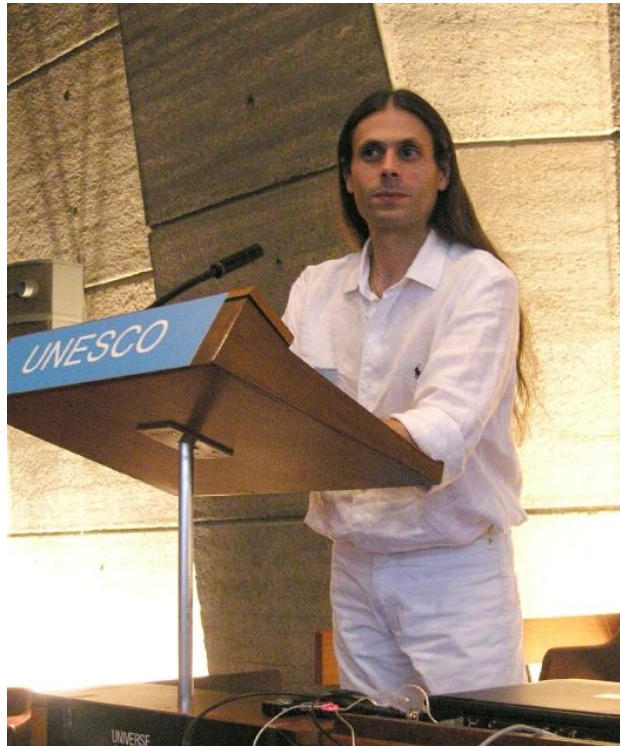
En Europe, pour sauver le climat, vous enjoignez à faire sans l'Allemagne, et même à la contourner avec les pays scandinaves, l'Espagne, l'Italie. Justifiez cette offensive.

L'Allemagne est aujourd'hui un pays qui freine beaucoup sur la baisse des émissions. Par refus de l'atome, ils ont conservé leur dépendance au charbon et au gaz, alors que le nucléaire est le plus gros parachute ventral disponible pour amortir une part des gigantesques efforts qui seront demandés aux citoyens. L'Allemagne veut aussi garder son industrie lourde et ses constructeurs de grosses voitures.

L'Allemagne est un pays romantique, alors que nous avons besoin de pragmatisme, ce qui oblige, en 2020, à reclasser ses priorités. Nous pourrions partager une approche de décarbonation pragmatique avec les britanniques, les pays nordiques, certains pays de l'Est, et les pays d'Europe du sud. Nous n'avons plus de temps à perdre.

Aurélien Barrau : « SpaceX et la nouvelle conquête spatiale : la démonstration de notre incohérence »

GoodPlanet.info 02 Juin 2020



Alors que les États-Unis viennent de lancer avec succès leur premier vol habité à destination de la Station Spatiale Internationale grâce au lanceur SpaceX développé par une entreprise privée, une première. Mais, en temps de crise écologique, sociale et morale, la conquête spatiale demeure-t-elle une aventure pertinente et porteuse de rêves ? L'astrophysicien Aurélien Barrau questionne la démarche dans ce texte.

Le spatial fascine. Les fusées font rêver. Les navettes émerveillent. Mais ce rêve contribue aujourd'hui à alimenter un peu du cauchemar à venir. Il est légitime de l'interroger. Curieusement pourtant, questionner le bienfondé du « spatial » choque, ulcère, scandalise. Comment si le cœur dur du génie humain s'était ici – et nulle part ailleurs – logé. Peut-être est-il pourtant nécessaire de dépasser ou de renverser ce mythe. Sans la moindre velléité nihiliste ou provocation aigrie, il ne s'agirait que de ré-enchanter un autre rapport à l'espace.

Avec les fusées, l'Univers ne nous est pas devenu accessible. Rappelons que si l'on ramène la taille de la Terre à celle d'une orange, la Station Spatiale Internationale se trouverait à une distance de celle-ci qui équivaut à... l'épaisseur de sa peau ! Quant à la distance entre la Terre et la Lune, elle n'est, comparée à celle de notre Galaxie, qu'un dixième de l'épaisseur d'un cheveux par rapport à la Terre ... Et notre Galaxie n'est, elle-même, qu'une infime « molécule » dans le fluide cosmique. Il serait donc totalement insensé de ressentir nos minces envolées spatiales comme un accès réel à l'Univers profond. Il n'en est rien.

La frontière disparue n'est donc pas celle qui nous sépare des espaces interstellaires. Celle-ci demeure bel et bien. Ce sont plutôt les frontières arbitraires de nos pays, de nos états, de nos nations, dont l'inexistence physique s'est imposée avec un très paradoxal étonnement aux quelques spationautes ayant pu observer la Terre depuis l'espace qui volent ici en éclat. Et c'est une belle chose, en effet. Il semble que nous ayons si profondément intégré ces murs factices que leur absence dans le paysage réel nous choque drastiquement. Nous avons oublié la superficialité et l'obsolescence de ce morne quadrillage imposé au réel. Que des hommes surentraînés, surdiplômés et surqualifiés parviennent à s'étonner de la continuité du territoire ne dit pas rien.

D'autant que les frontières ne concernent finalement presque personne. Bien-sûr, elles peuvent avoir des effets létaux. Bien-sûr, les réfugiés – et l'actualité nous le rappelle tragiquement – meurent devant les frontières closes. Cette violence brutale n'est pas chimérique. Mais, à l'échelle de la Vie, les frontières n'existent pas. Des milliards de milliards de vivants appartenant à des millions d'espèces traversent chaque jour les frontières sans

en avoir la moindre conscience ni la moindre gêne. Ni les oiseaux, ni les abeilles, ni les lombrics, ni les souris, ni les arbres (qui se déplacent de génération en génération), ni les microbes ... ne connaissent les frontières. Notre partition du monde est presque ridicule dans son arrogante vacuité. Nous l'avions crue fondée et presque rigide.

Mais le spatial pose également une question éminemment symbolique, au-delà de ce qui concerne les seules frontières. Son intérêt scientifique est faible. Sans commune mesure avec les moyens humains et financiers qu'il requiert. La démarche est presque exclusivement symbolique. Mais de quoi est-elle le symbole ?

Les missions Apollo ne manquaient pas d'un certain panache. Un véritable parfum d'aventure, qui n'était pas surfait, accompagnait les pionniers de l'espace. Une certaine retenue – pour ne pas dire une forme de sacralité – marqua même les premières sorties extravéhiculaires. La confrontation à l'altérité radicale du sol lunaire invitait à la solennité. Malgré le patriotisme acharné qui sous-tendait la démarche – visant à rattraper le retard sur les Russes –, quand les astronautes revinrent sur Terre, il furent d'ailleurs moins accueillis en héros américains qu'en véritables ambassadeurs de l'humanité. Quelque chose de puissamment émouvant avait lieu. Quelque chose qui sonnait juste.

La symbolique ne s'est-elle pas retournée ? Très rapidement retournée. Les missions Apollo suivantes révélaient déjà un infléchissement notable des attitudes. On trouvait chez les astronautes des gestes de « cow-boys » qui plaisaient presque grassement, roulaient des mécaniques, exhibaient un peu de leur aisance virile. La magie était déjà en partie perdue.

Aujourd'hui, une entreprise privée américaine s'enorgueillit d'un nouveau lancement. Celui-ci n'est en rien un exploit : depuis bien longtemps les humains maîtrisent cela. Naturellement, quelques innovations peuvent être mises en avant mais la nouveauté profonde est que, pour une fois, l'opération n'est pas mise en place par un état mais par une société privée à but lucratif. Une société aux mains de l'homme, Elon Musk, qui s'enorgueillissait d'avoir mis une automobile sur orbite tandis que Donald Trump semblait souhaiter relancer un programme lunaire tempétueux sans autre enjeu que de défier les chinois. Quel sens cela revêt-il quand la vie sur Terre se meurt ? Sans mentionner que quelques milliardaires – ayant généralement eux-mêmes largement contribué à dévaster notre planète – commencent à envisager de migrer vers l'espace lorsque la Terre sera invivable. Naturellement ils n'y parviendront pas, c'est scientifiquement insensé, mais l'image est lourde, presque insupportable. D'autant que ceux qui envisagent de fuir sont les premiers responsables du naufrage.

L'éventualité de la construction d'un hôtel spatial pour ultra-riches a été récemment évoquée. Le tourisme orbital pour grands patrons est un secteur qui s'annonce porteur. Des dizaines de milliers de satellites sont également en train d'être déployés – nuisant dramatiquement à la possibilité même d'une astronomie digne de ce nom – pour faciliter l'accès à Internet depuis les lieux les plus reculés du globe. Réussir à souiller le ciel lui-même, qui semble donc bel et bien appartenir maintenant aux entreprises, ruiner son irremplaçable charge symbolique, est un « exploit » qui laisse rêveur. Tout cela, d'ailleurs, en grande partie sous l'impulsion du même homme, Elon Musk, qui s'enorgueillit de commercialiser un lance flamme pour jouer à Rambo et qui présente tout juste un pick-up quasi-blindé au dessin futuriste pour amuser les californiens en manque de gadgets de 2 tonnes (celui-ci devrait en outre bénéficier d'une technologie de nettoyage des vitres au laser : la *silicon valley* pleure d'émotion devant ce prodige). Le milliardaire – récemment apparu s'étouffant de rire en apprenant que l'image d'une biche morte noyée était bien réelle – annonce également l'obsolescence du langage humain. Veillant avec un zèle frénétique aux bénéfices de ses entreprises, il qualifiait il y a peu le confinement américain de « fasciste » alors même que les États-Unis approchaient des 100 000 morts dus au SARS-CoV-2. Mais, au-delà de ce que ceci peut révéler d'un état d'esprit pas tout-à-fait anodin, peu importe finalement la psychologie troublée (et droguée) du PDG de *Space X* : la question est bien plus profonde et ne relève évidemment pas primitivement d'une personnalité spécifique dont la critique *ad-hominem* ne présente aucun intérêt fondamental.

L'envolée spatiale a sans doute été – à tort ou à raison – associée à un certain héroïsme libertaire. La symbolique me semble s'être radicalement retournée. Elle relève aujourd'hui, à mes yeux, d'une sémiotique de l'arrogance. N'est-elle pas devenue un jeu de domination stérile et une fabrique de héros factices ? Hors de tout enjeu scientifique, éthique ou esthétique. Hors de toute élégance épistémique.

Alors que la crise écologique majeure qui nous menace plaide aujourd'hui – en particulier pour notre propre survie – en faveur d'une redécouverte rapide de la sobriété, quel sens y a-t-il à se ruer sur une constellation satellitaire, opérée par une société privée, permettant de décupler l'usage, terriblement énergivore et désocialisant, des technologies numériques ?

Alors que nous n'avons manifestement tiré aucune leçon de la crise Covid-19 et que les incitations gouvernementales à retourner urgemment à une consommation débridée se font entendre, quel sens y a-t-il à s'extasier devant le faux exploit consistant à expédier, dans un déluge de feu, quelques centaines de tonnes de métal, de carbone et de kérosène à quelques centaines de kilomètres d'altitude ?

Les populations animales s'effondrent, les espaces sauvages fondent à vue d'œil, la température grimpe en flèche, la pollution empoisonne l'air, l'eau et les sols ... la vie sur Terre va mal. C'est vers elle que les regards et les amours devraient se tourner. Elle est soumise à une agression majeure : une extinction massive qui confine en réalité à l'extermination délibérée. Quel étrange cynisme que de désirer aujourd'hui « conquérir » l'espace quand nous dévastons notre propre monde avant même de l'avoir réellement connu. Des relations symbiotiques complexes entre les arbres aux comportements subtils des insectes, en passant par les affects de petits mammifères, nous ne savons presque rien des merveilles qui nous entourent. Faut-il achever de détruire toute cette magnificence délicate émanant de milliards d'années d'évolution ininterrompue pour tourner nos regards vers les ocres monotones et exsangues du sol martien ?

Évidemment, la quête de connaissances doit se poursuivre ! Il n'est pas un instant question que la conscience écologique mette fin à l'aventure du savoir. Tout au contraire. Il est d'ailleurs vrai que certains satellites aident à comprendre le changement climatique ou à répondre à des questions astrophysiques. Mais la conquête spatiale au sens fort – en particulier les vols habités – a bien peu à voir avec l'humilité douce et patiente de l'authentique découverte du monde. Elle a pris, aujourd'hui, le visage d'une démiurgie prétentieuse. Et, même pour ce qui concerne les vols non-habités, il y a peu de risque à parier sur l'émergence prochaine de publicités cosmiques qui deviendront le véritable enjeu puisque, dans les faits, nous avons essentiellement privatisé le ciel.

Comme une dernière érection nihiliste, les immenses structures phalliques des fusées signent un peu de la faillite d'une humanité arrogante et aveugle. D'une humanité qui a perdu la vérité de l'ici dans sa soif d'un ailleurs fantasmé. Une humanité dont la soif de désacralisation macule jusqu'à l'inchoatif des élans qui auraient pu être dignes de sens.

L'incapacité de l'Occident – au sens large – à déconstruire ses propres valeurs même quand, en plus des ravages néocoloniaux, elles conduisent à son propre suicide, laisse rêveur.

L'« étoffe des héros », c'est maintenant – me semble-t-il – celle des indiens qui luttent pour la survie de la forêt, celle des réfugiés qui luttent pour la survie de leurs familles, celle des animaux qui luttent pour la survie de leurs meutes ou de leur hordes dans un anthropocène dévasté. L'astronaute, devenu, malgré lui sans doute, l'image stéréotypée, formatée et aseptisée, de l'hubris mortifère de notre société décadente a perdu sa superbe. La planète qu'il faudrait apprendre à explorer – sans la conquérir – c'est la nôtre. Des rêves magnifiques et hautement inspirants peuvent fleurir à l'infini dans la magie d'une forêt ou d'une montagne. Maintes cultures ont inventé des rapports au monde moins vaniteux que les nôtres et il ne tient qu'à nous de les découvrir enfin. Le temps presse et la révolution à opérer est autrement plus radicale que la découverte d'une nouvelle technologie ou d'un moteur surpuissant : il s'agit de réapprendre à aimer. Loin d'un renoncement, il faut maintenant un ré-enchantement infiniment plus profond et exigeant que le supplétif pauvre procuré par quelques monstres techniques disgracieux, laborieusement propulsés pour tenter d'échapper à la... gravité.

Science, justice et populisme

Didier Mermin 5 juin 2020



Ils l'ont fait ! Ah les enf*** ! Nous parlons bien sûr de l'étude du Lancet et de sa sœur du *New England Journal of Medicine* dont nous savons désormais qu'elles sont bidonnées, (même [Le Monde](#) en parle), et donc que le petit père Raoult avait raison (sur ce point). On ne s'en étonne pas trop et, pour tout dire, on s'y attendait un peu. Notre billet au titre macabre, « [Le nombre de morts](#) », commençait d'ailleurs ainsi :

« Les fans de Raoult s'en donnent à cœur joie pour taper sur cette étude du Lancet qui est **probablement trafiquée**. C'est du moins ce qu'ils nous disent, et nous n'irons pas les traiter d'imbéciles ni d'esprits faibles parce qu'ils le croient. »

Nous avons trouvé amusant d'attribuer le soupçon à nos adversaires, alors qu'il était bien présent dans notre esprit. Mais il nous était impossible de le prendre en compte, car il n'entre pas dans nos habitudes de fonder nos propos sur des soupçons, aussi raisonnables soient-ils. (Nous laissons volontiers ce genre d'exercice aux « complotistes ».) En toute rigueur, il eût été préférable de ne pas la citer, (et encore moins d'en prendre la défense comme nous l'avons fait), mais cette étude avait le grand mérite de montrer comment la science fonctionne : à grands renforts d'études contradictoires, qu'elles soient bidonnées ou non, ce qui interdit de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Elle présente désormais l'avantage de montrer que la science est instrumentalisée par les pouvoirs dominants.

Maintenant que trois des quatre auteurs ont retiré leur signature du Lancet, en avouant qu'eux-mêmes n'ont pas pu accéder aux données brutes, **la preuve est faite** que cette étude était un faux. Le B A BA du travail, quand des données vous sont servies sur un plateau, c'est quand même de vérifier leur qualité. Pour nous, dont le job d'informaticien consistait à vérifier toutes choses deux fois plutôt qu'une, n'avoir pas fait de vérifications est inadmissible. Les auteurs semblent avoir fait confiance dans la société Surgisphere, mais, compte tenu des enjeux financiers et médiatiques, cela relève du délit intellectuel et de la **corruption**, car ils ont été payés pour leur signature alors qu'ils pouvaient raisonnablement soupçonner une manipulation.

Mais c'est le même défaut qui était reproché à Raoult, lui qui avait proclamé l'efficacité de la chloroquine sur la base d'une étude chinoise de pharmacologie vide de données, au prétexte que l'on pouvait « *faire confiance* » aux Chinois qui ont « *les meilleurs virologues du monde* ». Ses intentions étant les meilleures du monde, –

répondre à l'urgence et soigner des patients -, Raoult n'entre pas dans la catégorie des enf***, mais cela ne suffit pas à le racheter à nos yeux, parce que lui aussi s'est vanté sans preuves. Et il a fait bien pire : sous couvert d'urgence et d'éthique, il a proclamé que l'on n'en avait pas besoin, il a dit des choses du genre : « *les études randomisées, c'est rien que des c**** », ça ne marche pas, et la chloroquine ne présente aucun risque. Mais rien ne l'obligeait à « *faire péter les dogmes* », et ce n'était pas le moment : devant un immeuble en flammes, les pompiers ne commencent pas leur travail en dénigrant l'architecte. Le traitement de Raoult était donc *a priori* acceptable, mais il aurait dû reconnaître qu'il n'avait aucune preuve de son efficacité, et que c'était un **risque à courir**, non un remède miracle. Un tel message aurait été fort bien entendu, tant par la population que le gouvernement, parce qu'il est raisonnable et non prétentieux. (Mais il n'aurait pas été aussi efficace pour le buzz, on ne peut pas tout avoir.)

Le franc-tireur a donc piétiné en paroles « *l'esprit scientifique* », et ses adversaires l'ont fait en actes. La science et « *l'esprit scientifique* » ne vont pas en sortir grandis, alors même que la révélation du scandale constitue la preuve que **l'on ne peut rien affirmer sans preuves**, ce qui valide, sinon la science, du moins « *l'esprit scientifique* ». Selon nous, ce dernier est aussi précieux que « *l'esprit de justice* » qui anime celles et ceux qui manifestent contre les violences policières, et autres injustices intolérables. Malheureusement, il y a tout lieu de craindre que « *l'esprit scientifique* » ne soit pas la tasse de thé des « *réseaux sociaux* », et que ceux-ci lui préfèrent « *l'esprit populiste* » à en juger à la « [shitstorm](#) » essuyée par un journaliste de *France Culture*. Cet « *esprit populiste* » tranche toute question à grands coups de cœur, de tête et de gueule, et en vient volontiers aux menaces de mort quand on n'est pas de son avis. Derrière leurs écrans, les internautes ne coupent pas encore les têtes, mais la **foi** dont ils investissent « *électivement* » certaines personnes publiques, pour jeter l'anathème sur d'autres, a quelque chose d'abominable qui n'est pas sans rappeler le sort notoire du [Chevalier de La Barre](#), décapité pour n'avoir pas salué une procession religieuse.

Après que des caméras ont filmé les longues minutes de la mise à mort d'un homme par un flic, on n'attend évidemment pas d'avoir d'autres preuves pour crier à l'injustice, et l'on joint sans hésiter sa voix au concert des protestations. Ne pas agir ainsi, c'est se rendre coupable de complicité morale avec le meurtrier. Mais s'agissant de « *l'efficacité de l'hydroxychloroquine* », dont il est tout aussi évident que le commun des mortels n'en peut rien savoir, pas plus que les spécialistes du fait que les études sur le coronavirus ont à peine commencé, aucune preuve ne peut être avancée. C'est pourquoi le même comportement grégaire et mimétique des « *réseaux sociaux* », s'il est louable dans le premier cas, est odieux dans le second, d'autant plus qu'il crache sur la seule chose qui puisse le freiner : « *l'esprit scientifique* ». C'en est ubuesque à souhait quand on pense que cet « *esprit scientifique* », qui chez la plupart « *en touche une sans faire bouger l'autre* », est au fondement de la justice dont on attend que les verdicts soient fondés sur des **preuves**, cette justice pour laquelle les mêmes « *réseaux sociaux* » protestent massivement.

Si la science « *prescriptive* » est **exécrable** dans les mains des pouvoirs dominants, (on lui doit toutes les tares du système), elle découle cependant de cet « *esprit scientifique* » que nous n'avons de cesse de défendre. C'est pourquoi le « *phénomène Raoult* » n'augure rien de bon. Qu'une personnalité dans son genre surgisse dans le paysage politique, elle pourrait fort bien, le système continuant de se déglinguer, s'emparer du pouvoir et provoquer cette « *révolution* » que nos amis Le Yéti et Frédéric Lordon appellent de leurs vœux, mais dont l'orientation ne serait évidemment pas conforme à leurs attentes. Parce qu'à condamner la science comme l'a fait ce « *héro du peuple* », en jetant le bébé avec l'eau du bain, l'esprit de justice comme l'esprit scientifique finiraient étouffés sous le poids des émotions populaires. Et ce ne serait pas mieux qu'avant, parce que « *le peuple* » est plein de ces ventriloques qui s'empresseraient de le faire parler dans le sens de leurs intérêts.

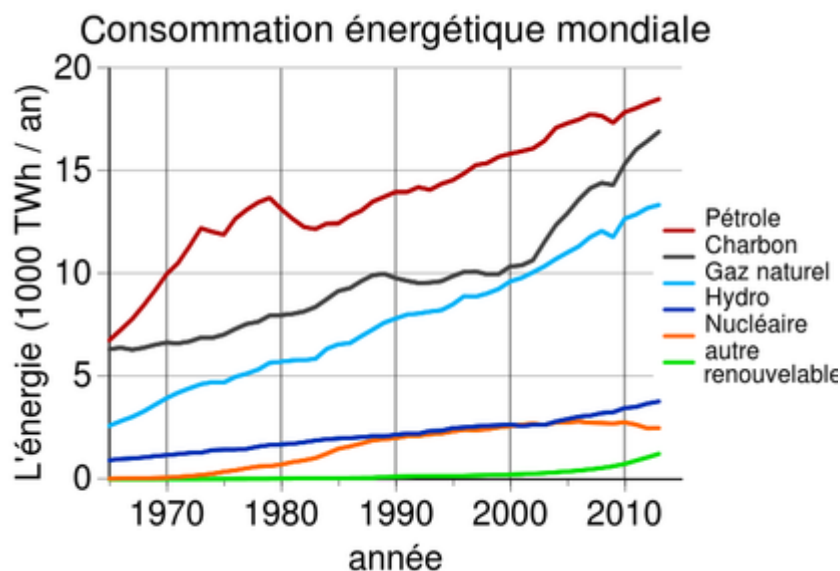
Quand l'humanité roule à tombeau ouvert

Didier Mermin Paris, le 25 mars 2018



Alors, cet effondrement, il vient ou pas ? Il se fait attendre par certains (hallucinés) qui estiment devoir « *tout faire* » pour « *détruire la civilisation* » afin de « *sauver les espèces* ». Il serait une « *exagération* » pour l'écologiste [Jean Zin](#) qui écrit : « *Une autre catastrophe supposée salvatrice par les écologistes énergétistes, c'est le prétendu manque d'énergie et de pétrole alors que du pétrole, il y en a au contraire bien trop et que c'est ça notre problème, de continuer à émettre des gaz à effet de serre pour longtemps.* » C'est amusant de voir qu'il refuse l'idée de « *manque de pétrole* », (en tant que cause d'une catastrophe), tout en reconnaissant qu'il contribue au premier problème, celui du réchauffement climatique qui nous prépare une autre catastrophe.

Les idées sont manifestement embrouillées dans les esprits, essayons de débroussailler le terrain. Beaucoup de gens n'ont pas encore assimilé que la clef tient à l'énergie, c'est-à-dire que l'effondrement pourrait venir faute de produire toute l'énergie dont nous avons besoin. Il se trouve que les quantités sont gigantesques : rien que pour le pétrole, ce sont [97 millions de barils par jour en 2017](#). Il faut y ajouter le gaz, le charbon et le nucléaire, ainsi que les énergies dites « *renouvelables* » qui ne représentent aujourd'hui que quelques dérisoires pourcents. Donc, pour éviter toute catastrophe par manque d'énergie, il faut remplacer les énergies fossiles par des « *renouvelables* » : est-ce possible ? Un rapide coup d'œil sur [Wikipédia](#) suggère que non :



D'énormes progrès sont possibles sur les « *renouvelables* », mais il est improbable que l'on parvienne à en produire autant que le pétrole, le charbon et le gaz réunis, soit environ 45.000 TWh par an en 2010. Donc, tôt ou

tard, le manque d'énergies fossiles provoquera un effondrement. C'est logique et ça ne dépend que des ordres de grandeur, pas de détails que l'on pourrait contester.

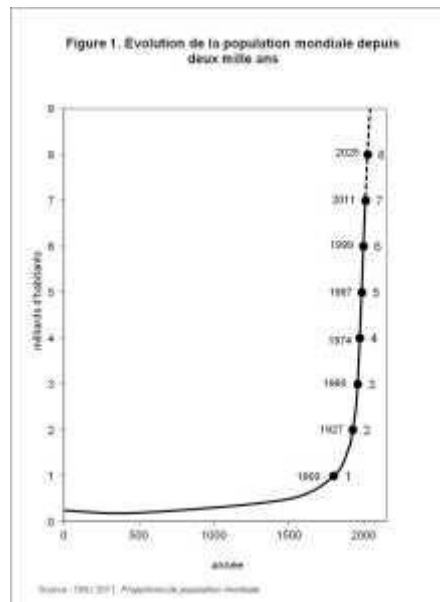
Mais supposons que l'on parvienne à compenser les énergies fossiles par des « *renouvelables* ». La première question qui se pose est alors de savoir à quel moment on y parviendra. Si c'est après avoir épuisé les premières alors qu'il reste actuellement beaucoup de charbon dans le sol, l'effondrement sera certain à cause d'un réchauffement climatique énorme et insupportable : il provoquera trop de bouleversements pour que l'humanité ait le temps de s'adapter. Donc il y aura effondrement de la population par incapacité de produire l'eau et la nourriture là où elles sont nécessaires.

Supposons toutefois que le remplacement des énergies fossiles se fasse assez vite, disons d'ici 2060, ce qui nous laisse quatre décennies. Le réchauffement sera moindre, les changements climatiques seront moindres aussi, et l'on peut supposer que tout se passera bien pour l'humanité. Donc celle-ci devrait pouvoir atteindre les 11 milliards d'habitants en 2100 selon les [projections de l'INED](#) : il n'y a pas d'effondrement puisque tout fonctionne à merveille. Sauf que la pression sur l'environnement va s'en trouver accrue : d'abord par la production industrielle et son [lot de pollutions](#) qui auront été nécessaires pour produire les énergies « *renouvelables* » tout en assurant notre train de vie, ensuite par l'augmentation de population. La menace technique du manque d'énergie cède la place à une [menace biologique](#), et l'effondrement se produira par manque de nourriture et d'eau.

Donc, d'une façon ou d'une autre, l'effondrement adviendra tôt ou tard. Ce n'est pas un « *risque* », (un événement susceptible de se produire mais aussi de ne pas se produire), c'est une « *menace* » : quelque chose qui se produira **certainement** mais dans un avenir incertain. L'on peut réduire un *risque*, par exemple en roulant lentement pour éviter un accident, mais, si vous roulez « *à tombeau ouvert* », la *menace* de l'accident existe tant que vous ne réduisez pas votre vitesse. La *menace* résulte d'une situation de fait, elle a une existence objective donc indépendante de ce que l'on en sait, (ne rien en savoir ne supprime pas son existence), tandis que le risque est une **perception** de la possibilité d'un événement, et dépend donc de ce que l'on en sait. Or, au vu des chiffres sur la seule consommation de pétrole, il n'est pas exagéré de dire que l'humanité roule « *à tombeau ouvert* », et comme elle est soumise à un « [système](#) » socio-économique sans pilote, elle va continuer de rouler comme ça aussi longtemps qu'elle le pourra.

Croire que l'on pourrait « *échapper* » à l'effondrement est donc absurde : c'est limiter arbitrairement la problématique à « *l'horizon 2100* » (par exemple), alors qu'il pourrait survenir au-delà. Il n'y a pas de date de péremption pour cette menace, sauf si l'humanité parvient à un équilibre à la fois démographique et écologique, c'est-à-dire si elle parvient à limiter et stabiliser, d'une part sa population, d'autre part sa pression sur l'environnement. C'est possible sur le papier à condition d'y mettre tous les *si* qui conviennent.

Malheureusement, **les phénomènes sont dynamiques et la situation en perpétuelle évolution, de sorte que la stabilité n'est même pas acquise sur le plan théorique.** Comment pourrait-elle l'être en réalité alors que nous sommes entrés dans un régime de **changements climatiques** qui vont se prolonger pendant des siècles ?



L'extraordinaire augmentation de la population humaine apporte enfin un dernier argument. Vue à l'échelle des millénaires, (une échelle de temps qu'il faut aussi considérer pour le futur), son évolution va probablement prendre l'allure d'une **impulsion**, quelque chose qui ressemble à ça :



L'impulsion ayant été donnée, le système, constitué ici de tout ce qui existe à la surface de la Terre, se voit soumis à une **évolution qui durera jusqu'à restaurer la stabilité d'avant**. On parle bien entendu d'une stabilité relative, celle qui garantirait la pérennité de la population de façon telle que la locution « *pour toujours* » aurait un sens à notre petite échelle. Dans quel état seront l'humanité et la planète quand cette stabilité reviendra ? C'est bien sûr impossible à dire, peut-être n'y aura-t-il qu'un milliard d'habitants, mais l'on peut être sûr que ce sera inférieur de beaucoup aux 7 milliards actuels.

La logique eût été toute autre si la population avait augmenté beaucoup plus lentement, en plusieurs millénaires plutôt qu'en deux siècles : dans ce cas, le schéma de l'impulsion serait faux, nous serions faces à une évolution lente. L'humanité aurait eu le temps de s'adapter à un mode de vie « *durable* », et elle aurait déjà fait à grande échelle tout ce que l'on prétend pouvoir et devoir faire pour aboutir à ce mode de vie. Disons que l'humanité aurait produit la preuve de la possibilité de sa pérennité, alors que c'est exactement au contraire que nous assistons : elle prouve tous les jours, par le biais des études scientifiques, que la menace globale se précise. Tout montre qu'elle roule « *à tombeau ouvert* », ce qu'elle continuera de faire tant qu'elle ne réduira pas sa « *vitesse* ». Mais en quoi pourrait consister, concrètement, une réduction de cette « *vitesse* » ? Et bien ce serait ce que l'on appelle... **l'effondrement** ! Réduction de 90% de la consommation d'énergie, de la production

industrielle, de l'évolution technologique et des services rendus aux populations, etc. Cela ferait mourir « *par ricochet* » des milliards de personnes, car ces milliards dépendent pour leur survie des coûteux artifices de « *la civilisation* ».

En conclusion, l'effondrement n'est pas un risque, (une possibilité), mais une menace qui persistera tant que l'humanité... ne s'effondrera pas !

#173. La crise de l'accessibilité

Tim Morgan Posté le 7 juin 2020

L'AMPLEUR ET LES IMPLICATIONS DE LA CHUTE DE LA PROSPÉRITÉ



Dans l'article précédent, nous avons examiné ce que notre gestion de la crise du coronavirus de Wuhan pourrait nous apprendre sur notre capacité à relever les défis imminents, encore plus importants, de la décroissance et du risque environnemental.

L'accent est maintenant mis sur le court terme, et sur les rouages des économies qui tentent de sortir de la crise. Bien que la foi en une reprise rapide en forme de "V" ait pu s'estomper, il semble que les gouvernements, ainsi que de nombreuses entreprises et de nombreux investisseurs, fondent encore leurs espoirs sur des attentes trop optimistes. S'il existe aujourd'hui un consensus, il est peut-être "plus plat et plus long qu'auparavant, mais il reste en forme de V", ce qui permet de croire inébranlablement en un retour éventuel aux niveaux de production et de "croissance" d'avant la crise.

En particulier, il semble que l'on continue à croire que la relance monétaire peut stimuler l'activité économique, pendant et après la pandémie. Bien que les largesses monétaires puissent, bien sûr, être utilisées pour gonfler les marchés des capitaux, leur efficacité au niveau de l'économie "réelle" est de plus en plus remise en question. Plus précisément, toute évaluation réaliste de la situation probable des ménages et des entreprises au lendemain de la crise devrait mettre en évidence l'épuisement imminent du crédit, après quoi toute nouvelle stimulation monétaire équivaut à "tirer sur une corde".

Comme on pouvait s'y attendre, l'enquête résumée ici est menée à partir de l'interprétation radicalement différente selon laquelle l'économie est un système énergétique et non financier. Cela fournit une base d'évaluation beaucoup plus réaliste, notamment parce qu'elle va au-delà de la "croissance" cosmétique fabriquée par la combinaison de gadgets monétaires.

Voici les conclusions provisoires d'une analyse réalisée à l'aide de SEEDS (le système de données économiques sur les excédents d'énergie). Après avoir abordé la question cruciale de la prospérité, nous examinons certaines variations régionales, les tendances macroéconomiques et certaines des implications pour les ménages, les entreprises et les gouvernements.

Conclusions

Voici les principales conclusions de cette analyse :

1. La prospérité moyenne par personne est sur le point de chuter très fortement et de se maintenir à des niveaux déprimés et qui vont en s'aggravant.
2. Malgré une forte baisse des recettes fiscales des gouvernements pour l'année en cours, les perspectives à moyen terme indiquent que la prospérité discrétionnaire ("laissée dans la poche") diminuera encore plus rapidement que la prospérité de base.
3. La situation financière des ménages sera encore aggravée par l'augmentation de la dette, l'érosion de l'épargne et la chute de la valeur des actifs.
4. On peut s'attendre à ce que les achats "discrétionnaires" (non essentiels) des consommateurs diminuent très fortement et il est peu probable qu'ils connaissent une reprise significative.
5. Les demandes populaires de réduction de la fiscalité globale devraient s'accompagner d'une intensification des appels à une redistribution beaucoup plus importante.
6. Les gouvernements auront du mal à faire correspondre la diminution des recettes avec les demandes populaires de dépenses plus importantes pour les services publics essentiels.
7. Parmi les autres défis que devront relever les gouvernements, citons l'accessibilité financière des retraites et la nécessité de faire face à l'aggravation de l'appauvrissement.
8. Les dirigeants des gouvernements et des entreprises n'ont peut-être aucune idée réelle de ce à quoi ressemblera le monde de l'après-crise.

Il convient d'ajouter que ce qui suit suppose qu'il n'y ait pas de "deuxième vague" sérieuse d'infections à coronavirus, notamment parce qu'une telle issue pourrait avoir des conséquences économiques dévastatrices et plus larges. Dans les pays qui ont particulièrement mal géré la première vague, cette hypothèse pourrait s'avérer trop optimiste.

Prospérité

Comme l'illustre la première série de graphiques, la conclusion la plus importante est que les gens vont connaître une forte baisse de leur prospérité cette année, et que la situation ne va pas vraiment s'améliorer après cela. Malgré la pression incessante des électeurs en faveur d'une réduction de la fiscalité, la prospérité discrétionnaire moyenne mondiale devrait diminuer encore plus rapidement à moyen terme.

En bref, nous sommes confrontés à une véritable crise de l'accessibilité financière, tant pour les ménages que pour les gouvernements.

En outre, bien que cela n'apparaisse pas dans ces graphiques, les gens vont sortir de la crise avec une épargne réduite et une valeur de leurs actifs sérieusement altérée, et avec des niveaux d'endettement moyens bien plus élevés qu'avant la pandémie.

Le tableau qui accompagne les graphiques présente un résumé des chiffres relatifs à la prospérité mondiale, exprimés en milliers de dollars PPA par personne en valeur constante.

Fig. 1

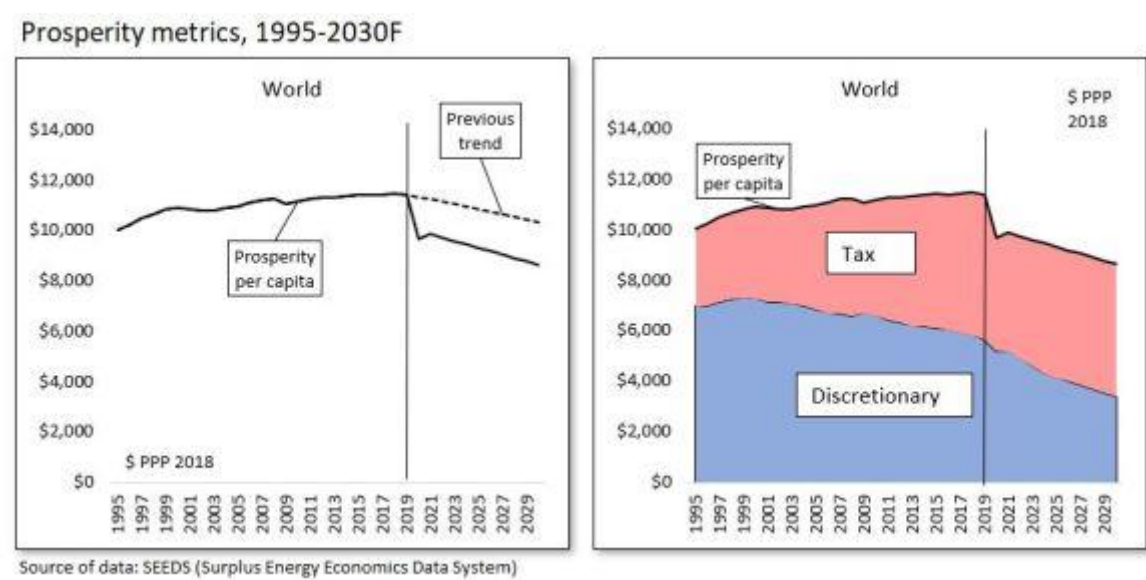


Fig. 1A

World prosperity trends, 2019-24F						
\$000 PPP 2018 per capita	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Prosperity	\$11.4	\$9.7	\$9.9	\$9.7	\$9.6	\$9.4
vs 2019:						
Prosperity		-15%	-13%	-15%	-16%	-17%
Taxation		-22%	-19%	-16%	-13%	-10%
Discretionary prosperity		-8%	-8%	-13%	-19%	-24%

Source of data: SEEDS (Surplus Energy Economics Data System)

Prospérité régionale

La série de graphiques suivante présente quelques comparaisons régionales, tant au niveau total qu'au niveau discrétionnaire de la prospérité par habitant.

Au cours de l'année 2020, la prospérité totale devrait diminuer de -10 % (Chine) à -18 % (Royaume-Uni). D'ici 2024, la personne moyenne devrait rester plus pauvre qu'en 2019 de 11 % en Chine, 16 % en Allemagne, 17 % en Amérique et 18 % en Grande-Bretagne.

Au niveau discrétionnaire, la baisse rapide du recouvrement de l'impôt devrait amortir la baisse de prospérité de cette année. D'ici 2024, cependant, et par rapport à 2019, la prospérité "laissée dans la poche" de l'individu moyen devrait être inférieure de 19 % aux États-Unis, de 20 % en Allemagne, de 22 % en Grande-Bretagne et - ce qui est peut-être surprenant - de 23 % en Chine. Là encore, des données supplémentaires sont résumées dans les tableaux ci-joints.

Fig. 2



Fig. 2A

Regional trends, 2019-24F - prosperity

000 2018 per capita	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Prosperity						
United States	\$44.4	\$36.9	\$38.1	\$37.7	\$37.3	\$36.9
Germany	€ 33.3	€ 27.7	€ 28.7	€ 28.5	€ 28.3	€ 28.0
United Kingdom	£22.1	£18.2	£18.8	£18.6	£18.3	£18.1
China	33.0	29.6	30.2	29.9	29.7	29.4
World (\$PPP)	\$11.4	\$9.7	\$9.9	\$9.7	\$9.6	\$9.4
Prosperity - change on year						
United States		-17%	+3%	-1%	-1%	-1%
Germany		-17%	+4%	-1%	-1%	-1%
United Kingdom		-18%	+3%	-1%	-1%	-1%
China		-10%	+2%	-1%	-1%	-1%
World (\$PPP)		-15%	+2%	-1%	-1%	-1%

Source of data: SEEDS (Surplus Energy Economics Data System)

Fig. 2B

Regional trends, 2019-24F - discretionary prosperity

000 2018 per capita	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Discretionary prosperity						
United States	\$24.8	\$22.4	\$22.7	\$21.4	\$20.8	\$20.2
Germany	€ 14.5	€ 13.5	€ 13.7	€ 12.5	€ 12.0	€ 11.6
United Kingdom	£10.3	£9.4	£9.5	£8.7	£8.3	£8.0
China	13.7	13.1	13.1	12.3	11.4	10.5
World (\$PPP)	\$5.6	\$5.2	\$5.2	\$4.9	\$4.6	\$4.3
Discretionary prosperity - change on year						
United States		-10%	+2%	-6%	-3%	-3%
Germany		-7%	+1%	-9%	-4%	-4%
United Kingdom		-8%	+1%	-8%	-4%	-4%
China		-4%	-0%	-6%	-7%	-8%
World (\$PPP)		-8%	+0%	-6%	-6%	-7%

Source of data: SEEDS (Surplus Energy Economics Data System)

Grandes tendances économiques

D'un point de vue macroéconomique, le scénario de travail actuel de SEEDS prévoit une chute de 18 % du PIB mondial cette année, suivie d'une reprise d'environ 4 % les années suivantes, ce qui fait que le chiffre pour 2024 est encore inférieur de quelque 5 % à celui de 2019.

Même si cela signifierait que le PIB est devenu une mesure encore moins significative qu'elle ne l'est déjà, car la seule façon de concevoir un tel rebond, même modeste, serait de procéder à d'énormes exercices de stimulation monétaire. En d'autres termes, il est possible d'utiliser l'aventurisme monétaire pour influencer le PIB déclaré, mais cela ne fait qu'accumuler les engagements à terme et gonfler la richesse nominale, sans renforcer les conditions sous-jacentes.

Au niveau de prospérité beaucoup plus significatif - une mesure qui exclut toute manipulation monétaire et qui est exprimée nette du coût tendanciel de l'énergie (ECoE) - la production économique réelle globale agrégée devrait chuter de 14 % cette année et rester 13 % en dessous du niveau de 2019 en 2024 (d'ici là, la population mondiale aura probablement augmenté de 5 % supplémentaires).

Bien que les niveaux d'emprunt (et de défaut de paiement) du secteur privé soient presque impossibles à quantifier à l'heure actuelle, l'augmentation des emprunts publics (et de la souscription par l'État de dettes privées) implique que les agrégats de la dette vont continuer à augmenter au moins aussi rapidement que dans le passé récent.

D'ici 2024, la dette mondiale exprimée en pourcentage du PIB devrait atteindre 300 %, contre un chiffre provisoire de 217 % à la fin de 2019. Cependant, la dette mondiale, en tant que multiple de la prospérité, devrait grimper en flèche, passant de 350 % aujourd'hui à un effrayant 540 % sur la même courte période.

La prospérité étant la mesure la plus appropriée de la capacité de l'économie à supporter le fardeau de la dette, cette projection implique des tensions financières dépassant de loin tout ce que nous avons connu jusqu'à présent.

L'ensemble des recettes fiscales estimées par les gouvernements devrait diminuer de 21 % (9 milliards de dollars) cette année, et rester inférieur de 6 % en 2024 par rapport à 2019. Les agrégats historiques et projetés de la dette, du PIB et de la prospérité sont résumés dans la figure 3, avec des données supplémentaires.

Fig. 3

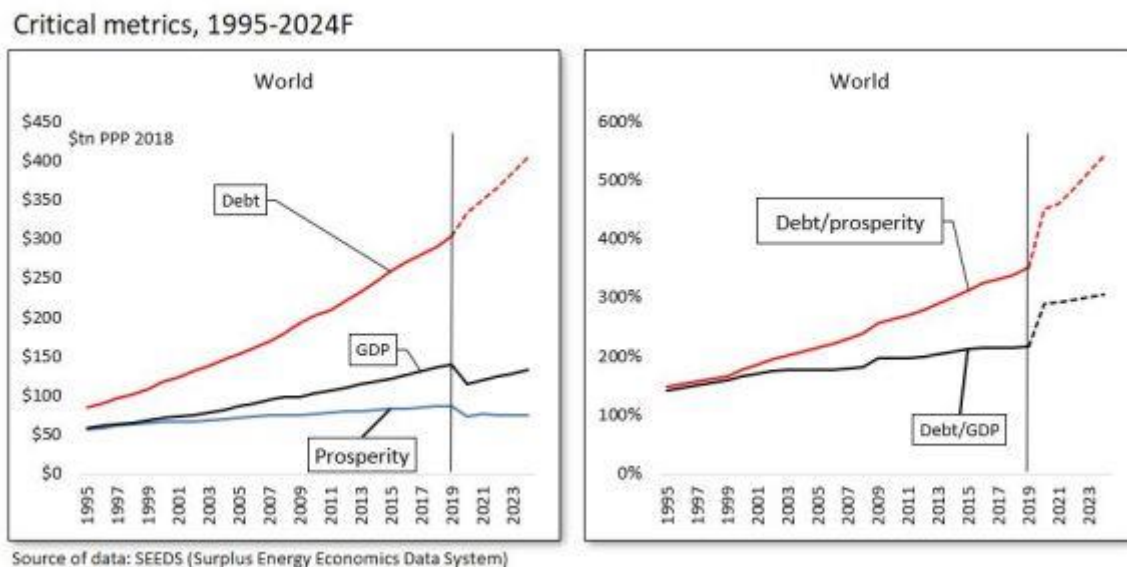


Fig. 3A

Selected World macroeconomic trends, 2019-24F

\$tn PPP 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
GDP	\$139	\$115	\$119	\$124	\$128	\$133
Change on year		-18%	+4%	+4%	+4%	+4%
Change vs 2019		-18%	-14%	-11%	-8%	-5%
Debt	\$303	\$333	\$350	\$367	\$386	\$405
Change on year		+10%	+5%	+5%	+5%	+5%
Change vs 2019		+10%	+16%	+21%	+27%	+34%
Tax revenues	\$43	\$34	\$36	\$37	\$39	\$41
Change on year		-21%	+5%	+4%	+4%	+4%
Change vs 2019		-21%	-17%	-14%	-10%	-6%
Prosperity	\$86	\$74	\$76	\$76	\$75	\$75
Change on year		-14%	+3%	-1%	-1%	-1%
Change vs 2019		-14%	-12%	-12%	-13%	-13%

Source of data: SEEDS (Surplus Energy Economics Data System)

Ménages

La conclusion macroéconomique la plus importante qui se dégage de cette analyse est que les ménages seront beaucoup plus pauvres qu'auparavant, tant en 2020 que dans les années à venir. La baisse de la prospérité s'est probablement accompagnée d'une forte érosion de l'épargne et, en l'absence de niveaux d'intervention monétaire assez extraordinaires, il faut supposer que la plupart des pays connaîtront une forte correction des prix de l'immobilier, où les problèmes d'accessibilité financière l'emporteront probablement sur les efforts de soutien monétaire.

En outre, bien entendu, le comportement des consommateurs sera affecté par les craintes et les incertitudes. Au niveau de base, et même si le coronavirus recule sans une "deuxième vague" d'infections, les gens ont maintenant rencontré une crise dont la plupart, en Occident du moins, n'avaient pas d'expérience préalable. La grave détérioration de leur situation financière sera exacerbée par un sentiment d'insécurité plus large. Nous devrions donc supposer que la détérioration numérique de la prospérité se traduira pleinement par de nouveaux niveaux de prudence de la part des consommateurs.

En outre, il est probable que nous ayons atteint le point d'"épuisement du crédit", après quoi les ménages ne sont plus disposés à s'endetter davantage, presque indépendamment du fait que le crédit soit devenu bon marché (et accessible).

Cela signifierait que de nouveaux efforts de stimulation monétaire équivaldraient à "tirer sur une corde".

Ces tendances indiquent une forte baisse des dépenses discrétionnaires (non essentielles) des ménages. Elles suggèrent également que les questions d'accessibilité financière commenceront à exercer des pressions à la baisse sur les dépenses variables telles que les loyers.

Entreprises

Dans la mesure où elles continuent à anticiper une sorte de reprise en "V aplati", les entreprises pourraient avoir de très mauvaises surprises à la suite de l'interruption de l'activité du coronavirus. Cela dit, certains secteurs procèdent à des réductions de capacité qui semblent cohérentes avec les hypothèses d'une dégradation durable de leurs marchés.

Une nouvelle réalité majeure pour les entreprises sera probablement une forte baisse des dépenses discrétionnaires des consommateurs. Les secteurs qui fournissent aux consommateurs des choses qui sont des "désirs mais pas des besoins" peuvent se retrouver dans l'attente d'une amélioration de la demande qui ne se concrétisera pas.

À l'instar des ménages, de nombreuses entreprises sortiront de cette crise forcées d'adopter un comportement plus conservateur en raison des difficultés de trésorerie, de l'augmentation des dettes et de la modification de la perception du risque. Beaucoup d'entre elles tenteront en tout cas de prolonger les économies de coûts réalisées pendant les périodes de fermeture.

Cela donne à penser que les dépenses interentreprises (business to business) pourraient rester bien inférieures à ce qu'elles étaient avant la crise, et que les entreprises hésiteront à ramener les programmes d'investissement en capital à leur niveau d'avant la crise.

Gouvernement

Comme indiqué précédemment, les recettes fiscales estimées des gouvernements devraient avoir diminué de 9 milliards de dollars (21 %) cette année, tandis que les dépenses auront augmenté en flèche. Dans de nombreux cas, les déficits budgétaires pourraient dépasser 20 % du PIB (réduit) des pays, éclipsant ainsi les déficits enregistrés lors de la crise financière mondiale (FBC) de 2008-2009.

Malheureusement, l'écart prolongé entre le PIB et la prospérité a conduit les gouvernements à sous-estimer la véritable charge fiscale telle qu'elle est vécue par le citoyen moyen.

Comme le montrent les graphiques suivants, la fiscalité mondiale est restée à environ 31 % du PIB pendant une très longue période, ce qui a conduit les gouvernements à supposer que la charge fiscale pesant sur le public n'a pas augmenté. Mais la part de la fiscalité dans la prospérité n'a cessé d'augmenter, pour atteindre, selon les estimations, 50 % dans le monde en 2019, contre 41 % en 2010 et 33 % en 2000. Dans les pays (comme la France), où l'incidence de la fiscalité en tant que fraction de la prospérité est bien supérieure aux moyennes mondiales, cela a déjà suscité un mécontentement populaire important.

En 2020, la plupart des gouvernements connaîtront une forte baisse des recettes fiscales, mais ils s'efforceront probablement de faire remonter leurs revenus les années suivantes. Il est probable que cette démarche se heurte à une opposition populaire d'une ampleur que les gouvernements ne comprendront peut-être pas, tant qu'ils persisteront dans la croyance erronée que le PIB est un reflet exact de la prospérité publique, et donc de la charge fiscale réelle des particuliers.

Fig. 4

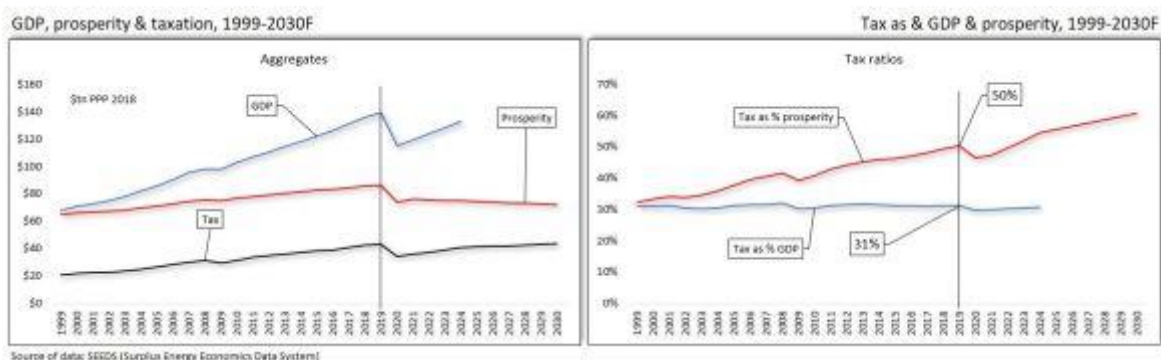


Fig. 4A

World tax trends, 2019-24F						
\$000 tn 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxation	\$43.4	\$34.3	\$35.9	\$37.5	\$39.1	\$40.7
as % of:						
GDP	31%	30%	30%	30%	30%	31%
Prosperity	50%	46%	47%	50%	52%	54%

Source of data: SEEDS (Surplus Energy Economics Data System)

Les électeurs sont bien sûr libres d'agir de manière incohérente - en exigeant des dépenses plus élevées pour les soins de santé et d'autres services publics en même temps qu'ils réclament une réduction de la charge fiscale - et cette divergence pourrait bien caractériser l'opinion publique dans les années à venir.

En outre, de nombreux contribuables supposeront que leur charge fiscale serait moins lourde si les "riches" et les "grandes entreprises" payaient une plus grande proportion du total. Cela n'aura pas aidé le public à comprendre que les gouvernements ont semblé capables de faire apparaître des sommes énormes à partir de rien, en particulier lorsque les investisseurs et les grandes entreprises ont exigé (ou demandé) le soutien des contribuables ou de la banque centrale.

Comme nous l'avons vu, le public a probablement été choqué, non seulement par le coronavirus lui-même, mais aussi par ce qui est arrivé à leur situation financière et à leur sentiment de sécurité économique. Cela signifie probablement que l'ordre des priorités du public subit un changement majeur, faisant passer les questions économiques au premier plan des préoccupations des électeurs, ou presque. À tort ou à raison, le récit populaire de 2008-2009 est devenu un récit de "sauvetage pour quelques-uns et d'austérité pour tous les autres", ce qui rend le public particulièrement sensible à tout signe apparent de répétition de ce récit.

Malheureusement, les problèmes ne s'arrêtent pas là pour les gouvernements. La crise actuelle aura exacerbé les problèmes à long terme (tels que l'accessibilité des pensions), et mis en lumière des sujets tels que la précarité de l'emploi et la situation des plus pauvres.

Les gouvernements pourraient bien sûr être tentés de demander aux banques centrales de monétiser leur dette, une politique qui pourrait avoir des conséquences financières catastrophiques.

En théorie, ces conditions pourraient constituer un terrain fertile pour les politiciens de la "gauche" traditionnelle, à condition qu'ils réorientent leur programme politique vers les affaires économiques, en promettant une plus grande redistribution et, très probablement, la prise en charge de secteurs importants par le secteur public. Cela signifierait cependant qu'il faudrait inverser l'orientation principale de la politique du centre-gauche sur une période prolongée au cours de laquelle ils ont, dans une large mesure, accepté l'idéologie "libérale" de l'économie.

Il est donc tout à fait concevable que de nouveaux partis insurgés ("populistes") fassent des percées, promettant cette fois des programmes politiques de gauche qui incluent la redistribution et la nationalisation.

Construire un super-réseau national en Amérique

Alice Friedemann Posté le 3 juin 2020 par energyskeptic



Préface. Les énergies renouvelables ne sont pas réparties de manière égale. Seuls 10 États possèdent 80 % de l'énergie hydraulique (Homeland Security 2011), 10 États produisent 75 % de l'énergie éolienne (EIA 2017) et 10 États produisent 79 % de l'énergie solaire (CE 2020).

Avec un réseau national, au lieu de devoir réduire la puissance pour que le réseau ne soit pas saturé, l'électricité pourrait être envoyée dans des endroits ayant besoin d'électricité, en particulier tout le sud-est, qui a très peu de vent à l'échelle commerciale toute l'année (Friedemann 2015).

Mais il n'y a pas de réseau national en vue (St John 2020) pour de nombreuses raisons énumérées ci-dessous : le coût extrêmement élevé, la possibilité que cela rende le réseau plus instable et conduise à une panne nationale, le NIMBYisme à tous les niveaux et les bureaucraties.

Un super-réseau national est considéré comme essentiel pour intégrer l'énergie renouvelable dans le réseau électrique, car de nombreuses régions des États-Unis ont des options limitées en matière d'énergie renouvelable et un très grand réseau est nécessaire pour maintenir l'équilibre, car le vent ne souffle pas et le soleil ne brille pas partout à la fois, et de vastes régions ne disposent pas du tout d'énergie hydroélectrique, géothermique et d'autres énergies renouvelables.

De même que de nombreux gisements de gaz naturel et de pétrole sont bloqués et inexploités parce que le coût de construction des pipelines qui y mènent est trop élevé, de nombreuses ressources renouvelables ne sont pas en mesure de produire suffisamment d'énergie pour justifier la construction de lignes de transmission jusqu'à elles, ou sont trop éloignées des villes.

Si l'Amérique essayait d'équilibrer l'énergie intermittente sur une vaste zone comme le Danemark et de construire un réseau national, il y aurait un risque de panne nationale.

Bien que de grandes régions puissent accroître la stabilité, ce n'est pas toujours vrai, car les opérateurs ne voient pas assez bien les systèmes adjacents pour détecter les événements extrêmes imminents et prendre rapidement des contre-mesures (CEC).

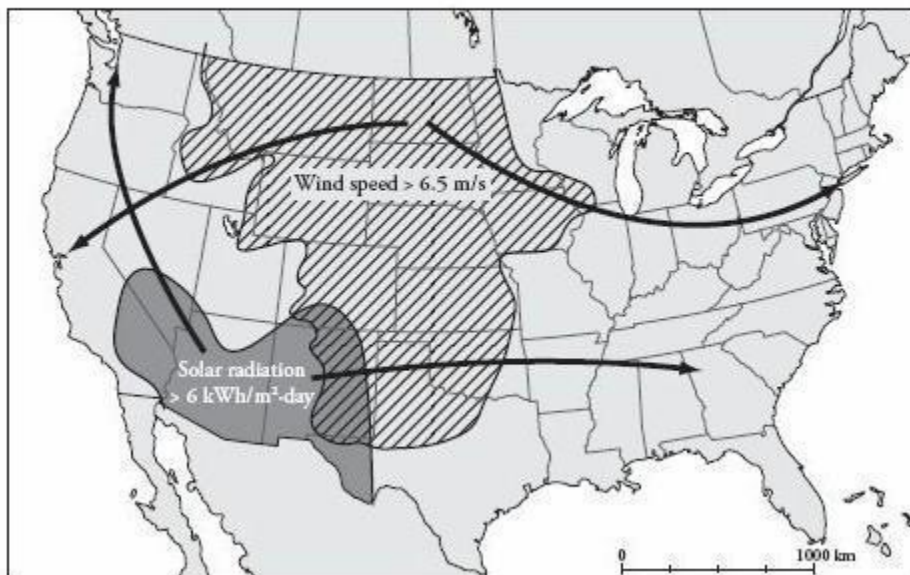
La taille n'augmente pas toujours la fiabilité car elle offre de multiples voies de propagation des perturbations locales, ce qui peut conduire à des chaînes complexes de défaillances en cascade (Morgan).

En outre, le manque d'investissement et la charge accrue des lignes et des transformateurs sans augmentation de la capacité de transmission (Clark) et une capacité de production et de transmission mal planifiée (Blumsack) ont conduit à un risque de panne généralisée. Les cyber-attaques, le terrorisme et le vieillissement des équipements (NAS 2012) constituent d'autres risques de panne.

Le système étant un réseau, la réduction de la congestion dans une partie du système peut la déplacer vers une autre partie (la plus vulnérable). La congestion a également tendance à se déplacer autour du système d'une année sur l'autre et en réponse aux conditions météorologiques et à d'autres facteurs saisonniers. En outre, la résolution du problème des contraintes de transmission à l'intérieur des États-Unis nécessitera également une coopération avec le Canada. De nombreuses transactions d'électricité programmées aux États-Unis, en particulier les transactions est-ouest au sein de l'Interconnexion de l'Est, passent par des lignes de transmission situées au Canada avant d'atteindre les charges aux États-Unis. Ces flux involontaires (ou "flux de boucle") nécessitent souvent une réduction des services de transmission aux États-Unis. L'avantage d'une augmentation de la transmission (USDOE 2002).

Un super-réseau américain nécessiterait au moins 50 000 miles de nouvelles lignes, avec de multiples liaisons souterraines des Grandes Plaines aux côtes, chacune d'une longueur de plus de 1 000, voire 1 500 miles, et les capacités pour chacun de ces miles devraient être dans les multiples de gigawatts, et non quelques centaines de mégawatts. L'ensemble du projet nécessiterait une mise à l'échelle considérable et rapide du système existant. Penser que ces mégaprojets pourraient être conçus, les plans approuvés et les droits de passage nécessaires obtenus en quelques années, c'est avoir une compréhension totalement irréaliste des capacités d'ingénierie de l'Amérique, de ses multiples bureaucraties réglementaires, et de son extraordinaire NIMBYisme et de sa litigiosité (Smil).

AMERICA'S FUTURE HIGH-VOLTAGE TRANSMISSION CHALLENGE



Les défis bureaucratiques (USDOE 2002)

Il faut parfois jusqu'à 14 ans pour obtenir l'autorisation d'ajouter des lignes de transmission. Par exemple, il a fallu quatorze ans à l'American Electric Power Company pour obtenir l'autorisation d'implantation d'un projet de transmission de 765 kV sur 90 miles, alors qu'il n'en a fallu que deux pour le construire.

Dix ans après avoir été proposé pour la première fois, un grand projet de transmission par American Electric Power (AEP) en Virginie occidentale et en Virginie est encore à un an environ de l'approbation finale. La chronologie suivante documente les retards résultant des efforts des régulateurs d'État pour prendre en compte les préoccupations locales et autres, et du manque de coordination entre les principales parties. 1991-AEP soumet une proposition de ligne de transmission de 765 kV à la Virginie, à la Virginie-Occidentale, au Service forestier américain, au Service des parcs nationaux et au Corps des ingénieurs de l'armée américaine, dans le but de maintenir la fiabilité dans le sud de la Virginie-Occidentale et le sud-ouest de la Virginie et de réduire les risques d'une panne en cascade qui pourrait toucher de nombreux États de l'est des États-Unis.

- 1992-1994 - Des auditions approfondies sont organisées en Virginie et en Virginie occidentale, dont beaucoup dans des localités potentiellement touchées.
- 1996 - Le service forestier publie un projet de déclaration d'impact environnemental qui recommande de ne pas construire la ligne telle que proposée car elle traversera des terres publiques sensibles.
- 1997- L'AEP propose aux commissions de réglementation des deux États un tracé alternatif plus long qui traverserait des zones moins sensibles que le tracé initial.
- 1998- La West Virginia Public Service Commission approuve sa partie du tracé alternatif. Plus tard en 1998, l'AEP accepte une demande de la Virginia Corporation Commission pour que le service public mène une étude détaillée d'une seconde route alternative. Une fois l'étude terminée, AEP convient que la deuxième route est acceptable, bien que cette route n'offre pas autant de marge pour la croissance future de la charge que la première route alternative.
- 2001-La Virginia Corporation Commission approuve la deuxième route, principalement parce que cette route aurait moins d'impacts environnementaux et sociaux négatifs que les routes précédentes.
- Fin 2001-La West Virginia Public Service Commission doit examiner et approuver la nouvelle route, même si la partie de cette route qui concerne la Virginie occidentale diffère très peu de celle que la commission a approuvée en juin 1998. En outre, comme le nouveau tracé traverserait également environ 11 miles de forêt nationale dans une zone non étudiée dans le projet de déclaration d'impact environnemental de 1996 du service forestier, ce dernier doit procéder à une analyse supplémentaire avant de décider d'accorder ou non un permis de construire.

L'expérience de la Sierra Pacific dans la construction d'une ligne de transmission de 163 miles est un exemple des coûts et des retards qui peuvent survenir lorsque les projets de transmission impliquent plusieurs agences fédérales ayant des responsabilités en matière de gestion des terres.

- La Sierra Pacific a préparé des plans détaillés pour le projet Alturas en 1992.
- La Commission du service public du Nevada a approuvé le projet en novembre 1993.
- Après avoir obtenu l'approbation du Nevada, Sierra Pacific s'est tourné vers les autres agences concernées - la California Public Utilities Commission (CPUC) et plusieurs agences fédérales : le Bureau of Land Management (BLM) des États-Unis, le Forest Service, BPA, et le Fish and Wildlife Service des États-Unis. Le BLM est celui qui a le plus de surfaces concernées par la proposition et il est devenu l'organisme responsable de l'examen fédéral du projet.

- Le CPUC est devenu l'organisme chef de file pour les questions environnementales au niveau des États. Au printemps 1994, BLM et CPUC ont collaboré pour commencer un projet de rapport d'impact environnemental (EIR) pour l'État et un projet de déclaration d'impact environnemental (EIS) pour les agences fédérales. La Sierra Pacific a pris en charge le coût des études.
- Le BLM a publié la version finale de l'EIE en novembre 1995 et a approuvé sa partie du projet en février 1996.
- La CPUC a approuvé sa partie de la ligne en janvier 1996.
- En février 1996, le gestionnaire de la forêt nationale de Toiyabe a rendu une décision de "non-action", arguant que l'EIE était défectueuse parce qu'elle n'avait pas abordé un éventail suffisamment large d'alternatives.
- Finalement, la Sierra Pacific a décidé de poursuivre un itinéraire alternatif et a retiré la demande de traversée de la zone de Toiyabe. En avril 1997, le gestionnaire de la forêt nationale de Modoc a refusé au projet le permis de traverser une portion de trois miles de la forêt nationale de Modoc.
- Le demandeur a fait appel de cette décision auprès du chef du service forestier en mai 1997 ; un permis a été délivré en octobre 1997.
- Toutefois, plusieurs autres parties à la procédure ont fait appel de ce permis. Après examen, la décision de délivrer le permis a été confirmée en janvier 1998.
- La construction a commencé en février 1998 et s'est achevée en décembre 1998. La Sierra Pacific estime que le projet a été retardé d'au moins deux ans et que ces retards ont entraîné des coûts supplémentaires de plus de 20 millions de dollars.

Les câbles souterrains transmettent l'énergie avec de très faibles champs électromagnétiques dans des zones où les lignes aériennes sont peu pratiques ou impopulaires. Les coûts sont de 5 à 10 fois supérieurs à ceux des lignes aériennes, et les caractéristiques électriques limitent les lignes à courant alternatif à environ 25 miles.

Les lignes à haute tension peuvent transporter plus de puissance que les lignes à basse tension. La ligne à plus haute tension de transport en Amérique du Nord est de 765 kV. Des tensions plus élevées sont possibles, mais elles nécessitent des emprises beaucoup plus importantes, augmentent le besoin de réserves de puissance réactive et génèrent des champs électromagnétiques plus forts. Le CCHT offre une alternative économique et contrôlable au CA pour le transport d'électricité sur de longues distances. Le courant continu peut également être utilisé pour relier des systèmes asynchrones et pour la transmission à longue distance sous terre/eau. Les coûts de conversion du courant alternatif en courant continu, puis de nouveau en courant alternatif, ont une utilisation limitée. Il existe actuellement plusieurs milliers de kilomètres de CCHT en Amérique du Nord.

Conclusion

De toute évidence, il est peu probable qu'un réseau national soit jamais construit en raison des risques de panne nationale, de la nécessité déjà trop coûteuse de mettre à niveau le réseau existant, du processus litigieux d'approbation NIMBY et de la réticence des États à autoriser la production d'électricité dans leur pays au-delà des frontières, et des coûts d'investissement qui vont empêcher le partage de l'énergie solaire et éolienne dans tout le pays.

Parce qu'il est peu probable que nous puissions développer l'éolien et le solaire en raison de l'intermittence et des problèmes saisonniers, et parce qu'une grande partie de l'électricité est perdue sur de longues distances de transmission et que le réseau est si vulnérable au terrorisme, il n'est peut-être pas logique d'avoir un réseau national de toute façon. Il serait préférable de consacrer l'énergie nécessaire à l'isolation des maisons, aux appareils et véhicules à haut rendement énergétique et à d'autres efforts pour se préparer au déclin des combustibles fossiles et, par conséquent, de l'électricité également.

Le verrouillage a-t-il été efficace pour stopper la propagation du coronavirus ? Le dilemme aztèque

Ugo Bardi Vendredi 5 juin 2020



Ce billet a été inspiré par un billet de Chuck Pezeshki sur la civilisation aztèque, fortement recommandé en guise d'introduction.

Scène : Intérieur du temple au sommet de la grande pyramide de Tenochtitlán

Personnages : l'archiprêtre (Maître) et le jeune prêtre (Prentice)

Prentice : Grand Maître, où êtes-vous ? (se promène, regarde). Grand Maître ?

Grand Maître : Euh... ? Prentice, c'est toi ?

Oh... vous voilà, Maître. C'est moi. Oui. Je suis désolé de vous déranger quand vous priez, mais...

Hmmmm... Je faisais une sieste. Qu'est-ce qui se passe ?

Maître. J'ai besoin de vos conseils.

Ah... ?

Vous voyez, Maître. Le moment du sacrifice d'aujourd'hui arrive.

Oui, bien sûr, je sais... je sais. Nous devons commencer à nous préparer. Je dois avoir mon couteau en obsidienne quelque part... Par les crocs de Xipe Totec, il commence déjà à faire nuit. Nous devons nous préparer. . .

Maître, vous voyez, je voulais vous dire quelque chose.

Ah... ? Oui, Prentice. Nous avons encore un peu de temps. Mais où le Xochiquetzal est mon couteau d'obsidienne....

Maître, j'ai un problème....

Ah, oui, le voilà. Ce bon vieux couteau... Tant de coeurs que je l'ai emporté avec moi ! Mais que disiez-vous, Prentice ?

Maître, je pensais à quelque chose.

Hmmmm... Maintenant, j'ai besoin de mon masque Mictlantecuhtli, il devrait être là. Et à quoi pensiez-vous ?

Maître, nous disons toujours que si nous ne sacrifions pas une personne chaque jour au dieu soleil Huitzilopochtli, le soleil cessera de bouger dans le ciel.

Eh... oui.... c'est le but du rituel du sacrifice humain, bien sûr. Vous avez étudié cela pendant votre formation. Mais où diable est ce masque...

Maître, comment le savons-nous ?

Comment savons-nous quoi ?

Que le "soleil" ne se lèvera pas demain si nous n'accomplissons pas le sacrifice.

Prentice, tu es un garçon intelligent. Tu sais que le dieu Huitzilopochtli apprécie nos sacrifices. Et c'est prouvé par le fait que le soleil se lève chaque matin. A quoi le grand Xochiquetzal a-t-il pensé ?

Je pensais que, eh bien, et si on laissait tomber ?

Si on saute quoi ?

Le sacrifice, maître.

On saute le sacrifice ? Tu es fou, Prentice ?

Non, maître, écoutez-moi. Avons-nous déjà manqué un de ces sacrifices du soir ?

Prentice, nous avons toujours sacrifié au moins un prisonnier au Dieu Soleil chaque soir, et le Soleil s'est toujours levé le lendemain matin.

C'est ce que je veux dire, Maître. Nous pourrions sauter le sacrifice pour une fois.

Euh..... ?

Tu vois, je me suis toujours demandé pourquoi nous n'avons jamais essayé ça.

Hmm.....

Je veux dire, bien sûr, je sais que si nous n'effectuons pas le sacrifice, le soleil ne se lèvera pas demain matin. Alors, les gens auront peur. Mais alors, on fait encore quelques sacrifices et le soleil revient. Ne pensez-vous pas que les gens seront heureux ?

Ah... voici mon masque Mictlantecuhтли. J'en avais besoin.

Maître, que pensez-vous de mon idée ?

Prentice, écoute-moi.

Oui, maître ?

Prentice, tu sais que le fait que le soleil se montre chaque matin est la preuve que les sacrifices fonctionnent.

Oui, Maître, je le sais. Mais, en fait, vous voyez, j'ai pensé que, peut-être, nous pourrions faire un test. . .

Prentice. J'ai toujours dit que tu étais un bon garçon. Maintenant, supposons que nous ne nous sacrifions pas ce soir, comme tu le proposes. Et si le soleil se levait quand même demain matin ?

Maître, c'est impossible. Le dieu soleil sera terriblement en colère et... . .

Supposez-le, espèce d'idiot !

Ah.... bien, Maître. Mais tu m'as appris. . . .

Peu importe ce que je t'ai appris, espèce d'idiot. Tu sais ce qui arriverait. Les gens de Tenochtitlán grimperaient sur cette stupide pyramide, puis nous arracheraient le coeur et le mangeraient.

Maître, mais je suis sûr que le dieu Huitzilopochtli ne repoussera pas le soleil si nous ne faisons pas le sacrifice.

Bien sûr, Prentice, bien sûr. Mais maintenant, j'ai une bonne idée. Je vais organiser le sacrifice pour ce soir. Tu restes ici jusqu'à ce que je revienne.

Maître, mais je devrais vous aider à préparer...

Restez ici, j'ai dit.

Maître, mais pourquoi...

Restez ici et attendez, Prentice. Et merci de vous être porté volontaire pour le sacrifice de ce soir.

L'énergie éolienne et solaire intermittente ne remplace pas le charbon, le gaz et l'énergie nucléaire

par stopthesethings 6 juin 2020

Il existe peut-être un substitut au charbon, au gaz et à l'énergie nucléaire quelque part. Mais il ne s'agit pas de l'énergie éolienne et solaire intermittente et chaotique, avec ou sans les mythiques méga-batteries.

La Planète des Humains de Michael Moore a fait quelques choses. Tout d'abord, elle a fait tourner en bourrique les capitalistes qui profitent des énergies renouvelables subventionnées et a fait souffrir le culte du climat. Deuxièmement, elle a fourni une plateforme pour ceux qui comprennent réellement comment l'énergie est produite, distribuée et consommée, et une opportunité d'éduquer les illettrés de l'énergie sur les raisons pour lesquelles il n'y a pas de "transition inévitable" vers l'éolien et le solaire.

Le film, produit par Moore et réalisé par Jeff Gibbs, a été mis en ligne sur YouTube pour permettre à tous de comprendre le message : l'énergie renouvelable est la plus grande fraude économique et environnementale de tous les temps. La STT l'a d'abord couvert ici : Blood & Gore : La "planète des humains" de Mike Moore démasque l'arnaque du pouvoir et de l'argent derrière les énergies renouvelables

Donn Dears donne un aperçu utile du film, en mettant l'accent sur le fait que la partie "nous sommes tous condamnés" de son récit ne s'accumule pas.

Des vérités remarquables sur les énergies renouvelables

Donn Cher Power for USA 12 mai 2020

Il existe peut-être un substitut au charbon, au gaz et à l'énergie nucléaire quelque part. Mais il ne s'agit pas de l'énergie éolienne et solaire intermittente et chaotique, avec ou sans les mythiques méga-batteries.

La Planète des Humains de Michael Moore a fait quelques choses. Tout d'abord, elle a fait tourner en bourrique les capitalistes qui profitent des énergies renouvelables subventionnées et a fait souffrir le culte du climat. Deuxièmement, elle a fourni une plateforme pour ceux qui comprennent réellement comment l'énergie est produite, distribuée et consommée, et une opportunité d'éduquer les illettrés de l'énergie sur les raisons pour lesquelles il n'y a pas de "transition inévitable" vers l'éolien et le solaire.

Le film, produit par Moore et réalisé par Jeff Gibbs, a été mis en ligne sur YouTube pour permettre à tous de comprendre le message : l'énergie renouvelable est la plus grande fraude économique et environnementale de tous les temps. La STT l'a d'abord couvert ici : Blood & Gore : La "planète des humains" de Mike Moore démasque l'arnaque du pouvoir et de l'argent derrière les énergies renouvelables

Donn Dears donne un aperçu utile du film, en mettant l'accent sur le fait que la partie "nous sommes tous condamnés" de son récit ne s'accumule pas.



Planet of the Humans, une vidéo de Michael Moore, est une remarquable compilation de faits sur les énergies renouvelables.

Il raconte la sombre histoire des énergies renouvelables à l'aide de vidéos, que j'ai essayé de raconter en n'utilisant que des mots. Les vidéos sont bien plus puissantes.

Des vidéos de lieux et de choses que je connaissais et dont j'avais des images, mais que je n'avais pas pu visiter et filmer moi-même.

Moore est un anticapitaliste. Mais il s'expose aussi comme anti-humain, avec le même message que Paul Ehrlich avait dans son livre *The Population Bomb* et que le Club de Rome avait avec ses *Limites à la croissance*.

Ils affirment tous qu'il y a trop de gens et pas assez de ressources pour soutenir la population croissante de la Terre.

Moore se trompe sur cette proposition malthusienne.

Tout d'abord, la croissance démographique finira par plafonner lorsque les pays sous-développés, dont la population augmente rapidement, s'enrichiront. L'histoire a montré que les pays riches ont des taux de remplacement qui se traduisent par des populations stables ou en déclin.

Deuxièmement, il y a suffisamment de combustibles fossiles sur Terre pour soutenir la croissance, dans certains cas pendant des centaines d'années, et dans d'autres cas pendant des milliers d'années.

Il y a au moins assez de charbon sur Terre pour durer 400 ans.

Il y a suffisamment de pétrole sur Terre pour durer au moins 1 000 ans.

Et il y a assez de gaz naturel sur Terre pour durer au moins 2 000 ans.

En ce qui concerne le charbon, il y en a probablement assez pour durer des centaines d'années de plus si l'on inclut le lignite et d'autres charbons mous. De plus, les réserves sont basées sur du charbon facile à extraire, alors qu'il y a plus de charbon dont l'extraction n'est pas rentable actuellement.

Le pic pétrolier est un concept erroné depuis des décennies. L'Arctique n'a pas été exploré, et de nombreuses années d'approvisionnement potentiel s'y trouvent. En outre, nous trouvons chaque année d'énormes nouvelles ressources pétrolières dans des zones d'eau profonde qui n'ont été explorées que récemment.

Les réserves potentielles de gaz naturel peuvent être plus facilement quantifiées. La fracturation a ouvert dans le monde entier des réserves de gaz naturel dont on ne pouvait même pas rêver il y a quelques décennies.

Il existe également d'énormes réserves de gaz naturel enfermées dans des hydrates de méthane qui se trouvent sur la plate-forme continentale extérieure dans le monde entier. Le gouvernement américain a identifié 51 338 milliards de pieds cubes de gaz naturel sur la plate-forme continentale extérieure des 48 États inférieurs des États-Unis, ce qui représente vingt fois les réserves américaines actuelles de gaz naturel.

Alors que Moore expose la triste vérité sur les énergies renouvelables, il met également à nu sa philosophie antihumaine.

Moore veut que les gens soient privés des biens qui rendent la vie vivable et qui peuvent même leur sauver la vie. Par exemple, les IRM et les scanners sont fabriqués à partir de matériaux qui nécessitent l'utilisation de combustibles fossiles.

Bien que Moore se trompe sur la question de savoir si nous allons bientôt manquer de combustibles fossiles, sa vidéo montre clairement que les énergies renouvelables ne peuvent pas, et ne doivent pas, être utilisées dans une tentative malencontreuse de remplacer les combustibles fossiles.

Power for USA

L'hypocrisie « Total » de Patrick Pouyanné

Michel Sourrouille 6 juin 2020 / Par biosphere

Atteindre la « *neutralité carbone* » en 2050, tel est [l'engagement de Patrick Pouyanné](#), PDG de Total. Il nous prend pour des idiots, sa raison d'être repose sur la production et la vente d'énergies fossiles, donc de contribuer fortement au réchauffement climatique... il est vrai que l'expression « neutralité carbone » est un leurre, c'est [la volonté de ne rien faire](#) : on pourra toujours émettre davantage de gaz à effet de serre, il suffirait de [compenser](#) par ailleurs ces émissions, Total illusion. Pouyanné fait référence pour cela à des techniques qui n'ont pas prouvé leur efficacité, les technologies de [captage et de stockage de carbone](#). De toute façon le Conseil européen [n'a pas adopté l'objectif](#) de zéro émissions nettes en 2050. Si les politiques ne sont pas en avant-garde de la rupture avec le système thermo-industriel, autant dire que les entreprises ne feront rien.

D'autre part Pouyanné fait porter la responsabilité de 90 % des émissions de gaz à effet de serre sur les consommateurs. « *Ce n'est pas nous qui décidons à quoi tournent les moteurs de nos clients. Total ne fabrique ni avions, ni voitures, ni ciment. C'est la demande qui crée l'offre, et pas l'inverse.* » Rappelons que la théorie libérale du consommateur-roi qu'il invoque est une Total illusion. Dans cette théorie, le consommateur est le décideur, votant par ses achats de ce qu'il faut produire et distribuer. En fait il s'agit d'un consommateur manipulé, aliéné, étranger à ce qu'il devrait être. Galbraith parle de [filière inversée](#). Dans un système de publicité de masse, ce n'est plus le consommateur qui dicte ses choix aux entreprises, ce sont les entreprises qui incitent les gens à « aimer » leurs produits. L'achat automobile ne découle pas de la volonté de ceux qui marchaient à pied autrefois, mais de la baisse des prix par la production à la chaîne et la constructions d'infrastructures routières par décisions politiques. Ensuite, quand la bagnole devient un objet de consommation courante, elle se rend indispensable pour aller au travail ou même pour faire ses courses. : les distances à

parcourir se sont allongées. La faute aux constricteurs de voitures ! De plus Pouyanné se retranche derrière la concurrence pour ne rien faire : « *Je ne suis pas prêt à arrêter de produire du pétrole le faire parce que d'autres le produiront à ma place. Total ne représente que 1 % de la production mondiale.* » Il faut arrêter de se défilier avec si je ne pollue pas d'autres le feront ! Quand on fait une erreur, il faut cesser de la faire car sinon la somme Totale des erreurs s'amplifie. Enfin Pouyanné fait confiance à la fée électricité : « Je prends comme défi pour Total de se développer dans l'électricité. Dans nos modèles, nous estimons que la demande mondiale de pétrole atteindra un plateau vers 2030, notamment parce que l'Europe et la Chine auront basculé vers le véhicule électrique. Il faut que les gouvernements accélèrent sur les bornes de recharge. Total a besoin de soutiens publics massifs de soutien. » Encore un technolâtre qui croit aux lendemains qui chantent grâce à des politiques au service des multinationales et à des innovations qui ne peuvent exister sans ressources fossiles en abondance.

Pouyanné est un salaud d'hypocrite. Pouyanné dirige un des 5 groupes pétroliers qui ont dépensé 1 milliard d'euros en lobbying pour qu'aucune mesure contraignante ne soit adoptée ces dernières années. Il distribue des dividendes très importants même pendant la pandémie. Dans deux ou trois siècles, on regardera sûrement les patrons des multinationales qui dévastent la nature, asservissent leur main d'œuvre et manipulent les consommateurs comme on regarde aujourd'hui les seigneurs d'ancien régime qui pouvaient faire ce qu'ils voulaient de la vie des serfs. Aujourd'hui Patrick Pouyanné fait joujou avec les émissions de gaz à effet de serre, c'est un criminel endurci qui ne sera malheureusement jamais jugé. Pour en savoir plus grâce à notre blog biosphère :

10 février 2018, [L'aveuglement de Patrick Pouyanné, PDG de Total](#)

extrait : Qu'on fasse des investissements ou non, un jour prochain le pétrole viendra à manquer, c'est une inéluctabilité d'origine biophysique. Alors autant se préparer déjà à la pénurie de ressources fossiles non renouvelables. D'autant plus que lutter contre le réchauffement climatique implique de laisser la plus grande partie du pétrole sous terre, ce qu'oublie de dire [Patrick Pouyanné](#) ! L'essentiel est de diminuer nos besoins en énergie, tout le reste n'est que gesticulation financière...

8 novembre 2015, [Mr Pouyanné, faut-il rompre avec les énergies fossiles ?](#)

Extrait : LE MONDE ose la question qui tue : *La décroissance est-elle une piste intéressante à explorer ?* Patrick Pouyanné fait semblant de ne pas comprendre la question : « *L'enthousiasme peut venir si l'on réfléchit à horizon de quinze ou vingt ans. Lorsque Total a investi dans le solaire, certains actionnaires nous ont critiqués. La rentabilité n'est pas immédiate. Il faut être patient.* »

15 février 2013, [Oil Man : l'information Total qu'il ne fallait pas loupé](#)

extrait : La production de pétrole du groupe Total décline pour la 8ème année ! Les extractions de pétrole de Total se sont établies à 1,22 million de barils par jour (Mb/j) en 2012, en recul de **0,5 % par rapport à 2011**. Le recul est de **19,2 % par rapport à 2007** et de **28 % par rapport à 2004**, date du début de la baisse de la production du groupe. Le nombre de puits de pétrole exploités à part entière par Total a pourtant été accru de 40 % entre 2007 et 2011, essentiellement à travers des acquisitions.

21 février 2013, [Droit de réponse contre l'avocat du groupe Total](#)

extrait : Juste avant le premier tour, de la présidentielle LE MONDE laisse passer, est-ce un hasard de calendrier, un point de vue de l'avocat de Total titré méchamment « Eva Joly a une vision obscurantiste ». Cet avocat, Jean Veil, croit encore que l'or noir irriguera notre société pour des siècles et des siècles : « Sans le pétrole comment vivriez-vous, Eva Joly ? Sans le pétrole, pas de chauffage, pas d'électricité. Sans le pétrole, pas d'avion, pas de voiture, pas de train non plus. Iriez-vous en traîneau tiré par des rennes de Paris à Oslo ? Sans le pétrole, disparition de tellement d'autres choses, vos lunettes par exemple... »

BRUTAL RÉTRÉCISSEMENT...

6 Juin 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

De cervelle pour le [gros con de maire de Minneapolis](#). Pleurer devant un cercueil où le locataire est un toxicomane condamné pour un gros délit, c'est n'importe quoi.

Et d'une manière générale pour toutes les villes démocrates des USA. La crise énergétique, c'est quoi ? Une Amérique rurale trumpienne qui s'est aperçue -largement-, il y a bien longtemps, que leur monde se disloquait. Et en ont souvent pris acte, un certain nombre s'est suicidé aux opiacés. D'où le succès des conférences de Dimitry Orlov. Et de Trump. Qui montre le vrai visage de l'empire, même s'il est loin d'être aussi sanguinaire que le furent les 2 présidences Obama, où les drones tuaient journellement. Mais la vie d'un arabe ne vaudrait donc rien ??? Et il ne serait pas grave de les tuer par palettes entières, notamment lors de mariages ? ben non, c'était des "démocrates", qui appuyaient sur les détentees...

L'Amérique rurale, c'est "l'océan de misère", de l'Amérique, aggravé par le fait énergétique : plus le pays est grand, plus l'impact de la contraction énergétique est fort.

Là, les villes, largement démocrates et "irriguées" par l'immigration viennent de subir un effondrement économique brutal.

Au lieu de voir la vérité, le krach énergétique, financier, politique, commercial, social et culturel, on se réfère à l'ancien, la religion du moment.

Déni, colère, marchandage, dépression et acceptation. Finalement, l'épisode américain, c'est tout ça en même temps. Pour un événement futile et sans importance.

Les paumés de la société, qui ne savent pas dans quel monde ils vivent sont en colère, traitent de racistes ceux qui n'acceptent pas l'immigration. Bien. De fait, les plus grands racistes, ce sont eux. Parce qu'il ignorent la vérité profonde. Le monde occidental, lui aussi, peut connaître l'effondrement, devenir un trou à merde, et un repoussoir, simplement parce que ses sources d'énergies locales se tarissent. Le pétrole de mer du nord, le charbon de Pologne, et la lignite d'Allemagne feront bientôt défaut. Dans ce contexte, le "migrant", est une andouille, et le partisan de la liberté de l'immigration, un irresponsable, un crétin irréfléchi.

Les économies se sont déconfinées, mais le [rebond n'est pas là](#). Et ne le [sera jamais](#). Sauf pour [les marchands d'armes](#).

Trump avait raison d'écouter certains de ses conseillers. Visiblement, l'épidémie est en train de s'éteindre, naturellement. C'est d'ailleurs le sort de toutes les épidémies. Le seul tort, c'est d'avoir pensé qu'elle s'éteindrait un peu plus tôt. [L'épidémie n'est pas](#) "contrôlée". Si on savait le faire, ça se saurait...

[Nos élites](#) souffrent à la fois du complexe du lardin, et de l'obéissance servile décrite par Milgram.

Visiblement, si Jacob Frey (le maire de Minneapolis) s'est cru obligé de se prosterner devant le politiquement correct, l'effet risque d'être inverse de ce qui était attendu. De même, les manifestants ne font pas la population, et l'image de ses policiers se prosternant et non seulement "déplorable", et navrante, mais contre productive, comme toute l'hystérie anti-raciste.

En France, faut il rappeler que l'anti-racisme est un produit de Gros Quinquin (Pierre Mauroy pour les jeunes qui ne connaissent pas), qui a lancé ça pour faire oublier les 2 millions d'emplois perdus pendant le "tournant de la rigueur". Produit de diversion, faut il préciser.

La société, donc, avec le manque de ressources, va de plus en plus osciller...

VÉRITÉ ET PACIFISME...

1984 en pleine action.

On apprend donc que [l'article](#) qui débinait la chloroquine, parue dans le lancet, c'était, au dire de 3 des 4 auteurs, de la merde.

La dite chloroquine est par contre, encensée par Philippe Douste Blazy, sans doute parce qu'il n'est plus ministre, et sans doute, livre t'il la clef du problème : la moindre nouvelle impliquant un grand laboratoire et un remède contre le coronavirus implique des milliards de gains ou de pertes boursière, dont, nul doute, certains [profitent pleinement](#).

Pour D. Raoult, les autorités françaises sont des menteurs patentés. J'irais même plus loin que lui, même quand ils connaissent la vérité, et qu'ils pourraient la dire sans rien risquer, ils préfèrent mentir, c'est pathologique.

[Baltimore](#), une femme noire -pacifiste et antiraciste sans doute- met deux coups de poings à un officier de police blanc avant de se faire étaler par un officier de police noir.

Celui-ci a été suspendu. On marche sur la tête...

Décidément, il se passe toujours des choses intéressantes à Baltimore. Imaginons, par exemple que la femme ait été blanche, qu'elle eut frappé 2 fois un officier noir, avant d'être mis ko par un officier de police noir... On aurait crié au racisme de la femme.

SECTION ÉCONOMIE



tsunami de... Lire la suite

Etats-Unis: Un Tsunami de défauts de paiement et d'expulsions se profile à l'horizon ! Une Gigantesque Crise Financière bien Pire que 2008 arrive...

Publié le 8 juin 2020 à 00:01:53 / 4 commentaires / 2 159 vues

Alors même que les marchés boursiers américains se redressent et que les gens anticipent une reprise en V à mesure que les économies s'ouvrent, un



Olivier Besancenot: « Une Crise inédite arrive, qui sera plus forte que celle de 1929 ! C'est une Bombe à Retardement !! »

Publié le 7 juin 2020 à 19:35:50 / 2 commentaires / 814 vues

Dans le cadre de la date anniversaire de la première réunion du CNR, nous vous proposons une série d'interviews généreusement cédées au Média par le collectif... Lire la suite



USA: Les sociétés zombies surendettées menacent la reprise économique (achetée à crédit par de l'impression d'argent sans valeur)

Publié le 7 juin 2020 à 18:50:52 / 2 commentaires / 482 vues

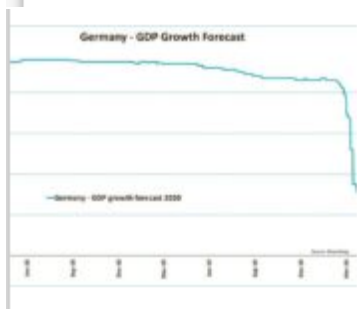
Un regain d'optimisme semble revenir aux Etats-Unis sur le fait que l'économie américaine va rebondir relativement rapidement à mesure que les États... Lire



Etats-Unis: « Près de la moitié des propriétaires de petites entreprises US prévoient de fermer leurs portes définitivement ! »

Publié le 7 juin 2020 à 16:58:26 / 1 commentaire / 643 vues

L'économie était en plein essor, enfin à crédit. La bourse gavée de liquidités établissait de nouveau sommets historiques. Puis le coronavirus est arrivé et



Allemagne: Quand on regarde les prévisions de croissance du PIB, c'est « la reprise en L » qui semble se dessiner...

Publié le 6 juin 2020 à 19:44:46 / 0 commentaire / 988 vues

Allemagne: Quand on regarde les prévisions de croissance du PIB, c'est « la reprise en L » qui semble bien se dessiner... Charles Gave: « Ce que je me tue à... Lire la suite



Patrice Blanc, Président des Restos du cœur: « On est face à des situations dignes de la crise de 1929,... Ca n'a rien à voir avec la crise de 2008, c'est bien pire ! »

Publié le 6 juin 2020 à 16:50:38 / 1 commentaire / 1 257 vues

Invité ce mardi matin dans Bourdin Direct, Patrice Blanc, le président des Restos du cœur fait le constat que de plus en plus de personnes en difficulté

viennent aux... Lire la suite



La crise sanitaire n'était qu'un pique nique face désormais à une crise financière qui pourrait laisser des conséquences économiques pire que la Grande Dépression de 1929.

Publié le 6 juin 2020 à 13:49:49 / 1 commentaire / 1 217 vues

Lors de ma précédente chronique je vous avais mentionné vouloir vous entretenir sur les dommages collatéraux qu'aura expressément laissé derrière

elle la covid-19,... Lire la suite



Egon Von Greyerz: « L'argent va flamber et la fausse monnaie s'effondrer comme au III^e siècle ! Ce monde illusoire et ce rallye boursier de dupes sont proches de tomber !! »

Publié le 6 juin 2020 à 12:31:00 / 2 commentaires / 1 368 vues

L'histoire se répète avec une similitude stupéfiante. Les crises du III^e siècle et de notre époque ont beaucoup de choses en commun. Tous les empires portent en... Lire la suite



USA: La plupart des états ont rouvert leurs économies,... mais alors pourquoi le chômage continue d'être incontrôlable ?

Publié le 5 juin 2020 à 21:01:08 / 2 commentaires / 1 116 vues

Cela n'aurait jamais dû se passer comme ça. Aussitôt que les états ont commencé à rouvrir leurs économies, le tsunami des licenciements aurait dû s'arrêter. Mais... Lire la suite



Peter Schiff: « C'était déjà foutu d'avance pour la Fed, et regardez où en est maintenant ?... Croyez-moi, ce sera bien Pire que ce que j'avais prévu ! »

Publié le 5 juin 2020 à 16:30:14 / 0 commentaire / 1 431 vues

Dans un discours prononcé le 19 janvier 2020 à la Cambridge House Vancouver Resource Investment Conference, Peter Schiff a déclaré que c'était foutu pour la Fed. Il... Lire la suite



Royaume-Uni: Les immatriculations de voitures neuves se sont effondrées de -89% en mai sur 1 an !!

Publié le 5 juin 2020 à 16:00:57 / 0 commentaire / 441 vues

Royaume-Uni: Les immatriculations de voitures neuves se sont effondrées de -89% en mai sur 1 an !! Rappelons qu'elles s'étaient déjà effondrées de -97,3% sur... Lire la suite

La folie ? Les marchés restent déconnectés de l'économie et de la société

Par **Kurt Cobb**, publié à l'origine par Resource Insights 7 juin 2020

Il est difficile d'ignorer les protestations qui ont eu lieu dans les rues des villes du monde ces derniers temps. Ces protestations émanent d'une population qui sait que le système dans lequel elle vit depuis longtemps a cessé de lui profiter. Si l'accent a été mis sur le meurtre insensé d'un Afro-Américain par la police - qui a été filmé -, il y a beaucoup d'autres griefs : je pense au vol financier légalisé d'un pour cent de la population, qui a entraîné une inégalité croissante et flagrante dans le monde entier.

Il est également difficile de surestimer les difficultés rencontrées par les populations du monde entier, car beaucoup d'entre elles ont été privées de revenus et de vie quotidienne par des commandes au foyer et des

fermetures de magasins inspirées par la pandémie, qui ont duré jusqu'à trois mois. Comme je l'ai mentionné dans mon article précédent, la Banque de réserve fédérale américaine d'Atlanta fait une estimation fréquemment mise à jour du PIB américain qui, au moment où j'écris ces lignes, est de moins 53,8 % pour le deuxième trimestre. L'estimation pour le trimestre en cours a commencé à moins 12,1 % et a chuté comme une pierre avec chaque nouvelle information. À titre de comparaison, le PIB américain n'a diminué que de 4,2 % pendant les crises financières de 2008-2009.

Et pourtant, les marchés boursiers mondiaux se comportent comme si les protestations et les privations étaient sans conséquence. Après s'être effondrés en mars dans le sillage de la propagation de la pandémie de coronavirus, les principaux indices boursiers ont atteint ou presque atteint des sommets historiques. Par exemple, l'indice S&P 500 a atteint son dernier cours de clôture du vendredi 24 février, avant que la pandémie de coronavirus ne sème la panique sur les marchés. Comment expliquer cela ?

Je me souviens qu'enfant, les nouvelles financières faisaient rarement la première page des journaux. La section financière de toute librairie était minuscule par rapport à l'histoire et à la littérature. Aujourd'hui, elle occupe des rangées entières dans les grands magasins.

Cinq ans avant mon entrée à l'université, le département le plus fréquenté de mon école était l'anglais. L'année de mon arrivée, c'était l'économie. Un changement radical s'était produit.

Entre-temps, les élites mondiales ont fait des heures supplémentaires pour financer tous les aspects de l'économie mondiale en faussant la politique gouvernementale et les pratiques commerciales. Toutes les entreprises commerciales sont désormais organisées de préférence non pas pour répondre aux besoins des clients à la recherche d'un rendement raisonnable, mais pour répondre aux besoins des actionnaires. Les entreprises en démarrage sont créées non pas dans le but de créer quelque chose de durable pour les fondateurs, les employés, les vendeurs, les clients et la communauté, mais dans le but d'en sortir lorsque les fondateurs vendent leur entreprise à une société plus importante - une société dont l'objectif principal est de retravailler la start-up pour maximiser les bénéfices pour les actionnaires et les gestionnaires.

Cela se fait parfois en licenciant un grand nombre d'employés, en se déchargeant du travail supplémentaire sur les autres, en alourdissant l'entreprise de dettes importantes et en déclarant ensuite un énorme dividende pour les nouveaux propriétaires. Le résultat est souvent une faillite spectaculaire qui, plusieurs années plus tard, détruit l'entreprise lorsque les propriétaires sont partis en vacances dans leurs maisons de plage aux îles Vierges.

Cet arrangement a très bien fonctionné pour ceux qui se trouvent au sommet de l'échelle économique. Et il est salué comme la voie du succès et de la richesse. C'est juste la façon dont les choses sont faites, et nous sommes censés l'accepter. Mais beaucoup de gens dans la rue ne l'acceptent plus, et cela fait probablement longtemps qu'ils ne l'ont pas accepté.

Et pourtant, au moins en Amérique, le désir de vivre comme ceux qui sont au sommet - et la conviction que cela pourrait être possible malgré les humbles circonstances actuelles - est une caractéristique permanente de l'esprit américain. C'est pourquoi nous avons tendance à voir, à la fin des marchés haussiers des actifs financiers, des gens qui n'ont jamais investi auparavant ou qui ne l'ont fait qu'indirectement, par exemple par le biais d'un fonds de pension ou d'un fonds commun de placement, décider qu'ils devraient eux aussi avoir le droit de gagner de l'argent facile comme les classes supérieures.

Des centaines de milliers de comptes de courtage individuels ont été ouverts depuis le début de l'année, vraisemblablement par ceux qui essaient de se procurer cet argent facile. L'arrêt de l'activité économique n'a

semblé que les encourager, car les histoires de reprise économique rapide les ont amenés à déverser leurs chèques de chômage gonflés sur le marché boursier. Tout cela a été aidé et encouragé par les maisons de courtage grâce à des opérations à commission zéro.

La meilleure illustration de cette folie est peut-être le commerce des actions d'une icône du commerce américain aujourd'hui tombée en disgrâce, le géant de la location de voitures Hertz. Hertz a déposé son bilan en mai. Tout porte à croire que les actionnaires seront complètement anéantis et que tous les capitaux propres seront remis aux créanciers dans le cadre d'une restructuration financière de l'entreprise. Et pourtant, de nouveaux petits investisseurs ont fait passer le prix d'une Hertz désormais en faillite de 40 cents à 3,78 dollars. À partir de vendredi, les actions, qui sont presque certainement sans valeur, ont clôturé à 2,57 dollars, soit une hausse de 71 % pour la journée.

Pour l'instant, ces petits investisseurs se moquent du milliardaire Carl Icahn qui a vendu ses 39 % de parts dans la société pour 70 cents par action, perdant ainsi environ 1,8 milliard de dollars sur un investissement à long terme effectué en 2014.

Mais je pense que c'est Icahn qui aura le dernier mot. La panique actuelle des acheteurs sur les marchés boursiers américains et mondiaux ressemble beaucoup à celle qui s'est produite dans la bulle technologique de la fin des années 1990. En 1999, la Réserve fédérale américaine, craignant que le problème dit de l'an 2000 avec les ordinateurs n'entraîne un chaos économique, a injecté d'énormes quantités de liquidités dans le système financier. Lorsque la nouvelle année a commencé et que peu de problèmes sont apparus, il était trop tard. La réaction gargantuesque de la banque centrale a fait que l'argent coulait déjà de manière incontrôlée sur les marchés boursiers et sur les actions technologiques en particulier. L'indice technologique NASDAQ, qui avait augmenté de 85 % en 1999, a encore progressé de 20 % au début de l'année 2000 avant de s'effondrer.

De même, nous avons aujourd'hui une énorme intervention de la banque centrale - bien plus qu'en 1999 - en réponse à un choc réel plutôt qu'anticipé. L'effondrement du marché, qui avait déjà été tronqué au début de l'année, semble maintenant reprendre. Ces investisseurs vont-ils écraser beaucoup d'autres, y compris les professionnels du marché boursier, et faire grimper les moyennes du marché de 20 % par rapport à leurs sommets précédents, comme nous l'avons vu avec la bulle technologique ?

Je ne parierais pas contre, même si les chiffres économiques sont pires que ceux de la Grande Dépression. C'est dire à quel point la psychologie des investisseurs peut être une force, surtout lorsqu'elle est complètement déconnectée de la réalité.

Ce qui nous attend : Déstabiliser la stratification sociale

Charles Hugh Smith Vendredi 5 juin 2020

Le projet de loi sur l'inégalité extrême des richesses et des revenus est maintenant en retard, et les sanctions pour l'avoir ignoré seront aussi extrêmes que l'inégalité.

Notre système socio-politique - appelons-le le statu quo - a été vidé de sa substance par les inégalités extrêmes de richesse/pouvoir dues à la financiarisation et à la mondialisation, qui ont enrichi les 5 % les plus riches et laissé tous les autres à la traîne.

En conséquence, le statu quo est devenu de plus en plus fragile et cassant, même si les pom-pom girls prétendent que tout n'a jamais été aussi bien. En témoigne la hausse massive des actions aujourd'hui, selon un rapport sur l'emploi qui suggère que la reprise en forme de V est déjà bien engagée.

The top 0.1% now own more than the bottom 80%

Share of American wealth owned by the top 1%, the top 0.1%, and the bottom 80% of American adults



La pommade, c'est que même une reprise en V ne réparera pas les distorsions structurelles qui ont généré des niveaux de stratification sociale intrinsèquement déstabilisants.

Une façon de comprendre cela est la suivante : le projet de loi sur l'inégalité extrême des richesses et des revenus est maintenant en retard, et les sanctions pour l'avoir ignoré seront aussi extrêmes que l'inégalité. Un ensemble d'orthodoxies malsaines a masqué la stratification financière et sociale qui s'est élargie à mesure que les riches se sont éloignés des 95 % inférieurs et s'est durcie avec la dégradation des échelles de mobilité sociale.

L'une des orthodoxies est que les diplômes universitaires multiples sont un gage de carrière sûre et bien rémunérée. En dehors de quelques spécialités, cette orthodoxie a sombré dans une surabondance mondiale de diplômes universitaires et une pénurie d'emplois sûrs et bien rémunérés.

Tous les emplois bien rémunérés sont liés à la financiarisation, à la mondialisation ou aux bastions de privilège et de pouvoir qui protègent les initiés de la concurrence, de la responsabilité et de la transparence.

Une autre orthodoxie est que "n'importe qui peut devenir riche en Amérique", c'est-à-dire que nous sommes tous à une chaîne de YouTube ou à un contrat d'influenceur de devenir riche. Le fait qu'un tel succès éphémère soit aujourd'hui le phare lumineux (remplaçant apparemment les maisons qui basculent car l'immobilier a stagné) montre à quel point l'échelle de la mobilité sociale est devenue bancal : la plupart des échelons ont pourri.

L'orthodoxie ultime est que la croissance est infinie, ce qui implique que la marée de l'expansion soulève tous les bateaux, et que le système fonctionne donc pour tout le monde.

Maintenant que la marée descend, ce masque a été arraché. Un grand nombre de personnes ont le sentiment d'avoir fait tout ce qu'il fallait (c'est-à-dire de faire partie du courant dominant) et de travailler dur, mais leur statut financier et social reste précaire, non seulement parce que l'expansion se poursuit, mais aussi parce que leur capacité à emprunter davantage d'argent augmente.

Un corollaire non déclaré de la croissance infinie est que l'effet de richesse va également s'étendre à jamais, de sorte que tout ce que vous avez à faire pour devenir riche est d'acheter une maison ou deux et d'acheter des actions, puis de vous asseoir et de les regarder prendre de la valeur.

Une reprise en forme de V ne change pas la stratification financière et sociale. Au contraire, la stratification va s'accroître et se durcir, laissant moins d'options pour monter dans l'échelle et graissant la pente vers des niveaux inférieurs de sécurité, de richesse et de revenus.

Même la classe riche (les 5 % les plus riches) se stratifiera davantage, car ceux qui ont une grande mobilité de l'emploi et du capital peuvent déplacer leur ménage et leur capital vers des régions plus sûres et moins taxées. Les 5 % les plus riches restés immobiles seront pris en otage par les municipalités qui manquent d'argent et qui doivent payer des impôts plus élevés pour avoir le privilège de vivre dans des villes et des banlieues qui deviendront moins sûres et moins divertissantes, même si la reprise tant attendue en forme de V se produit. Les 5 % d'ânes fiscaux les plus importants devront payer des impôts beaucoup plus élevés même si l'effet de richesse qui a généré le boom de 30 ans depuis 1990 bascule dans l'effet de richesse inverse, les extrêmes de la surévaluation revenant à la moyenne.

Les 95 % inférieurs se stratifieront également entre les quelques mobiles et les nombreux immobiles. Par mobilité, je n'entends pas seulement la liberté de se déplacer dans un autre lieu (parce que vous travaillez à distance) ou de déplacer votre capital - je veux dire la mobilité de se déplacer dans un nouveau domaine d'activité, ou de passer à un niveau supérieur de sécurité financière et physique.

Ceux qui ont moins d'options pour changer leur situation sont de plus en plus frustrés, alors que le statu quo se perpétue, enrichissant encore plus les quelques personnes qui restent, tandis que les échelles de mobilité sociale pour tous ceux qui restent s'effritent.

Cette frustration se manifeste de plusieurs manières, des protestations et émeutes publiques à l'opting out sous le radar, une option dont j'ai parlé dans *Opting Out, American Style* (22 mai 2020).

Comme l'explique mon collègue Jesse dans notre dernier podcast *Axis of Easy Salon*, *Nevermind the influencers*, voici les révoltes, les révoltes à large base comprennent une pluralité de participants, certains organisés, d'autres pas, certains publics, d'autres privés.

Comme je l'ai souvent fait remarquer ici, l'écart entre les grandes attentes et la réalité est une source fiable de désordre social et politique. Si tous ceux qui ont une faible mobilité sociale et financière se résignent à leurs faibles perspectives alors même que la classe riche se réjouit de sa supériorité "naturelle", la société peut rester stable malgré le fossé grandissant entre le petit nombre et le grand nombre.

Mais si les multitudes aux perspectives médiocres nourrissent de grandes attentes, le fait d'être coincé dans une économie et une société fortement stratifiée finira par déclencher une révolte et un désordre systémique alors que les élites défendent leur position et exigent des multitudes qu'elles acceptent leur faible mobilité et leur statut comme "l'ordre naturel" qui ne doit pas être perturbé.

À mesure que les orthodoxies de la mobilité sociale échouent et que les stratifications se durcissent, les grandes espérances intégrées dans les orthodoxies de la mobilité sociale américaine éclatent sous forme de révolte et de désordre. Comme indiqué ci-dessus, la facture de l'extrême richesse/inégalité des revenus est désormais due, et le prix à payer pour ignorer les stratifications sociales créées par l'inégalité sera aussi élevé que l'inégalité elle-même.

700 ans de taux d'intérêt pour prédire l'avenir

Par [Michel Santi](#) juin 6, 2020



Les banquiers florentins – inventeurs de la finance moderne – prélevaient un taux d'intérêt à deux chiffres en contrepartie de leurs prêts. L'usurier Shylock, du *Marchand de Venise* de Shakespeare, se contentait pour sa part d'un 8%, tandis que cette charge du service de la dette s'était effondrée autour des 4% au début de la Première guerre mondiale pour atteindre aujourd'hui 0 car les épargnants ne perçoivent désormais plus rien. De fait, l'ampleur de la chute du loyer de l'argent fut absolument spectaculaire ces deux derniers siècles. Alors, certes, les intérêts exigés par les Médicis n'étaient pas de même nature que ceux prélevés de nos jours par les établissements financiers, et ce principalement du fait des systèmes sociaux fondamentalement différents s'agissant du féodalisme et du capitalisme. La fortune des aristocrates et du clergé de l'époque provenait essentiellement des charges, taxes et obligations assumées par le peuple et qui se déclinaient principalement en autant de récoltes et d'animaux comestibles réquisitionnés, en service militaire et tâches diverses accomplis.

Toujours est-il que la tendance lourde est là et qu'elle est incontestable, comme l'a démontré une [étude approfondie menée par Harvard](#) qui a recensé l'évolution des taux d'intérêt depuis sept siècles et qui est parvenue à la conclusion que nous vivons dans un univers de taux négatifs généralisés vers le milieu de ce siècle. Ce pronostic est lourd de conséquences – non seulement dans la gestion de l'économie de l'après Covid-19 – mais également et surtout pour l'avenir du capitalisme. J'en [parle](#) et je l'[écris](#) depuis de nombreuses années, à la suite de Larry Summers ayant lui-même repris le concept d'Alvin Hansen, en posant un constat évident, à savoir que le capitalisme actuel n'est plus générateur de croissance. Cette «stagnation séculaire» que nous subissons, sous tendue par des problématiques de démographie, de productivité anémique, de niveaux éducatifs en régression, s'accroîtra irrésistiblement suite à la pandémie et débouchera sur un monde de taux négatifs très probablement avant même l'échéance prédite par l'étude de Harvard.

La courroie de transmission est cette quête de sécurité financière – le fameux «flight to quality» anglo-saxon – qui se ressentira avec encore plus d'acuité après la crise sanitaire et les incertitudes économiques post-coronavirus, et qui se traduira par une intense compression du rendement des obligations d'Etat de nos démocraties aux économies bien intégrées car celles-ci présentent un risque infime de défaut de paiement. C'est donc la ruée des épargnants et des investisseurs – pas seulement du troisième âge mais également ceux en quête

de protection et de stabilisation suite aux tourmentes sans précédent des mois écoulés – qui fera irrémédiablement basculer nos taux d'intérêt en zone inconnue et qui crèvera pour de bon le plancher du taux 0. Mais alors, comment infléchir – à tout le moins réorienter – ce capitalisme dans une direction double qui permettrait à la fois d'augmenter les profits de ceux qui investissent dans l'économie tout réduisant au passage nos endettements ?

Un visionnaire – Karl Marx – avait théorisé cette chute sur le long terme du taux de rémunération du capital, prévu cette inéluctable érosion des bénéfices de ceux qui investissent dans l'outil de travail, et donc anticipé une croissance de l'économie réelle qui deviendrait dès lors insignifiante. Comment persuader, de nos jours, les détenteurs de capitaux à une prise de risques accrue – en d'autres termes à rediriger une partie de leurs abondantes liquidités vers l'entreprise – quand la confiance a disparu ? Marx nous dirait aujourd'hui d'arrêter de nous préoccuper de la dette, et il suggérerait aux Etats d'apprendre à vivre en permanence avec des niveaux de déficits publics largement supérieurs à 100 % du P.I.B, pour peu qu'ils restent stables.

Le remède de Jerome Powell est à l'origine même du problème !... **On va droit dans le mur !!**

Source: [schiffgold](#) Le 07 Juin 2020



Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a émis [un discours](#) négatif lors d'[une webdiffusion](#) le mercredi 13 mai 2020. Je ne vous parle pas de taux d'intérêt négatifs, même si [c'est ce qui va arriver](#). Powell est devenu négatif sur les perspectives d'une reprise économique rapide.

Il a raison sur les perspectives économiques, mais il a tort sur la solution. Il ne se rend même pas compte que c'est la politique de la Fed qui est à l'origine du problème.

Beaucoup d'experts et de politiciens ont supposé que l'économie reviendrait à la normale une fois que les gouvernements rouvriraient leurs économies. Powell a mis une douche froide à cet espoir, avertissant que les États-Unis pourraient faire face à une récession «profonde et prolongée». Il a déclaré: *«l'ampleur et la vitesse de cette récession sont sans précédent dans l'histoire moderne, et bien pire que toute récession depuis la Seconde Guerre mondiale »*

Nous assistons à une forte baisse de l'activité économique et de l'emploi, et déjà les gains en termes d'emplois au cours de la dernière décennie ont été purement et simplement effacés. Depuis que la pandémie est arrivée il y a à peine deux mois, plus de 40 millions d'américains ont perdu leur emploi. Une enquête de la Fed qui sera publiée demain reflète des conclusions similaires à de nombreuses autres: parmi les personnes qui travaillaient en février, près de 40 % de ceux des ménages gagnant moins de 40 000 dollars par an ont perdu leur emploi en mars. Ce renversement de situation économique a provoqué un niveau de souffrance difficile à exprimer avec des mots, car la vie de tous ces gens a basculé d'un seul coup et l'incertitude quant à leur avenir est grande. »

Les perspectives restent incertaines selon Powell, les risques baissiers demeurant significatifs. Il a ajouté qu'une récession prolongée et une faible reprise pourraient également décourager l'investissement et l'expansion des entreprises, limitant davantage la reprise en termes d'emplois ainsi que la croissance du stock de capital et le rythme des progrès technologiques. Le résultat pourrait être une longue période de faible croissance de la productivité et de revenus stagnants.

Il a raison sur tout ça. Mais il s'est trompé à peu près sur tout le reste au cours de son discours.

Après avoir brossé un tableau sombre, Powell a appelé à davantage de dépenses publiques et à une politique monétaire encore davantage exceptionnelle.

« Nous devons faire ce que nous pouvons pour éviter ces résultats, ce qui peut nécessiter des mesures politiques supplémentaires. »

Powell a promis que la Fed *«continuerait à utiliser ses outils au maximum jusqu'à ce que la crise soit passée et que la reprise économique soit bien engagée»*, mais a souligné que la banque centrale ne pouvait pas faire grand chose. Il a pratiquement supplié le Congrès d'emprunter et de dépenser plus d'argent.

Une aide au sauvetage supplémentaire provenant des dépenses publiques ou des politiques fiscales, bien que coûteuse, en vaudrait la peine si elle permettait d'éviter des dommages économiques à long terme et nous laissait avec une reprise plus forte.

Coûteux semble être un euphémisme. Le gouvernement américain s'est déjà engagé à dépenser des milliers de milliards de dollars et les démocrates à la Chambre viennent de proposer un projet de loi de dépenses de 3 000 milliards de dollars supplémentaires. Le déficit budgétaire en avril était de 738 milliards de dollars – et ce n'est que la pointe de l'iceberg. Le département du Trésor a déjà annoncé son [intention d'emprunter 2 990 milliards de dollars au deuxième trimestre](#).

Powell a déclaré qu'il faut s'occuper de la dette que lorsque tout va bien, mais où était-il lorsque l'administration Trump affichait un déficit de 1 000 milliards de dollars avant la pandémie ? Eh bien oui, rappelez-vous, Powell nous disait que l'économie se portait mieux que bien à l'époque – alors même qu'il réduisait les taux d'intérêt et lançait le QE.

C'est là que réside la sordide vérité: la mise en place par Powell de taux d'intérêt bas ad vitam aeternam, de l'assouplissement quantitatif, de l'impression monétaire et des emprunts et dépenses du gouvernement, ce sont les mêmes solutions qui avaient déjà fait vaciller et conduit l'économie au bord de l'effondrement avant même la pandémie de coronavirus.

Gardez à l'esprit que tout ce dont Powell a parlé se produisait déjà *avant* l'épisode du COVID-19. L'économie était criblée de dettes et était déjà soutenue par une politique monétaire extraordinaire de la Réserve fédérale. Nous avons eu trois baisses de taux en 2019. La Fed [menait des opérations de repo](#) pour stabiliser les marchés financiers et la banque centrale avait déjà [lancé un assouplissement quantitatif](#), même si Jerome Powell et Compagnie avaient refusé de l'appeler ainsi. Le gouvernement américain était déjà en bonne voie d'obtenir un déficit de 1 000 milliards de dollars sur l'exercice 2020, avant même que le gouvernement ne dépense des milliers de milliards de dollars de dépenses de relance. Le coronavirus vient de mettre un coup d'accélérateur à tout ceci.

Et maintenant, Powell veut passer à la vitesse supérieure.

Il ne devrait pas être surprenant que Powell ne sache pas comment faire pour gérer la suite, car il ne sait même pas comment nous sommes arrivés là. L'homme n'a même pas conscience de ce qu'il fait.

Durant son discours, il a noté que les accidents du passé se sont produits après que les prix des actifs « aient atteint des niveaux non supportables » ou après « des secteurs importants de l'économie, tels que l'immobilier, se soient effondrés de manière insoutenable ». Mais que ce ne serait pas le cas cette fois.

« Il n'y avait aucune bulle menaçant d'éclater et aucun boom insoutenable à contrôler. Le virus est la cause, pas les suspects habituels – c'est quelque chose qui mérite d'être gardé à l'esprit lorsque nous répondons aux questions. »

Allez, Jérôme! L'air s'échappait déjà de votre bulle boursière insoutenable avant même le coronavirus. C'est pourquoi vous avez réduit les taux d'intérêt l'année dernière et lancé vos petits programmes de quantitatif easing (Planche à billets).

Oui, la mise à l'arrêt de l'économie par le Coronavirus afin de lutter contre la pandémie a créé des perturbations sans précédent dans l'économie. Il n'y a aucune discussion possible. Mais cette économie était déjà pourrie jusqu'à la moelle avant la pandémie en raison des politiques mêmes que vous souhaitez maintenant intensifier afin de tenter de sauver une économie qui ne pourra l'être. C'était une grande, grosse, gigantesque bulle d'endettement gonflée par la dette. La prescription médicamenteuse de Jerome Powell ne sauvera pas l'économie. Au mieux, cela sauvera la bulle – pour quelques temps encore.

Enfin Peut être.

Peter Schiff [a mis le doigt là où ça fait mal dans un podcast récent.](#)

Personne ne se soucie vraiment à ce stade des données ou de leur faiblesse car elles sont tout simplement attribuées au coronavirus. Ils ont utilisé ce prétexte pour lui attribuer tous leurs erreurs. Oubliant le fait que nous étions déjà dans une situation catastrophique avant. Les gens n'ont absolument pas conscience des problèmes de l'économie américaine qui existaient déjà – les problèmes structurels très profonds qui se cachent derrière cette bulle et que les gens n'ont toujours pas compris. Tout est polarisé autour des effets du coronavirus et ne réalisent absolument pas que l'économie était déjà en très mauvaise posture bien avant que nous ne soyons impactés par le coronavirus. »

Et ce sont les politiques de Powell – celles avec lesquelles il veut passer à la vitesse supérieure aujourd'hui – qui étaient déjà à l'origine des dégâts sur notre économie.

Il n'y a aucune solution facile. Les bulles doivent éclater un jour. Les distorsions et l'ensemble des troubles économiques doivent être purgés. Mais cela créerait beaucoup de souffrance que la classe politique n'est pas prête d'assumer. Au lieu de cela, ils continueront à répéter les mêmes erreurs du passé mais à plus grande échelle.

Peter a déclaré que bien Powell ait été aussi pessimiste, il est encore trop optimiste, et « son conseil qui est que le gouvernement fédéral dépense massivement de l'argent par des déficits monétisés par la Fed, vous garantira le pire résultat possible ».

Peter Schiff: « C'était déjà foutu d'avance pour la Fed, et regardez où en est maintenant ?... Croyez-moi, ce sera bien Pire que ce que j'avais prévu ! »

Source: [schiffgold](#) Le 05 Juin 2020



Dans un discours prononcé le 19 janvier 2020 à la Cambridge House Vancouver Resource Investment Conference, Peter Schiff a déclaré que c'était foutu pour la Fed. Il est intéressant de revenir rétrospectivement sur ces remarques dans le contexte actuel avec ce qui se passe aujourd'hui au niveau de la réserve fédérale. C'était déjà foutu d'avance pour la Fed, et regardez où en est maintenant ?

Peter Schiff a commencé son discours en soulignant qu'en 2019, tout le monde s'attendait à ce que la Fed augmente ses taux d'intérêt à trois reprises. *« Eh bien, ils ont eu raison. La Fed a effectivement modifié ses taux d'intérêt à trois reprises. Sauf que la Fed s'est orientée dans la direction contraire à celle dont tout le monde s'attendait. Au lieu d'augmenter les taux d'intérêt à trois reprises, la Fed a au contraire baissé ses taux d'intérêt à trois reprises. »*

Alors pourquoi la Fed a-t-elle fait volte-face ? Pourquoi est-ce que la Fed a mis fin au cycle de resserrement, suivi d'une sorte de pause, conduite par Powell en janvier 2019 ? Pourquoi avons-nous vu des baisses au lieu des hausses tout au long de cette année ?

Parce que les marchés réagissaient au resserrement précédent et que tout le monde aurait dû s'en douter. Après que la Fed ait fait de petits pas vers la normalisation en 2018, le marché boursier s'est effondré au quatrième trimestre. En fait, le marché boursier américain a connu son pire mois de décembre depuis la Grande Dépression cette année-là.

Peter Schiff: *« La Fed a piqué sa propre bulle en augmentant les taux d'intérêt pour la première fois. Il a juste fallu un certain temps avant que l'air ne commence vraiment à sortir d'une manière qui faisait peur à tout le monde. »*

Lors de son discours de janvier 2020, Peter Schiff a déclaré que si la Fed n'avait pas agi, nous aurions probablement vu un krach boursier beaucoup plus profond et nous aurions entamé une récession. En d'autres termes, le retour de la Fed à une politique monétaire accommodante a insufflé un peu d'air dans la bulle qui fuyait.

« Mais la réserve fédérale n'a pas supprimé cette récession, pas plus que le krach boursier. Elle l'a simplement reporté à plus tard en revenant aux mêmes politiques qui avaient gonflé cette gigantesque bulle en premier lieu. »

Aux yeux de Peter Schiff, tout ceci n'a jamais eu de sens pour lui, à savoir que la Fed allait pouvoir normaliser les taux d'intérêt avec l'énorme quantité d'endettement qui pèse sur l'économie.

Peter Schiff: *« Je savais que cette expérience était impossible à réaliser avant même que la Fed ne l'envisage. »*

La banque centrale aurait pu relever ses taux d'intérêt à plusieurs reprises en 2018 grâce à l'élection de Donald Trump et à l'optimisme concernant l'économie qu'il a généré, ainsi qu'aux réductions d'impôts et à

l'augmentation des dépenses publiques qui ont donné à l'économie une impulsion de relance. Mais juste avant que la Fed n'augmente ses taux pour la dernière fois en décembre 2018, Peter est apparu sur Fox Business et avait anticipé que ce serait la dernière hausse. Lors de cette même interview, Peter avait également expliqué que la prochaine décision de la Fed serait une baisse des taux et un retour à l'assouplissement quantitatif. Effectivement, fin 2019, la Fed a annoncé un programme de rachat d'obligations pour augmenter son bilan. Powell et bien d'autres ont refusé de l'appeler QE, mais c'est pourtant exactement ce que c'était.

Peter Schiff: *« La raison pour laquelle la Fed est de retour à l'assouplissement quantitatif ou aux réductions des taux d'intérêt, c'est parce qu'ils ont aidé à créer une économie complètement dépendante de l'argent gratuit »*

Mais comme Peter Schiff l'a souligné en janvier dernier, la réserve fédérale ne peut pas le faire indéfiniment. Il dit depuis des années que cette politique entraînera finalement un effondrement du dollar.

Alors pourquoi le dollar n'a-t-il pas implosé lorsque la Fed s'est lancée dans cette politique monétaire extraordinaire en 2008 ? Parce que tout le monde pensait que la banque centrale pouvait inverser la situation. Tout le monde pensait que la Fed finirait par augmenter les taux et réduire son bilan.

Même avant la pandémie de coronavirus, Peter a déclaré que les experts auraient dû savoir que c'était impossible.

Peter Schiff: *« Une fois que le dollar commence à chuter et qu'on accepte l'idée que les taux ne vont jamais se normaliser, c'est à ce moment que vous avez une crise. Parce que l'inflation va s'envoler et cela fera très mal à tout le monde. »*

D'un côté, il y a eu le début de la pandémie de coronavirus et aussi l'arrêt de l'économie en parallèle. La réserve fédérale a mis en place les politiques qui nous ont poussé vers une crise financière. Nous avons à nouveau des taux d'intérêt à zéro. Certains analystes disent que les taux négatifs vont bientôt être mis en place, même si Powell dit que ce n'est à l'ordre du jour. Nous avons la banque centrale qui met en place des QE à l'infini. Les entreprises qui étaient surendettées dès le départ, s'endettent encore plus.

Si la Fed ne pouvait pas sortir de la politique monétaire extraordinaire qu'elle a lancée en 2008, comment peut-on s'attendre à ce qu'elle sorte de la politique monétaire extraordinaire de surimpression dans laquelle elle est engagée actuellement ?

Le président de la réserve fédérale, Jerome Powell, a même admis que la banque centrale avait souvent franchi beaucoup de lignes rouges, mais il a insisté sur le fait qu'il était à l'aise avec toutes ces actions étant donné que c'est quand vous êtes dans une certaine situation que vous faites cela, et vous le comprendrez après. »

Lui, il est peut-être à l'aise avec cela, mais devrions-nous l'être autant ?

L'essentiel, c'est que nous étions déjà dans une situation insoutenable avant même la pandémie. Peter a fait valoir ce point dans son discours de janvier. Et c'est toujours vrai aujourd'hui. En fait, nous avançons dans cette voie à toute vitesse. Comme Peter l'a dit dans son podcast récent, la Fed a fait avec avec tout cela en 2009 ainsi que les années suivantes. Mais elle a réussi à faire exploser une bulle encore plus grosse.

Peter Schiff: *« Nous répétons ces erreurs à une échelle encore plus grande et nous le faisons dans une économie encore plus faible, car nous ne nous sommes jamais vraiment remis de la récession de 2008. Nous avons dissimulé tout cela en créant une bulle d'endettement encore plus grosse. Ainsi, au lieu de corriger tous ces déséquilibres qui existaient, nous les avons augmentés. Nous nous sommes encore plus endettés. Et maintenant que cette bulle qui est toujours plus grande, a éclaté, la Fed envisage à nouveau d'exploiter la planche à billets, faisant exactement ce qu'elle faisait auparavant, imprimer toujours plus d'argent en*

enregistrant des déficits records, et cette fois, il n'y a aucun moyen de l'arrêter. Nous allons maintenant vivre tout ce que je prévoyais à l'époque, mais en bien pire, avec encore plus d'inflation que nous n'en avons à l'époque, et un krach financier bien plus profond !»

Egon Von Greyerz: « L'argent va flamber et la fausse monnaie s'effondrer comme au III^e siècle ! Ce monde illusoire et ce rallye boursier de dupes sont proches de tomber !! »

Or.fr et BusinessBourse.com Le 06 Juin 2020

L'histoire se répète avec une similitude stupéfiante. Les crises du III^e siècle et de notre époque ont beaucoup de choses en commun. Tous les empires portent en eux les germes de leur propre destruction. Il y a presque 2000 ans, les symptômes de l'Empire romain étaient exactement les mêmes qu'aujourd'hui.

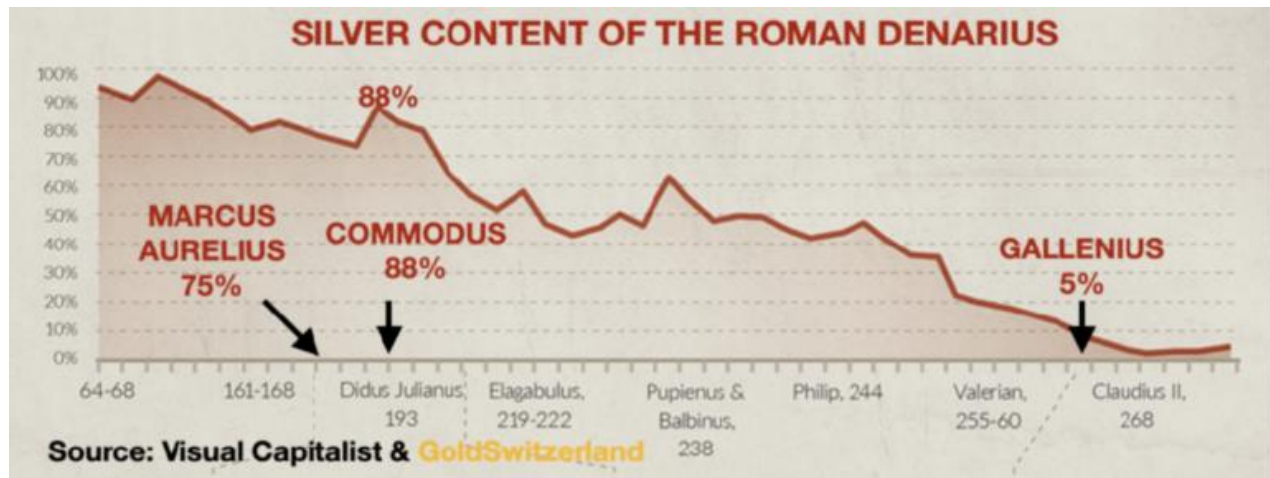
Déficits, dettes, dépenses militaires excessives, dépréciation de la monnaie, effondrement du commerce, épidémie, révoltes, guerres et hyperinflation. C'est ce qui s'est produit lors de la crise du III^e siècle et, actuellement, le monde est confronté aux mêmes difficultés. Lorsque le fils de Marc Aurèle, Commode (cf photo), est devenu empereur en 180 après J.-C., la pièce Denarius avait une teneur en argent proche de 90%. Peu à peu, les prix se sont envolés, les revenus ont diminué, et l'empire s'est retrouvé à court de monnaie réelle, c'est à dire d'or et aussi d'argent. De plus en plus d'argent était nécessaire pour soudoyer une armée déloyale. En 235, la situation devint grave car de nombreuses légions romaines furent vaincues par les peuples germaniques. Les généraux romains se sont également battus les uns contre les autres pour prendre le contrôle de l'Empire. Entre 235 et 284, plus de 50 empereurs se sont succédés, dont la plupart furent assassinés ou tués au combat. Les finances de Rome ont rapidement décliné et les dettes ont considérablement augmenté. Les impôts étaient continuellement en hausse mais il y avait de moins en moins de personnes en mesure de les payer. À partir de 250 après J.-C., une épidémie de peste décima une grande partie de la population.

PLUS ÇA CHANGE, PLUS C'EST LA MÊME CHOSE

Si l'on change les noms et les années par celles d'aujourd'hui dans le paragraphe ci-dessus, la situation est quasi identique. Depuis la création de la Fed en 1913, les États-Unis et le dollar ont progressivement décliné, mais la phase d'accélération a commencé en 1971 lorsque Nixon a fermé la fenêtre de l'or.

Là encore, la similitude avec Rome est étonnante. Le véritable déclin a commencé en 235, au début de la crise du III^e siècle. À cette époque, le denier avait une teneur en argent de 50% qui, au cours des 50 années suivantes, est tombée à 5%, soit une chute de 90 %. L'empereur Gallien a orchestré cette chute finale dans les années 260.

THE DECLINE OF THE ROMAN EMPIRE & THE DENARIUS



LE DOLLAR A PERDU 98% DEPUIS 1971

La situation actuelle est encore pire. En 50 ans, entre 1971 et aujourd'hui, le dollar a perdu 98% de sa valeur réelle, mesurée en [or](#). La chute est en train de s'accélérer comme le montre le graphique ci-dessous. Le dollar a perdu 83% au cours des 20 dernières années, depuis 2000. Stupéfiant.



LES SYMPTÔMES SONT LES MÊMES MAIS LES DATES CHANGENT

Ce qui est absolument extraordinaire, c'est que les symptômes du III^e siècle sont les mêmes aujourd'hui : **Déficits, dettes, dépenses militaires excessives, dépréciation de la monnaie, effondrement du commerce, épidémie, révoltes, guerres et hyperinflation.**

Nous avons évidemment les dettes, les déficits, etc. Mais aussi des troubles sociaux dans plusieurs pays, comme en ce moment aux États-Unis. Puis une épidémie sous la forme du coronavirus. Il n'y a pas encore eu de grandes guerres, mais vu les tensions géopolitiques actuelles, le risque est majeur.

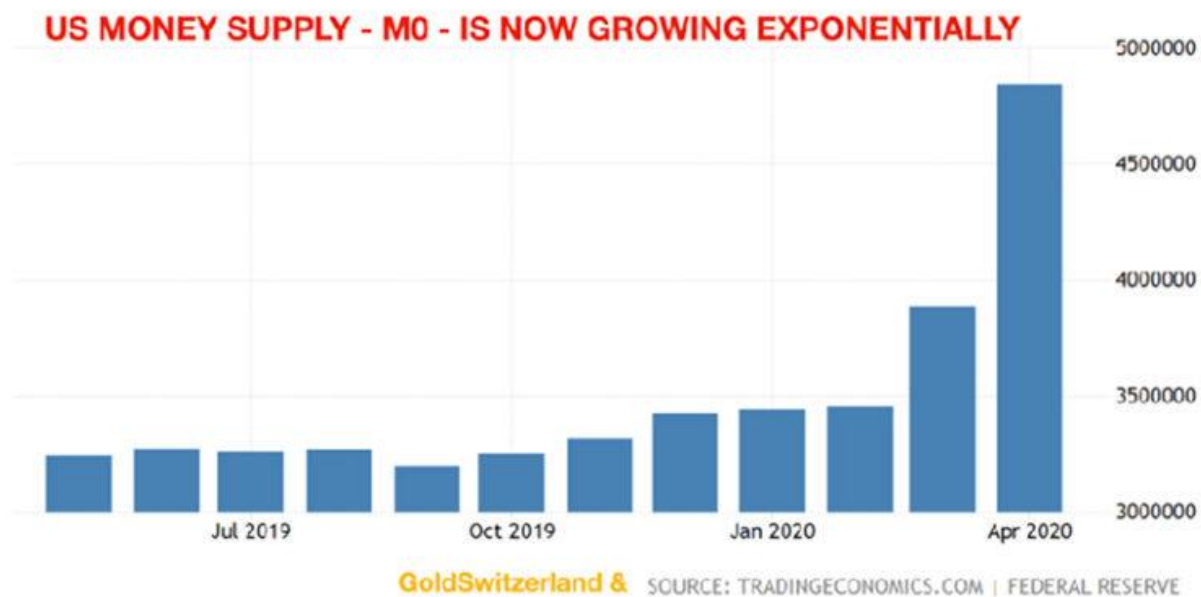
L'HYPERINFLATION EST À VENIR

L'hyperinflation est généralement définie comme une augmentation des prix de 50% par mois. Nous n'en sommes pas encore là. Mais le dollar a déjà perdu 98% en 50 ans et 83% depuis 2000, et il ne lui reste que 2% pour atteindre ZÉRO. Avec l'impression massive de monnaie et l'expansion du crédit actuellement en cours, je ne vois pas comment nous pourrions éviter ce scénario.

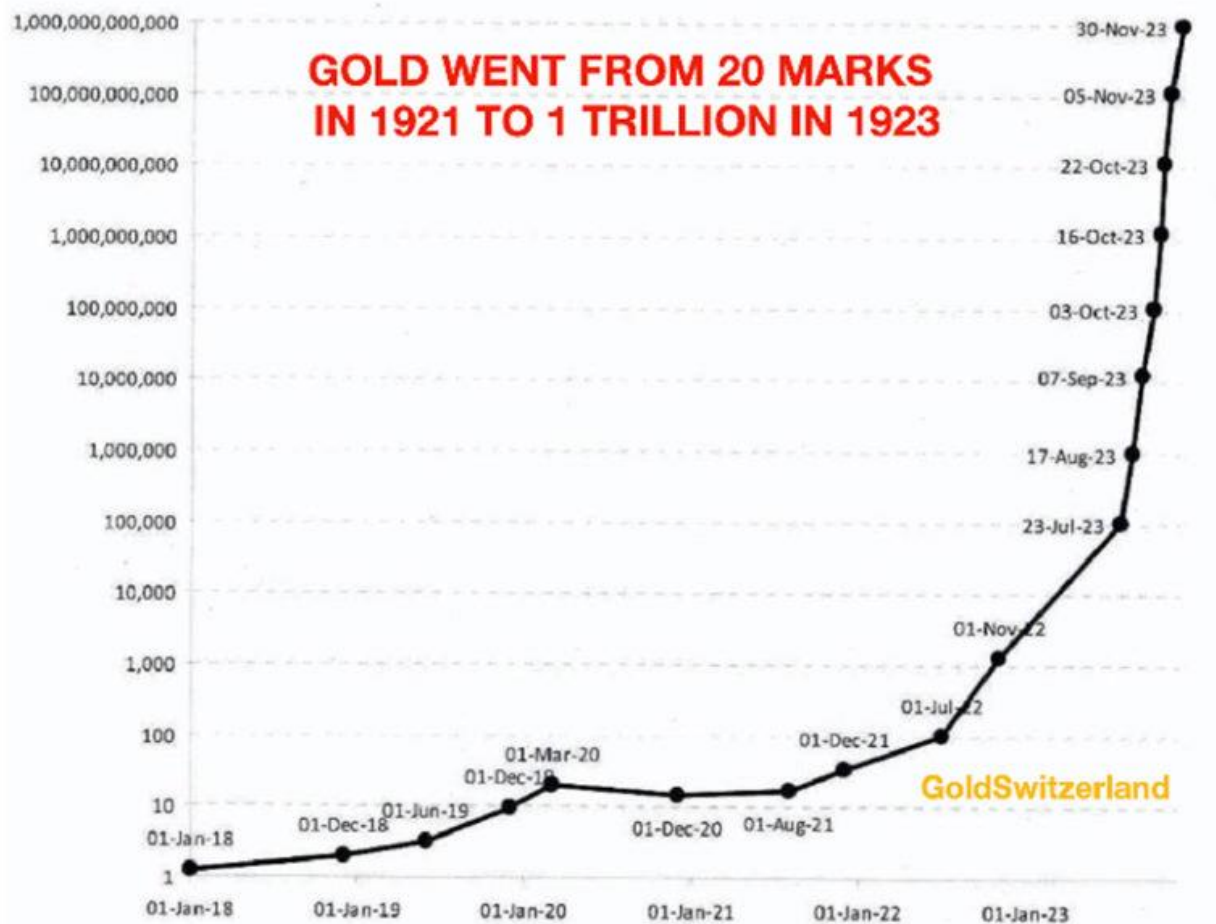
Les êtres humains pensent toujours que c'est différent aujourd'hui. Comment serait-il possible de résoudre un problème d'endettement en s'endettant davantage ? L'effondrement des monnaies et l'hyperinflation ont été des événements fréquents au cours de l'histoire. Rien qu'au cours des 100 dernières années, il y a eu plus de 60 phénomènes hyperinflationnistes dans le monde. Au cours des 2000 dernières années, ce nombre pourrait facilement dépasser le millier. C'est totalement différent aujourd'hui car le monde entier est dans une situation similaire et, lorsque l'hyperinflation commencera, très peu de pays pourront l'éviter. Une hyperinflation mondiale serait à la fois spectaculaire et dévastatrice. Il ne s'agit pas de savoir SI elle se produira, mais QUAND.

Certains disent qu'il n'y pas d'inflation aujourd'hui, alors comment pourrions-nous arriver à l'hyperinflation ? Mais peu de gens comprennent que l'hyperinflation est un phénomène lié à la monnaie. Elle survient suite à un effondrement de la monnaie, lui-même dû à l'impression monétaire massive.

Nous voyons déjà les premiers symptômes de l'hyperinflation avec la croissance exponentielle de la masse monétaire américaine :



L'hyperinflation arrive très rapidement, presque d'un coup. Comme le montre le graphique ci-dessous, elle peut augmenter de manière exponentielle en quelques années.



LES ACTIONS SONT DÉCONNECTÉES DE LA RÉALITÉ

Depuis des décennies, les dettes et l'impression monétaire ont poussé les marchés boursiers à des sommets toujours plus vertigineux. Les fondamentaux et la réalité économiques n'ont plus aucune importance. Donnez simplement aux investisseurs une nouvelle injection de faux argent et ils l'investissent euphoriquement sur le marché. **C'est la fin parfaite d'un monde illusoire. On imprime de la monnaie sans valeur et on achète ensuite des actions qui ont une fausse valeur en espérant que le carrousel tournera toujours plus vite, sans réaliser que tous les cavaliers sont proches de tomber. Puis la musique s'arrête, et tout s'assombrit.**

Mais avant que la musique ne s'arrête, elle est si forte que les investisseurs ne parviennent pas à entendre tous les signaux d'avertissement.

Nous avons certainement reçu suffisamment d'avertissements. Tout a commencé en 2000 avec une chute de 80% des valeurs technologiques. C'est également à cette époque que les marchés boursiers ont atteint leur sommet en termes réels. Mais personne ne l'a remarqué et la plupart des gens ne le savent toujours pas.

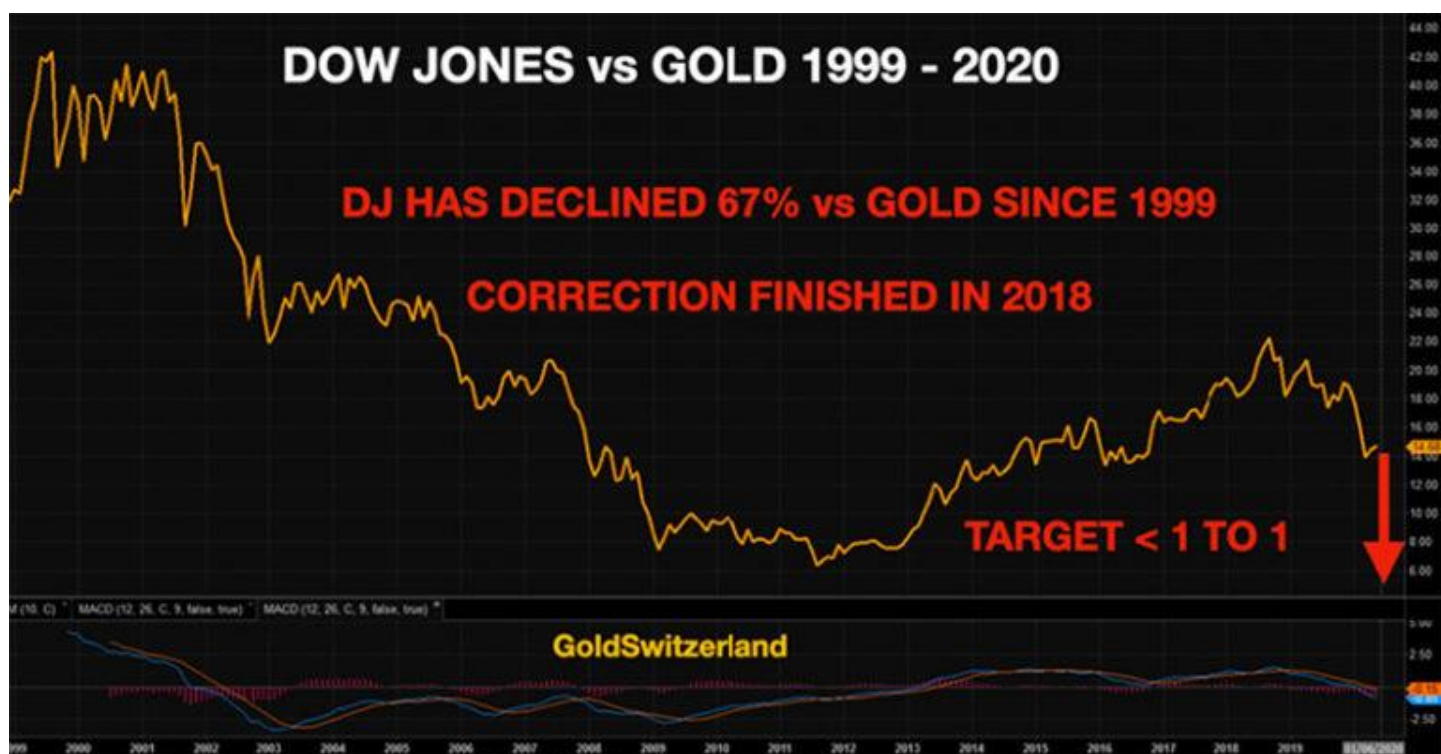
LES ACTIONS ONT BAISSÉ DE 70%

Comment un investisseur avec une once de capacité d'analyse peut-il ne pas voir que, depuis 1999, les actions ont baissé de près de 70% en termes réels ? En termes réels, c'est à dire comparé à l'or, car c'est la seule monnaie honnête à avoir survécu dans l'histoire. C'est également la seule monnaie qui, au cours des millénaires, a maintenu un pouvoir d'achat constant. Il y a 2000 ans, une once d'or permettait d'acheter un costume de qualité pour homme et c'est encore le cas aujourd'hui.

Les actions semblent être le seul actif que les investisseurs considèrent et pensent maîtriser. Mais ils ne comprennent pas que les actions ont été, au cours de ce siècle, un mauvais investissement en termes réels. Ni qu'elles entrent maintenant dans un grand marché baissier séculaire qui sera dévastateur.

Mesurer des actions dans une monnaie fiduciaire comme le dollar américain, ne révèle pas ce qui est réellement arrivé à l'investissement. Comme les actions semblent avoir considérablement augmenté en dollars au cours de ce siècle, les investisseurs se sentent à la fois riches et satisfaits. Mais en termes de pouvoir d'achat, c'est un investissement perdant, comme on peut le constater lorsqu'on mesure les actions en or.

Si l'on regarde le graphique ci-dessous, le Dow Jones a baissé de 67% par rapport à l'or au cours des 20 dernières années. La correction de la chute de 1999-2011 s'est achevée en 2018 et le ratio Dow/or est désormais en passe de passer en dessous du niveau de 1:1 que nous avons connu en 1980. Le Dow et l'or étaient tous les deux à 850 à l'époque. Je pense que le ratio tombera aux alentours 0,5:1, ce qui constitue la ligne de tendance à long terme.



UN RALLYE DE DUPES – UN INGRÉDIENT ESSENTIEL

Le Dow Jones par rapport à l'or est un indicateur important. Un rallye de dupes est un autre ingrédient essentiel pour mettre fin à un marché haussier. Avant qu'un marché ne baisse vraiment, les investisseurs de détail doivent être aspirés, à la toute fin. Ce sont eux qui croient que la baisse est terminée et qu'une reprise en « V » se produit. Ils se retrouveront déçus lorsque le marché atteindra de nouveaux plus bas.

Le graphique ci-dessous montre que le volume des transactions des courtiers de détail a quintuplé cette année. C'est le signal typique que ce marché haussier touche à sa fin.



Alors que l'économie mondiale s'effondre, on se demande sur quelle planète vivent les investisseurs boursiers. Ne voient-ils pas ce qui se passe ? Il suffit de regarder certains des problèmes actuels :

Il y a des centaines de millions de chômeurs ou de personnes qui ne travaillent pas dans le monde aujourd'hui. Ce chiffre pourrait atteindre 1,6 milliard, soit 50% de la main-d'oeuvre mondiale selon l'Organisation internationale du travail (OIT). On estime que jusqu'à 40% des personnes au chômage ne retrouveront pas un emploi. Le PIB s'effondre, avec une baisse de 30 à 40 % au deuxième trimestre dans de nombreux pays. Le commerce de détail et la production industrielle s'effondrent. Les secteurs des compagnies aériennes, de l'hôtellerie, de la restauration et du voyage sont au plus mal. Plus de 100 000 entreprises ont fermé aux États-Unis et de nombreuses petites et grandes entreprises sont devenues insolvable en raison d'un manque de liquidités.

ACTIONS

Observons le Nasdaq 100 : il vient d'atteindre un nouveau sommet mensuel. C'est ahurissant compte tenu des problèmes évoqués plus haut.



L'indice de force relative en bas du graphique n'a pas confirmé les nouveaux sommets du Nasdaq depuis 2018. C'est un signal très baissier qui conduit presque sans exception à un krach.

Les divergences entre les différents indices constituent un autre facteur baissier. Le nouveau sommet du Nasdaq n'est pas confirmé par le Dow ou le S&P. C'est également un puissant signal d'alarme.

Mon opinion sur les marchés boursiers n'a pas changé. Tous les principaux indices sont dans la dernière phase de la correction à la hausse de la tendance baissière débutée en février. De nouveaux plus bas sont à venir.

DEVISES

Étant donné que toutes les devises sont dans une course vers le bas, il est difficile de prédire laquelle gagnera. Cela n'a pas vraiment d'importance puisque le destin est le même pour toutes. Il ne sert à rien de détenir du papier-monnaie sans valeur qui sera imprimé jusqu'à la mort. Mieux vaut détenir de l'or physique et un peu d'argent. De plus, il semblerait que le dollar soit en baisse. La tendance n'est pas encore confirmée sur le plan technique. Je recommande aux investisseurs de ne détenir aucun montant important dans une quelconque devise, mais je pense que le dollar susceptible de tomber le premier. Cela s'explique par les problèmes économiques et politiques majeurs auxquels les États-Unis sont confrontés, notamment une énorme dette galopante.

La crise sanitaire n'était qu'un pique nique face désormais à une crise financière qui pourrait laisser des conséquences économiques pire que la Grande Dépression de 1929.

Le 06 Juin 2020 à 13:49:49 / 1 commentaire / 1 218 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter



que la Grande Dépression de 1929.

Lors de ma précédente chronique je vous avais mentionné vouloir vous entretenir sur les dommages collatéraux qu'aura expressément laissé derrière elle la covid-19, car face à ceux-ci, nous nous retrouvons devant une réalité des plus déconcertante qui mérite que l'on s'y attarde aussi. Alors, cette semaine je vous parle d'une crise financière qui selon certains experts pourrait laisser des conséquences économiques pire

Etats-Unis: « Près de la moitié des propriétaires de petites entreprises US prévoient de fermer leurs portes définitivement ! »

Source: [schiffgold](https://www.schiffgold.com) Le 07 Juin 2020



L'économie était en plein essor, enfin à crédit. La bourse gavée de liquidités établissait de nouveau sommets historiques. Puis le coronavirus est arrivé et le gouvernement a confiné l'ensemble de l'Amérique afin de circonscrire cette pandémie. Cela a conduit à des licenciements massifs et à une sévère récession dont on pas encore vu le début du commencement des premiers effets. Mais ne vous inquiétez pas car une fois que les états rouvriront leurs économies, les choses repartiront et l'économie connaîtra une forte de reprise en forme de V.

En tout cas, c'est le récit dominant. Mais à part des incantations, cela ne repose sur rien de concret.

En vérité, l'économie était dans une bulle induite par la Fed avant même la pandémie. La Réserve Fédérale américaine a de nouveau réussi à faire regonfler la bulle boursière malgré l'écroulement économique, mais ce n'est rien d'autre qu'une [injection supplémentaire de morphine monétaire délivrée par la Fed](#). Et l'économie ne rebondira probablement pas rapidement, même après la réouverture.

Il y a un tas de raisons qui permettent de douter du récit dominant d'une reprise économique. Nous avons publié au sujet du nombre important de [sociétés zombies surendettées](#), de la [montée en flèche de l'endettement des ménages](#), [du marché du travail meurtri](#), et également au sujet d'[une crise de cash-flow potentiel](#), et ce même après que l'économie redémarre.

Nous avons maintenant un autre signal d'alerte sur les difficultés économiques qui s'accumulent à long terme. [Une enquête](#) menée par la société de services financiers Azlo a révélé que près de la moitié des propriétaires de petites entreprises pensent qu'ils devront à terme fermer définitivement leurs portes.

47% des propriétaires de petites entreprises interrogés ont déclaré qu'ils prévoyaient de fermer, et 41% ont déclaré qu'ils recherchaient un emploi à temps plein ailleurs.

Cela s'ajoute aux petites entreprises qui ont déjà fermé et ne rouvriront jamais.

L'enquête a également posé des questions sur La loi CARES qui comprend le programme de protection des chèques de paie (PPP). Les résultats ont été bien moins qu'excellents, comme *le* rapporte *Newsweek*.

Moins de la moitié des participants (38%) sondés lors de la récente enquête d'Azlo ont demandé des prêts PPP (protection des chèques de paie). Parmi ceux qui ont fait une demande, 37% ont déclaré que le programme était lent dans la distribution des fonds et 20% ont décrit le processus comme «laborieux», a indiqué la société.

Il est absurde de penser que l'économie va repartir de plus belle alors que près de la moitié des propriétaires de petites entreprises prévoient de fermer. Les petites entreprises [emploient 58,9 millions d'Américains](#), ce qui représente 47,5% de la main-d'œuvre totale des Etats-Unis.

L'économie aura du mal à se remettre de ce confinement même si elle paraissait bien se porter avant la pandémie. Or ça n'était déjà pas le cas.

USA: Les sociétés zombies surendettées menacent la reprise économique (achetée à crédit par de l'impression d'argent sans valeur)

Source: [schiffgold](#) Le 07 Juin 2020



Un regain d'optimisme semble revenir aux Etats-Unis sur le fait que l'économie américaine va rebondir relativement rapidement à mesure que les États commencent à rouvrir et que des avancées sur le vaccin contre le coronavirus s'opèrent. Mais l'optimisme ambiant ignore les graves problèmes que l'économie américaine connaissait déjà avant la pandémie – L'un des principaux problèmes étant le niveau d'endettement qui atteint des niveaux sans précédent et la prolifération des sociétés zombies.

Au cours des deux dernières années, la dette des entreprises a explosé. À tel point que [la Réserve fédérale a émis des avertissements](#) concernant l'augmentation du niveau d'endettement des entreprises à la fin de l'année 2019.

Les emprunts des entreprises n'ont jamais été aussi élevés face au produit intérieur brut (PIB), et là où se concentre la plus rapide augmentation d'endettement, ce sont parmi les entreprises les plus risquées dans un contexte jamais aussi accommodant d'octroi de crédit. »

Le confinement et l'arrêt de l'économie imposés par le gouvernement afin de pallier au COVID-19 n'ont fait qu'exacerber le problème. La [politique de la Réserve fédérale](#) a été d'encourager a encore davantage d'emprunts. Les entreprises y ont été contraintes. Comme [Bloomberg l'a récemment rapporté](#), «bon nombre des entreprises les plus sévèrement impactées par l'épidémie de coronavirus ont procédé à des émissions d'obligations pour plusieurs milliards de dollars ainsi qu'à des prêts au cours des dernières semaines.

Peu importe que les bénéfices aient été anéantis et que leurs opérations commerciales ne soient pas viables actuellement ou probablement pas de sitôt. Tant qu'ils sont soutenus par la Fed, les investisseurs sont prêts à prêter. »

Les analystes estiment que les émissions nettes de dettes d'entreprises pourraient atteindre près de 1 000 milliards de dollars cette année. Et selon *Bloomberg*, les créanciers renoncent ou relâchent également l'étau financier sur la dette existante, ce qui permet aux entreprises d'abaisser le montant des remboursements sur la dette actuelle.

Mais tout ceci met en avant le spectre des défauts de paiement et des faillites à venir.

Howard Marks, coprésident d'Oaktree Capital Group, a déclaré sur *Bloomberg TV* qu'il y aura beaucoup de défauts de paiement et de faillites lorsque les emprunteurs privés commenceront à manquer de liquidités dans les mois à venir.

Il existe de grandes entreprises et des véhicules d'investissement à fort effet de levier que le gouvernement et le programme de sauvetage de la Fed ne sont pas susceptibles de contenir et de prendre en charge. »

Même pour les entreprises qui sont encore «prises en charge», ces dernières risquent de se retrouver dans une situation désespérée à mesure que les titres d'emprunt arriveront à échéance.

Nous assistons à la marche finale des entreprises zombies.

Les bénéfices d'exploitation d'une entreprise zombie ne peuvent même pas couvrir le paiement des intérêts sur ses dettes, et encore moins rembourser le principal. Selon la Banque des règlements internationaux (BRI), [le nombre de sociétés zombies était déjà supérieur au niveau qui avait été atteint avant la crise de 2008](#) et ce, dès le printemps 2018.

Tout ceci a d'importantes conséquences pour le marché du travail. Des millions d'Américains ont perdu leur emploi au cours des neuf dernières semaines. Même avec l'optimisme concernant la réouverture de l'économie, les entreprises ont continué de supprimer des emplois. La semaine dernière, 2,4 millions d'Américains ont déposé des demandes d'allocation chômage. En seulement neuf semaines, 38,6 millions de personnes ont déposé une première demande d'allocation au chômage. Cela représente 23,7% de la population active américaine au mois de mars 2020. [Peter Schiff a posé cette judicieuse question lors d'un récent podcast: pourquoi perdons-nous encore des millions d'emplois si nous sommes sur le point de remettre l'économie en marche.](#)

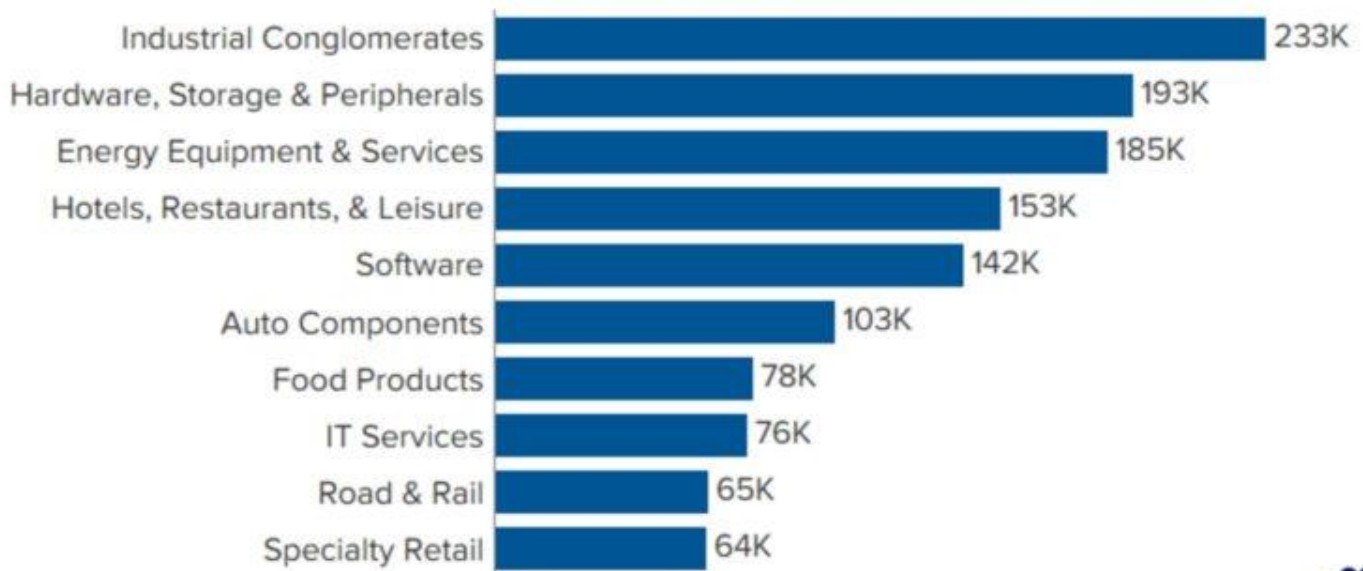
Pourquoi certaines de ces entreprises ne surferaient pas sur cette vague de reprise ? Pourquoi ne reprendraient-elles pas certains de leurs salariés ? Ou au moins s'arrêteraient de les licencier ? Le fait que nous puissions continuer à perdre des emplois par millions en l'espace d'une semaine montre simplement que ce ralentissement est bien plus grave que les gens ne le pensent. »

Et lorsque ces entreprises zombies commenceront à sombrer, cela signifiera encore davantage de pertes d'emplois.

Selon [un rapport de CNBC](#) basé sur des données d'Arbor Research, 2 millions d'emplois dépendent de ces entreprises zombies.

Employed by zombie companies

Total employee headcount among zombie companies — those that are still operating but unable to pay off debt — in an industry. Top ten industries shown.



SOURCE: Arbor Research



Malgré le fait que bon nombre de ces entreprises étaient déjà plus que surendettées, la crise du coronavirus a davantage facilité leur endettement. En conséquence, leurs cours boursiers ont rebondi de manière agressive.

Tout cela montre une déconnexion totale entre le marché boursier et l'économie réelle. Ces sociétés ne sont pas saines, mais les investisseurs supposent qu'elles continueront à bien se porter parce que la Réserve Fédérale soutient tout ça. Selon CNBC, sans la Fed, beaucoup de ces entreprises auraient déjà fermé leurs portes.

Même si l'intervention massive de la Fed maintient certaines de ces entreprises zombies en vie, certains analystes au contraire pensent qu'elles pèseront encore sur l'économie. Torsten Slok de la Deutsche Bank a déclaré à *Bloomberg*: « La Fed et le gouvernement interfèrent dans le processus de destruction créative », et il a averti que cela pourrait peser sur le potentiel global de croissance de l'économie et sur la productivité.

Vous affectez à tort des capitaux à des entreprises qui ne sont pas productives et, dans un certain sens, vous enlevez des ressources à des entreprises à forte croissance. »

L'essentiel est que la Réserve fédérale et le gouvernement américain jouent un énorme jeu de dupes. Les zombies boiteront pendant un certain temps, mais au final, beaucoup succomberont à l'inévitable et se mettront à plat ventre. Cela se traduira par davantage de pertes d'emplois et un coup de frein encore plus violent sur une économie déjà en difficulté. Le scénario était déjà écrit et le coronavirus n'a fait qu'accélérer le processus.

Bourses: une semaine de dislocation haussière, on se rapproche de la Falaise de Sénèque

Bruno Bertez 6 juin 2020

La BCE a «dépassé les attentes» jeudi en doublant la taille de son dernier programme de Quantitative Easing, QE, à 1,5 TN \$.

En combinaison avec le récent plan de relance proposé par l'UE de 825 milliards de dollars, les décideurs politiques européens ont bouleversé la dynamique des risques en Europe .

Les principaux indices boursiers ont affiché des gains (en pourcentage) à deux chiffres cette semaine en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie et en Belgique.

En deux semaines, les gains boursiers ont été tout simplement étonnants.

Le DAX allemand et le CAC40 français ont bondi de 16,0% et 17,0%.

Les principaux indices boursiers ont bondi de 17,5% en Espagne, 16,6% en Italie, 16,8% en Autriche, 12,2% en Grèce et 12,2% en Pologne.

Les actions des banques européennes (STOXX 600) ont bondi de 24,4% en 10 séances.

Il convient de noter qu'en 10 séances, du 25 mai au 5 juin, l'euro a gagné près de 4% par rapport au dollar américain (1,09 contre 1,13). Cela a largement contribué à la chute de l'indice DXY du dollar de 100 à 97.

Pour la postérité, voici quelques chiffres:

Au cours des trois dernières semaines (14 séances), le S & P500 a gagné 11,5%. L'indice KBW Bank a bondi de 36,1%, les NYSE Financials sont en hausse de 23,9%.

Le Dow Transports a augmenté de 27,2% en 14 séances, l'indice Bloomberg Americas Airlines en hausse de 75,8%.

Au cours de cette période, le marché large a surperformé le S & P500.

Le small cap Russell 2000 a bondi de 19,9% et le S & P400 Midcaps de 21,1%.

L'indice des services pétroliers de Philadelphie a bondi de 50,0%. Les constructeurs d'habitations (XHB) ont bondi de 26,2% et l'indice Bloomberg REIT a augmenté de 22,5%.

Le titre moyen (Value Line Arithmetic Index) a bondi de 25,3% en trois semaines.

En trois semaines, United Airlines a augmenté de 113%, American Airlines 106%, Norwegian Cruise Line 105%, Royal Caribbean Cruises 85%, CIT Group 86%, Delta Air Lines 78%, Simon Property Group 73%, L Brands 72%, Boeing 71%, Carnival Corp 68%, Macy's 68%, Alaska Air Group 67%, Kimco Realty 66%, Gap 62% et Southwest Airlines 60%.

Les marchés ne fonctionnent plus de nos jours comme des mécanismes d'anticipation, c'est l'inverse qui s'est installé, ce sont les économies qui anticipent/précèdent les marchés; quand elles chutent elles annoncent la hausse euphorique et spectaculaire des bourses. Ce qui est rationnel puisque c'est le signal de nouvelles opérations monétaires qui vont gonfler les prix des quasi monnaie et des actifs financiers en général.

Une équivalence pavlovienne s'est gravée:

problème économique=dopage monétaire = hausse des marchés financiers

La dynamique spéculative pavlovienne dicte les comportements des marchés comme jamais auparavant. La peur de passer à côté de la hausse oblige à jouer vite et fort. Et il faut savoir non pas analyser l'activité et les profits futurs mais les données techniques, sélectionner les titres qui constituent les meilleurs paris, les meilleurs chevaux à enfourcher;

Quels titres, secteurs, indices et marchés sont vulnérables aux déséquilibres des vendeurs shorts? Où sont les secteurs matraqués, délaissés? Où sont les sur et sous-pondérations? Quels titres et secteurs sont vulnérables ou sensibles aux positions sur les options d'achat? De vente, Comment sont positionnés les grands acteurs sur les dérivés?

La liquidité de la Fed alimente la spéculation à effet de levier, elle garantit que la dynamique de réduction des risques et de désendettement ne se mettra pas en branle. Elle assure les sur-réactions et les amplifications.

De nos jours, les politiques monétaires favorisent une dislocation des marchés ... à la hausse. Car c'est bien d'une dislocation qu'il s'agit en ce moment. On a l'habitude d'employer le terme pour caractériser les baisses mais ici tout est inversé; la dislocation se produit à la hausse.

L'afflux considérable « d'énergie », -au sens de la thermodynamique- dans le système boursier provoque un désordre colossal, **le système boursier ne traduit aucun ordre économique ou même financier, non il traduit la situation interne du système lui même.** Ce qui bien entendu laisse la place à de futurs mouvements de remise en ordre, d'un certain ordre dont nous ignorons la logique pour le moment, mais qui sera quand même redevable de cette qualification de remise en ordre.

Le désordre actuel implique à mon sens deux choses:

-il y aura une phase de remise en ordre interne du marché et de sa hiérarchie interne , un réaménagement si vous voulez pour re-introduire un peu de pseudo rationalité

-il y a un besoin potentiel considérable nouveau , ajouté, de destruction qui s'est formé; il s'accumule avec les précédents déjà accumulés. Autrement dit on se rapproche de la fameuse Falaise de Sennéque.

la mise en fusion d'aujourd'hui crée pour demain un grand risque de survenue d'un événement majeur d'illiquidité mondiale et de blocage de la tuyauterie.

On s'est précipité sur des actifs longs, très longs avec de l'argent et des motivations courtes. Les mismatches objectifs et subjectifs sont considérables.

Les planchers d'arrêt formés par ce que l'on appelle « les fondamentales » sont bas, beaucoup plus bas. **Cela garantit pour la prochaine fois des montants monétaires à mobiliser énormes, vous n' imaginez pas les ordres de grandeur des futurs sauvetages.**

Les rendements des bons du Trésor à dix ans ont bondi de 24 pb cette semaine à 0,90%, le plus haut remontant au 19 mars.

La Fed a réduit ses achats, tandis que les vagues d'émissions approchent et vont durer à perte de vue. Il existe également des préoccupations exceptionnelles sur le marché pour la stabilité sociale et politique des États-Unis. Peut-être que les Chinois souhaitent réduire leur stock de valeurs du Trésor.

De toutes façons le dollar était mur pour un repli, la rareté a été traitée par les Swaps et le déferlement des liquidités US sur le ROW, le Reste du Monde;

Le contexte domestique et géopolitique qui se déroule peut ne pas être aussi propice au «roi» du dollar que la communauté des spéculateurs l'avait supposé.

2 Juin – Financial Times «Les stratégies de banques comme Goldman Sachs et JPMorgan sont devenues baissières sur le dollar américain, après qu'une vague d'optimisme sur la reprise mondiale post-coronavirus a poussé le billet vert à la baisse par rapport à ses pairs.

Mardi, le dollar pondéré en fonction des échanges a glissé à son niveau le plus faible depuis la mi-mars, poursuivant sa série de pertes de cinq jours ... Goldman, JPMorgan, Deutsche Bank et Citigroup ont fait valoir ces derniers jours que le long rallye de la monnaie américaine pourrait être terminé.

Plus de deux ans de gains presque ininterrompus se sont terminés en mars, mais le dollar est resté obstinément fort, même si la Réserve fédérale a abaissé les taux d'intérêt à près de zéro et a inondé les marchés de dollars par le biais de lignes de swap internationales. »

Pour la semaine écoulée , l'indice du dollar américain DXY a chuté de 1,4% à 96,937 (en hausse de 0,5% en glissement annuel).

Pour la semaine à la hausse, le real brésilien a augmenté de 7,6%, le dollar néo-zélandais 4,9%, le dollar australien 4,5%, la couronne norvégienne 4,4%, le rand sud-africain 4,0%, le peso mexicain 2,8%, le dollar canadien 2,7 %, la livre sterling 2,6%, le sud-coréen a gagné 2,6%, la couronne suédoise 1,9%, l'euro 1,7% et le dollar singapourien 1,4%.

Pour la semaine à la baisse, le yen japonais a perdu 1,6% et le franc suisse 0,1%. Le renminbi chinois a gagné 0,76% par rapport au dollar cette semaine (en baisse de 1,70% en glissement annuel).

2 juin – CNBC : «Ramener l'économie américaine à une forte croissance pourrait nécessiter des taux d'intérêt négatifs, selon un économiste de la Réserve fédérale de St. Louis.

Alors que de nombreux économistes doutent que l'effondrement record actuel puisse être suivi d'une reprise tout aussi agressive, l'économiste de la banque centrale Yi Wen a déclaré dans un article publié sur le site Web de la Fed de Saint-Louis que la réalisation de ce type de rebond est nécessaire et possible.

La clé, a-t-il dit, consiste à utiliser des mesures de relance agressives allant au-delà de ce que les autorités ont déployé pendant la crise financière, et cela pourrait inclure de ramener les taux d'intérêt en dessous de zéro. »

3 juin – Bloomberg : «L'action de la Réserve fédérale pour maintenir la fluidité du crédit récompense les comportements à risque et le remède pourrait être une réglementation plus stricte à l'avenir, a déclaré l'ancien président de la Banque de réserve fédérale de New York, William Dudley.

« Les gens qui ont une dette à haut rendement l'ont choisie », a-t-il déclaré à Bloomberg ... « Donc, pour la Réserve fédérale intervenir et soutenir les prix de ces actifs, crée essentiellement un aléa moral qui encourage les gens à s'endetter davantage. »

Emploi US: un triomphalisme déplacé

Bruno Bertez 6 juin 2020

Résumé d'un article de Bloomberg ce jour .

Au début du film «Jaws», des pêcheurs attrapent un gros requin tigre, alors le maire d'Amity Island déclare que son long cauchemar d'attaques de requin est terminé. Il a tout faux. Il reste encore beaucoup à faire pour que la baignade redevienne sûre.



Les gens qui dirigent l'économie américaine viennent de capturer leur requin tigre.

L'emploi salarié non agricole a augmenté d'un incroyable 2,5 millions le mois dernier, et le chômage est tombé à 13,3%, défiant les prévisions des économistes qui attendaient des chiffres bien plus sombres.

Le conseiller économique de la Maison Blanche, Stephen Moore, jouant le rôle du maire d'Amity Island, Larry Vaughn, a déclaré que le pays n'avait plus besoin de mesures de relance budgétaire, affirmant: « Le sentiment de crise urgente est très largement dissipé par le rapport ».

Le président Donald Trump lors d'une longue conférence de presse sur Rose Garden, a également déclaré la triple crise du pays – une pandémie, une quasi-dépression et des troubles raciaux – à peu près terminée.

Aucun d'entre eux ne l'est.

Pour l'économie, la croissance apparente de l'emploi en mai est un bon début, mais elle reflète simplement le fait que les entreprises commencent à se sortir de longues fermetures et surtout que le dispositif PPP compte comme emploi ce qui n'en est pas! Il s'agit d'un simple tour de passe-passe;

Le chômage réel est toujours très élevé, et sans aide supplémentaire pour l'économie, nous serons confrontés à une répétition encore plus sombre de la lente reprise qui a suivi la Grande Récession, prévient le sénateur Conor

Le triomphalisme de la Maison Blanche n'aide pas à éviter ce résultat, d'autant plus que les autres républicains de Trump rechignent déjà à plus de stimulus avant ce rapport, note Jonathan Bernstein. Bonne chance pour les convaincre de dépenser plus maintenant, bien que ce soit dans leur meilleur intérêt politique.

Dans cette adresse de Rose Garden, qui ne pratiquait pas la bonne distanciation sociale, Trump a également suggéré que la croissance de l'emploi était excellente pour l'égalité raciale. Et ce serait vrai, sauf que le marché du travail traite toujours les travailleurs noirs et hispaniques bien plus que les blancs, écrit Mark Whitehouse:

Du côté positif, les emplois à bas salaires ont profité des gains les plus importants le mois dernier, car ils ont été parmi les premiers à disparaître lorsque les fermetures ont commencé, écrit Justin Fox. Mais la croissance de l'emploi à salaire plus élevé est moins encourageante et certaines mises à pied temporaires sont devenues permanentes.

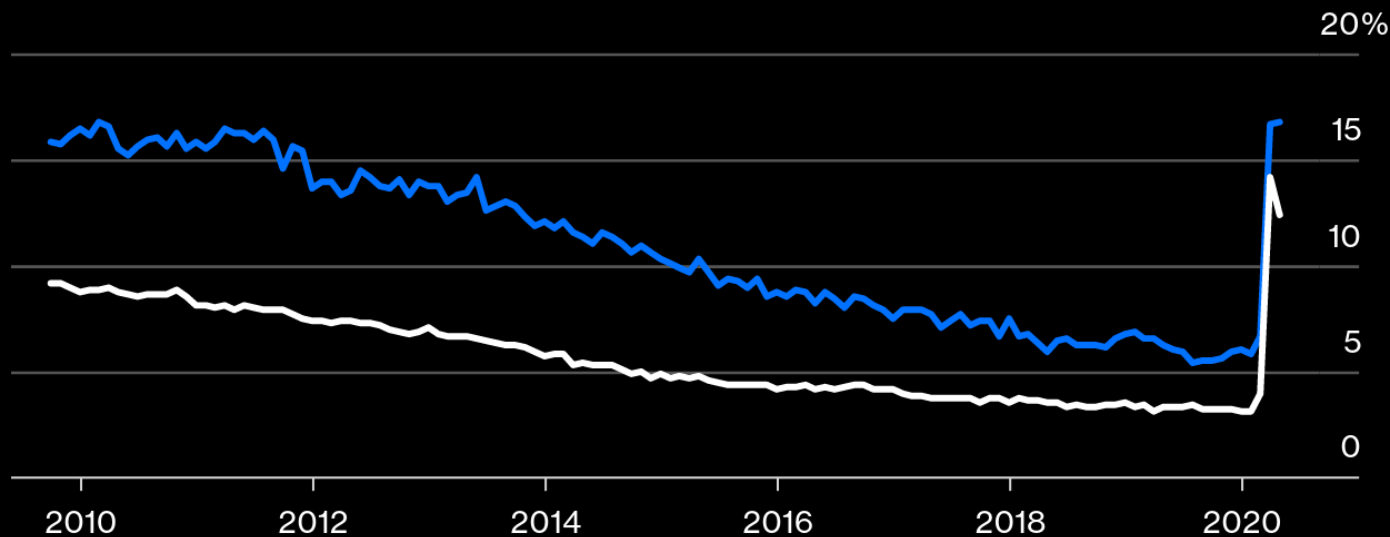
Les mois à venir pourraient ressembler encore plus à une récession pour beaucoup de gens que les deux derniers mois.

Les marchés financiers ont choisi de continuer de voir le bon côté des choses, avec des lunettes roses avec des hausses des actions plus vigoureuses que jamais. Même le marché des bons trésors est passé à un nouveau, avec des taux d'intérêt plus élevés et une courbe des taux plus pentue, signalant une meilleure conjoncture économique à venir, note Brian Chappatta.

Uneven Rebound

The black unemployment rate kept increasing in May.

Black White



Source: Bloomberg, Bureau of Labor Statistics

BloombergOpinion

7 juin 2020

Un peu d'indignation s'il vous plait! La BCE n'écarter pas la possibilité d'acheter des actions et d'enrichir les déjà riches!

La BCE prépare les esprits à un vol des citoyens, elle n'exclue pas d'acheter des actions. De faire un cadeau aux détenteurs de portefeuilles boursiers!

Elle nous prend pour des imbéciles en ajoutant qu'elle le ferait « pour soutenir l'économie » !

Je ne savais pas que le portefeuille des ploutocrates c'était l'économie » !

C'est une assimilation abusive, je croirais plus volontiers que faire monter les cours de la Bourse c'est « plomber » l'économie puisque cela fait monter la valeur du capital et que cela accroît à la fois le besoin de réaliser des profits et de distribuer des dividendes.

La hausse de la valeur du capital ou plutôt de la contre-valeur du capital ancien est déflationniste.

Faire monter les cours de Bourse c'est inciter les détenteurs de capitaux à aller les mettre en Bourse, à spéculer puisqu'il n'y a plus de risque la hausse étant garantie, au lieu d'investir productivement.

Faire monter les cours de Bourse est déflationniste car cela rend le capital ancien plus attrayant que le nouveau, cela détourne les capitaux de prendre le risque de la production, de s'employer de façon productive, d'investir de distribuer des salaires et in fine d'embaucher.

Faire monter la Bourse c'est encourager la Grève du Capital et le renforcer dans ses tendances malthusiennes, dans ses tendances à constituer ce que l'on appelait avant à juste titre le Mur de l'Argent. Le Mur de l'Argent c'est quand le capital fait chanter les démocraties. Quand il les tient en otage.

Cessez de stimuler la hausse des cours de bourse qui procure des rentabilités/performances de 15% l'an et forcez l'argent à aller se « contenter » de profitabilités de 10% productivement et vous verrez le boom des affaires dans un délai de 3 ans! Vous verrez le boom des dépenses d'investissements, des embauches et des salaires. Vous verrez le vrai cercle vertueux remplacer la pourriture de l'enrichissement sans cause.

Taxe les hausses boursières, confisquez les profits tombés du ciel et ce sera la fin de la deflation malthusienne produite par l'excès de capital oisif, fictif, spéculatif.

Nos banquier centraux n'ont pas encore compris que la Bourse c'est le parking du capital ce n'est pas l'endroit où il travaille c'est l'endroit où il profite sans rien faire. Le ponzi est le plus redoutable ennemi de la croissance.

Au lieu de diriger vers la bourse, cassez la, découragez la, car alors il faudra bien que ce capital excédentaire et oisif fasse quelque chose, il y sera obligé faute d'alternative.

La rentabilité et les rendements boursiers font concurrence à la profitabilité que l'on peut espérer de la vraie production.

Le jour où produire des vraies richesses sera plus rentable que de jouer en bourse, ce jour là les économies repartiront et dare-dare car le capital ne peut se permettre de rater le coche du profit. Les détenteurs de capitaux sont en concurrence entre eux.

Ce ne sont pas les valeurs du capital boursier qu'il faut soutenir pour soutenir les économies, ce sont les salaires.

les salaires c'est l'économie, ils représentent une part et une importance beaucoup plus grande et surtout décisive pour l'activité et la croissance.

Les salaires font rouler la bicyclette, le poids du capital la fait tomber.

On doit s'interroger: qu'est ce qui est le plus condamnable, la tentative de la BCE de s'arroger le droit de faire du fiscal sans le consentement des peuples ou bien la veulerie des gouvernements censés représenter les peuples et donc avoir le contrôle de la fiscalité ou bien les partis populaires ou bien les syndicats qui baissent la tête et la bouclent?

Même les partis de droite, de la droite juste, intelligente si il y en a une, celle qui refuse le capitalisme devenu scélérat devrait s'indigner quand on parle d'enrichir les déjà riches en soutenant et en faisant monter les cours de Bourse avec de l'argent public. Ce n'est plus de l'économie de marché, c'est de l'économie de marché de dupes! C'est la forêt de Bondy, on détrousse les pauvres au profit des riches et tout le monde se tait.

Si la banque centrale achète des actions, elle en fait monter le prix, elle augmente la fortune des déjà riches par un cadeau tombé du ciel.

Peu de gens ont un portefeuille en Europe, donc on donne à ces riches un pouvoir d'achat supplémentaire alors que les salariés eux n'en ont pas, ce qui signifie que l'on dilue, on abaisse le pouvoir d'achat relatif des salaires par rapport au capital. On augmente par une opération du saint esprit le pouvoir de prélèvement des riches sur la production et le patrimoine national.

Voici un gouverneur qui vous dit: nous envisageons d'acheter des actions après avoir acheté des obligations, nous envisageons d'accroître la fortune de ceux qui possèdent les actions, d'inflater plus encore la valeur du capital des ploutocrates et ... personne ne relève!



« Il ne faut jamais dire jamais », répond **Robert Holzmann, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne**, à la question de savoir si la BCE pourrait un jour élargir ses rachats de titres aux actions, et ne plus seulement les limiter aux obligations souveraines ou d'entreprises.

Cette question n'a toutefois pas encore été discutée, ajoute le gouverneur de la banque centrale autrichienne dans une interview parue dimanche dans le journal Die Presse.

La BCE a décidé jeudi d'augmenter de 600 milliards d'euros, pour le porter à 1.350 milliards, le montant de son programme d'achats de dettes sur les marchés visant à soutenir l'économie de la zone euro face au choc provoqué par la pandémie de coronavirus.

« **Il ne faut jamais dire jamais. Si la nécessité est là, cette discussion devra assurément avoir lieu.** Mais actuellement cette discussion n'existe pas », a dit Robert Holzmann à Die Presse, en réponse à une question sur la possibilité pour la BCE de commencer à acheter aussi des actions.

Alors que la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a fait de la question du changement climatique une priorité, le gouverneur de la banque centrale autrichienne se montre plus prudent.

« Il y a des idées sur le fait de devenir plus verts. Il faut cependant être très prudents parce qu'avec ces instruments, le marché est encore souvent très petit et peu liquide », a déclaré Robert Holzmann, en référence apparemment aux obligations « vertes ».

« La déclaration de guerre de la BCE à l'Allemagne »

par [Charles Sannat](#) | 8 Juin 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Nous allons continuer à vivre des moments passionnants.

Souvenez-vous, il y a quelques semaines la Cour constitutionnelle allemande a donné trois mois à la BCE pour apporter la preuve que la politique monétaire menée par la banque centrale européenne respectait les traités européens.

Pourtant ces derniers jours, et malgré l'épée de Damoclès germanique, la BCE a décidé de poursuivre sa politique monétaire et même de l'amplifier ce qui peut ressembler à une belle déclaration de guerre à l'Allemagne.

Voilà ce qu'en dit cet article bien résumé du site Atlantico :

« Alors que la BCE depuis 2015 avait violé l'esprit des traités (qui interdisent la monétisation) tout en prétendant en respecter la lettre, les juges constitutionnels allemands ont rattrapé l'institution de Francfort et demandent à ce que soient résolues les ambiguïtés de la zone euro. En particulier, la Cour établit une série de lignes rouges à ne pas dépasser pour que la BCE ne soit pas coupable de financement monétaire illégal :

Les montants totaux rachetés sont connus à l'avance ;

Seulement les informations agrégées sur les achats de l'eurosystème sont publiées ;

La limite de 33 % par ligne d'émission (identifiable par son numéro ISIN) est respectée ;

Les rachats ont lieu en se conformant aux clefs de répartition du capital ;

Les titres de dettes des autorités publiques ne peuvent être rachetés que si l'émetteur a une qualité de signature qui lui donne accès aux marchés financiers ;

Les rachats doivent être restreints ou interrompus, et les titres de dette revendus sur les marchés, si la poursuite des interventions sur les marchés ne sont plus nécessaires pour atteindre l'objectif d'inflation ».

Si la BCE se rangeait aux demandes de Karlsruhe, la monétisation deviendrait impossible. Les titres de dette français et italiens devraient non plus être détenus jusqu'à maturité mais remis sur les marchés et ces deux pays, pour éviter le défaut, n'auraient d'autre choix que de sortir de la zone euro afin de reprendre de contrôle de leur banque centrale et poursuivre la monétisation de la dette.

Mais la BCE a clairement choisi son camp et a explicitement piétiné quasiment toutes les lignes rouges de Karlsruhe le 4 juin dernier. La décision en question concerne d'ailleurs à la fois son programme pandémique (PEPP) ainsi que le QE précédent (APP), dont fait partie le PSPP jugé par Karlsruhe. Cette décision est une véritable déclaration de guerre :

Les programmes sont présentés comme sans fin prévisible, extensibles en tant que de besoin, et dont les enveloppes seront de toute évidence accrues au fil de l'eau.

La BCE rappelle sa politique de « souplesse » c'est-à-dire de s'affranchir « temporairement » de la limite de 33 % (qui est le seuil de minorité de blocage lors d'une restructuration de dette –la BCE ne doit pas dépasser ce seuil pour ne pas être en mesure d'autoriser un « hair cut », qui revient à du financement monétaire) ainsi que de s'affranchir « temporairement » des clefs de répartitions nationales.

Il est explicité que la BCE n'a bien sûr aucune intention de revendre les titres de dette qu'elle a acquis. La BCE prévoit donc que les titres arrivés à maturités seront remplacés par d'autres afin de maintenir les encours ».

L'Allemagne et la tentation de la sortie de la zone euro !

« L'Allemagne d'une part, la France et l'Italie de l'autre, ne peuvent donc plus cohabiter au sein de la même union monétaire.

Les instructions de Karlsruhe sont claires : si en date du 5 août la BCE n'a pas adopté une nouvelle décision qui démontre de manière claire et étayée que sa politique de rachats d'actifs n'est pas une politique économique déguisée mais est proportionnée à son objectif d'inflation (dont elle ne parvient en rien à s'approcher), la Bundesbank doit se retirer du PSPP et commencer à vendre les titres de dette allemande acquis dans le cadre de ce programme. L'Allemagne va donc sortir de cette politique monétaire commune de rachats d'actifs. Au moins le PSPP dans un premier temps –mais son prolongement le PEPP est encore plus directement coupable ».

Si le jugement de Karlsruhe a initié le démantèlement de la zone euro, la décision de politique « monétaire » de la BCE du 4 juin a dessiné le contour possible de cette désintégration : une séparation entre une zone euro-sud et une zone euro-nord ».

Une lente agonie pour l'euro ?

L'euro va-t-il mourir ?

Ce ne serait en réalité pas la solution économique la plus élégante ni la plus efficace.

Le plus pertinent ne serait pas évidemment de favoriser l'explosion de l'euro, mais que l'Allemagne sorte de la zone euro et reprenne sa souveraineté monétaire. Le mark nouveau serait fort ce qui irait bien à l'Allemagne et au reste de l'Europe.

La France deviendrait la plus grosse économie de la zone euro et nous pourrions constituer un bloc de taille importante avec l'Italie, l'Espagne, le Portugal et tous ceux qui voudraient y rester. L'euro nouvelle formule

baisserait de 20 % par rapport au dollar et au nouveau mark en quelques mois. Pas de quoi faire frémir la ménagère de 50 ans de Madrid ou de Paris.

Puis, nous pourrions monétiser et imprimer autant de monnaie que nécessaire. La parité avec le dollar resterait équivalente puisque les Américains font la même chose. Le mark allemand continuera à s'apprécier. Les ajustements monétaires finiront par se faire et l'euro gagnerait sans doute quelques années de vie.

Nous pourrions même avoir un euro du nord et un euro du sud, un euro germanique (Pays-Bas, Autriche) et un euro du sud avec les Pigs (Portugal, Italie, Grèce, et Spain pour Espagne en anglais), avec bien évidemment la France en chef de file.

Nous allons continuer à vivre une période passionnante.

Qui va payer la crise ?

Comment va-t-on payer la crise ?

Les problèmes ne sont pas dans ces deux questions, mais dans les désaccords majeurs des réponses que les différents pays souhaitent apporter.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

121 % de dettes sur PIB ! La crise fait exploser le déficit budgétaire



Le projet de loi de finances rectificative pour la France attendu la semaine prochaine va prévoir un gonflement de la dette publique à 120,9 % du produit intérieur brut, selon Bercy.

C'est considérable...

Nous étions à presque 100 % de dette sur PIB avant la crise du Sras-Cov-2...

Nous allons avoir une baisse de 11 % du PIB.

La dernière prévision gouvernementale fait état d'un déficit de 11.4 % du PIB.

Pourtant, si nous faisons simple, avec une dette initiale de 98 %, si j'ajoute +11.4 j'arrive à 109.4 % de dette publique...

Haaa.... Oui, j'oubliais le déficit de la sécu... « *Deux cent vingt milliards d'euros de déficit de l'Etat (...) 50 milliards d'euros de trou de la sécu, ce sont des chiffres qui peuvent donner le vertige* », a souligné *Gérald Darmanin*.

120 % de dettes sur PIB... encore un effort, un second confinement ou une crise un peu durable et nous atteindrons les 150 % ! A partir de là, sans croissance, et sans souveraineté monétaire, il n'y aura plus aucune issue possible.

Avec le coronavirus, c'est la fin des espèces !

« Le coronavirus accélère la fin du paiement cash », c'est ce que proclame cet article du Monde.

« La possible transmission du coronavirus par l'intermédiaire des pièces et billets a favorisé l'accélération des paiements digitaux. Même si changer les habitudes prendra du temps, cela pourrait faciliter la transition déjà bien engagée vers une société sans argent liquide.

Dans la boulangerie Bo&Mie, à deux pas de la porte Saint-Martin, à Paris, une affichette demande aux clients de « privilégier s'il vous plaît la carte, et notamment le sans-contact », pour plus de rapidité lors du paiement « et par mesure d'hygiène sanitaire ». Depuis que l'épidémie de coronavirus s'est répandue en France, de tels écriteaux pour déconseiller l'usage des espèces fleurissent devant les caisses des petits commerces et des supérettes. « C'est à prendre en photo, c'est un moment d'histoire », commente Gilles Grapinet, PDG de Worldline, premier groupe de services de paiement en Europe ».

Avec -40 % de retraits soit une baisse plus importante que celle de la baisse d'activité, les émetteurs de solutions monétiques (tout sauf le cash) y voient une accélération du décrochage des paiements en espèces...

Je n'en suis pas si sûr.

Oui à terme, et c'est le sens de l'histoire, les paiements seront de plus en plus dématérialisés, mais, il serait assez logique que cela ne soit qu'un phénomène transitoire lié uniquement au confinement. Je peux vous dire que pendant le confinement, ceux qui ne sont pas allés sortir du cash à la banque l'on sorti en réalité de sous les matelas... un phénomène qu'il est difficile de voir des tours d'ivoire, mais nous les économistes du grenier, nous avons bien compris... Il y a eu moins de retraits d'espèces parce que les gens ont sorti les réserves de « black »... Mais chut, faut pas le dire !

Charles SANNAT

La blague continue... Maintenant il y a trop de masques en France !



Il y a quelques semaines, c'était la pénurie de masques.

Il faut dire que notre Etat, toujours aussi inefficace, au lieu de laisser faire le marché a préféré interdire le commerce de masques.

Résultat ?

Aucun masque en France.

Mais l'Etat a voulu planifier et donc toutes nos entreprises se sont mises à faire des masques...

Problème ?

Avec le déconfinement, en réalité plus personne ne veut acheter de masque, et j'ai la nette impression, que de moins en moins en portent... ce qui va finir par provoquer la seconde vague car la seule chose qui change et qui est de nature à limiter massivement la diffusion du virus, c'est évidemment le port du masque par tous et dans tous les lieux publics.

C'est dans ce contexte que les producteurs français de masques commencent à avoir du mal à écouler leurs stocks, beaucoup de mal, d'une part parce qu'il y clairement une surproduction et d'autre part parce que la demande est en réalité plus faible que ce que l'on pouvait croire.

Résultat, et je l'avais dit et écrit y compris dans cette vidéo sur les masques, les prix allaient baisser... et ils baissent !

C'est donc le moment de constituer vos stocks à bon prix, car, les mêmes causes provoquant les mêmes effets, lorsque il faudra faire face à une seconde vague éventuelle, les bons masques verront leurs prix monter à nouveau.

En attendant la filière des masques française appelle l'Etat au secours...

Tout ceci est une vaste bouffonnade et c'est de l'amateurisme d'Etat.

Charles SANNAT

L'exode urbain vient de commencer. Et cela va tout changer !

[Jean-Pierre : cela ne peut être rien d'autre qu'un mouvement insignifiant. Il n'existe ni les ressources matérielles (bois, ciment, cuivre, routes, réseaux électriques, etc.) ni une quantité de terres suffisante pour déménager les villes à la campagne.]



Le confinement est en train, en tous cas à court terme de tout changer.

Alors que les gens qui ont massivement pris goût au télétravail ne souhaitent pas, pour beaucoup, retourner travailler comme avant, les recherches de biens avec jardin et spacieux à vendre explosent partout... sauf à Paris (-12 %) !!

C'est bien les appartements parisiens, petits, très chers, et inconfortables que les gens veulent quitter au profit de maisons avec de grands espaces et surtout des extérieurs !

Alors forcément c'est la ruée sur les biens immobiliers à proximité de la capitale.

De l'exode rural à l'exode urbain !

Dans cet article de Challenges l'Ile de France, c'est fini ou presque: « *Pour eux, c'est plié ! Manuela et Philippe, la quarantaine, elle travaillant dans la communication et lui l'informatique, vont quitter Paris pour Tours. » Avec nos deux enfants, cela n'a pas été toujours simple de travailler dans notre 68-m² lors du confinement* », soupire Manuela. Comme eux, de nombreux Franciliens à peine déconfinés cherchent déjà à s'éloigner de la capitale. » On constatait déjà un désamour grandissant pour les zones densifiées ; là, avec le confinement, cela conduira vraisemblablement à un exode de certains actifs pouvant télétravailler, explique Pierre Bentata, économiste au cabinet Asterès. Les millennials sont d'autant plus réceptifs que les grands groupes promeuvent le télétravail. » Se loger plus grand et beaucoup moins cher en province tout en gardant son poste actuel est possible. Reste à s'assurer que ce gain de qualité de vie ne s'efface pas par un coût de transport trop élevé. Cap sur 5 villes à une heure de Paris ».

Source [Challenges ici](#)

Cela fait des années que j'évoque ce phénomène dans ces colonnes et dans ma lettre Stratégie. Je parle très régulièrement de la « localisation » de cette idée d'exode urbain, puisque la tendance de fond est évidente. La grande ville tentaculaire et inconfortable, chère et inhumaine est devenue totalement obsolète.

Vous pouvez relire les articles suivants pour remettre les choses justement en perspectives.

Sur 10 ans, hausse de l'immobilier en ville, baisse à la campagne !



En 10 ans, les prix immobiliers en milieu urbain ont grimpé de plus de 5 % entre 2008 et 2018 en Île-de-France alors qu'ils ont chuté de plus de 7 % en zone rurale, selon une étude des notaires... Et nous parlons ici de l'Île-de-France ! Nous attendons les résultats des mêmes études pour d'autres ... Lire la suite de

La ville est obsolète !! En Italie, distribution de terres agricoles aux familles de 3 enfants et plus !!



Avec les progrès technologiques, les délocalisations, la fin des usines telles que nous les connaissions lors de la révolution industrielle, et plein d'autres facteurs de confort, de prix d'espace, etc., les villes sont en réalité devenues totalement obsolètes. C'est le poids des habitudes qui fonctionne encore, mais la crise économique va pousser en France aussi ... Lire la suite

de

I Insolentiae

12

Le télétravail poursuit son augmentation et va bouleverser la société



le télétravail est encore le mode d'organisation minoritaire dans la société mais cela évolue vite et le mouvement s'accélère. Souvenez-vous. La révolution industrielle. Nous avons besoin de bras dans les usines, de plus en plus de bras. C'est ainsi que les villes vont devenir tentaculaires et que... l'exode rural aura lieu. Les

gens ne le ... Lire la suite de

I Insolentiae

6

La ville est obsolète et en 2020, avec le confinement, la prise de conscience vient de passer un stade. Nous venons d'atteindre un effet de seuil.

L'exode urbain vient de commencer.

Cela va tout changer.

Charles SANNAT

Éditorial. A lire si vous voulez comprendre pourquoi vous êtes en colère: le temps de l'accaparement.

Bruno Bertez 8 juin 2020

Il y a eu le temps des partageux, nous sommes dans son renversement dialectique, dans l'ère de l'accaparement; une classe sociale veut tout pour elle.

Depuis les années 80 les inégalités se creusent à un point tel que nos sociétés se disloquent, se fracassent et sont maintenant comme on dit dominées par le populisme.

Le populisme n'est pas un vice ou une perversion, ce n'est que la prise de conscience par le peuple qu'il est trompé, cocu, baisé, volé.

Le phénomène populiste est historiquement sur-déterminé par l'égoïsme des élites, par leur avidité, leur cupidité et leurs courtes vues. Le populisme ne vient pas d'en bas d'une méchanceté quelconque des peuples ou des masses, non il est produit organiquement, nécessairement, par des élites qui ont abandonné leur mission historique: guider vers un mieux être collectif.

Le populisme est une réaction positive du corps social qui avertit les élites que trop c'est trop et qu'ils mettent nos sociétés en danger.

Le populisme est le symptôme qui avertit que nos arrangements sociaux vont , dans la voie actuelle, voler en éclats.

Le populisme est positif car il avertit d'un danger, il sonne l'alarme . Il donne, si il est écouté, le temps de faire machine arrière, de corriger, de remonter la pente fatale qui nous fait glisser vers le chaos. Le populisme c'est la fièvre sociale qui avertit du danger.

La généralisation des troubles sociaux non contrôlés, spontanés, de plus en plus violents montre que nous avons raison. Tout comme la montée du problème des polices et de leur militarisation témoigne de l'aveuglement des élites qui ne savent faire qu'une chose: réprimer par l'escalade de la force.

Les inégalités ont d'abord augmenté:

- sous le règne néo libéral qui a libéré le Capital de ses freins sociaux-démocrates,

- puis sous celui de la financiarisation qui a décuplé les possibilités de profit du Capital grace à la circulation financière et à la montée du capital fictif et l'explosion de l'usure

- puis sous les coups de boutoirs de la globalisation qui a paupérisé une large part de la population laborieuse par l'arbitrage mondial du travail

- puis sous le coup de la crise de 2008 qui a servi d 'alibi aux élites kleptocratiques pour re-deployer une partie de la valeur ajoutée et des patrimoines en faveur des nantis et au détriment des salariés

- puis sous le coup de la révolution digitale, inique, biaisée, qui détruit les emplois anciens, périmé des pans entiers de nos économies, accapare les pouvoirs d'achat, le tout à la faveur d'exonérations fiscales et de crédits gratuits fournis par des banques centrales heureuses de contribuer à la surexploitation de la main d'oeuvre, hypnotisées par la valse des milliards et des centaines de milliards de capital fictif et de fausse richesse.

- a l'occasion de la crise financière de 2020 qu'ils ont créée eux-mêmes de toutes pièces, par leurs débauches de crédit gratuit, de levier et de spéculation, les ploutocrates redoublent de cynisme; ils font racheter leurs actifs financiers largement surévalués, et leurs crédits pourris par les banques centrales et l'argent public.**

Ils en profitent pour encore devenir plus riches: les indices boursiers qui reflètent la valeur de leurs patrimoine explosent, ils s'attribuent trillions sur trillions! ... Au nom de la préservation... de l'emploi qu'ils détruisent allègrement.

Pendant ce temps, les salariés, les artisans, les petites entreprises, les exploitations individuelles perdent leur activité, leur emploi, sombrent, croulent sous les dettes ou perdent leur valeur marchande.

Nous assistons à une destruction jamais vue de valeur dans les secteurs salariés ou précapitalistes.

Les fonds de commerce sont invendables, sous l'effet des chutes de chiffres d'affaires et de la montée des dettes non remboursables. C'est la tiers-mondisation de toute une partie de la population, c'est sa mise en dépendance et donc en coupe réglée.

Le fossé des inégalités se creuse, le sol sous dérobe sous les pieds de toute une classe sociale de petites gens; alors que d'autres à l'autre bout de l'échelle sociale prospèrent de façon insolente parce qu'ils ont la chance d'être proches des robinets financiers des pouvoirs qu'ils contrôlent.

Les indices de la Bourse explosent comme autant de feux d'artifices qui célèbrent leurs milliards tombés du ciel.

Nous avons une concentration du capital inouïe, nous en produisons encore plus, la concentration du capital atteint des niveaux jamais vus, jamais imaginés, les chiffres eux même ne disent plus rien tant ils sont astronomiques.

Pour peu que les peuples aient un sursaut nos régimes politiques n'y résisteront pas.

Et ils feront donner l'armée;

La banque centrale européenne vient de nous prévenir que ce n'est que le début! Je sais qu'elle a raison car il faudra, c'est vrai, soutenir encore plus les marchés financiers c'est à dire soutenir la fortune des ploutocrates, il faudra encore baisser les taux et voler les retraités et les épargnants, et il faudra encore plus détruire la monnaie par sa dilution.

La BCE prépare les esprits à un vol des citoyens, elle n'exclue pas d'acheter des actions. De faire un cadeau supplémentaire de plusieurs centaines de milliards aux détenteurs de portefeuilles boursiers!

Elle nous prend pour des imbéciles en ajoutant qu'elle le ferait « pour soutenir l'économie » !

Je ne savais pas que le portefeuille des ploutocrates c'était « l'économie » ! Je en savais pas que ce que l'on appelle « le droit à prélever sur la valeur ajoutée sans travailler c'était l'économie »!

C'est une assimilation abusive, je croirais plus volontiers que faire monter les cours de la Bourse c'est « plomber » l'économie puisque cela fait monter la valeur du capital et que cela accroît à la fois le besoin de réaliser des profits et de distribuer des dividendes. Augmenter la valeur monétaire du capital c'est l'inciter à demander encore plus, c'est l'inciter à exiger une part encore plus grande de la Valeur Ajoutée, c'est augmenter ses exigences et donc c'est entretenir la déflation.

Quand dans un système vous augmentez la contrainte de profit, vous éliminez tous les investissements, toutes les embauches qui ne permettent pas de réaliser ce taux de profit. Si vous voulez lutter contre la déflation et l'anémie d'une économie, il faut non pas inflater la valeur du capital ancien et le maintenir en vie, non il faut lui serrer la

gorge, de telle façon qu'il s'adapte ou disparaisse laissant ainsi la Valeur Ajoutée, le surproduit disponibles pour d'autres activités et d'autres capitaux plus productifs socialement.

La hausse de la valeur du capital ou plutôt de la contre-valeur du capital ancien est déflationniste. La hausse des Bourses est une erreur colossale de l'intelligence théorique de notre époque. De reflet de la prospérité, la hausse des Bourses s'est dialectiquement inversée en son contraire, c'est le boulet qui asphyxie/tue la prospérité. Tout cela parce que la pensée théorique est aux mains des ploutocrates.

Faire monter les cours de Bourse c'est inciter les détenteurs de capitaux à aller les mettre en Bourse, à spéculer puisqu'il n'y a plus de risque la hausse étant garantie, au lieu d'investir productivement.

Faire monter les cours de Bourse est déflationniste car cela rend le capital ancien plus attrayant que le nouveau, cela détourne les capitaux de prendre le risque de la production, de s'employer de façon productive, d'investir de distribuer des salaires et in fine d'embaucher.

Faire monter la Bourse c'est encourager la Grève du Capital et le renforcer dans ses tendances malthusiennes, dans ses tendances à constituer ce que l'on appelait avant à juste titre le Mur de l'Argent. Le Mur de l'Argent c'est quand le capital fait chanter les démocraties. Quand il les tient en otage.

Cessez de stimuler la hausse des cours de bourse qui procure des rentabilités/performances de 15% l'an et forcez l'argent à aller se « contenter » de profitabilités de 10% productivement et vous verrez le boom des affaires dans un délai de 3 ans! Vous verrez le boom des dépenses d'investissements, des embauches et des salaires. Vous verrez le vrai cercle vertueux remplacer la pourriture de l'enrichissement sans cause.

Taxe les hausses boursières, confisquez les profits tombés du ciel et ce sera la fin de la déflation malthusienne produite par l'excès de capital oisif, fictif, spéculatif.

Nos banquiers centraux n'ont pas encore compris que la Bourse c'est le parking du capital ce n'est pas l'endroit où il travaille c'est l'endroit où il profite sans rien faire. Le Ponzi est le plus redoutable ennemi de la croissance.

Au lieu de diriger vers la bourse, cassez la, découragez la, car alors il faudra bien que ce capital excédentaire et oisif fasse quelque chose, il y sera obligé faute d'alternative.

La rentabilité et les rendements boursiers font concurrence à la profitabilité que l'on peut espérer de la vraie production.

Le jour où produire des vraies richesses sera plus rentable que de jouer en bourse, ce jour là les économies repartiront et dare-dare car le capital ne peut se permettre de rater le coche du profit. Les détenteurs de capitaux sont en concurrence entre eux.

Ce ne sont pas les valeurs du capital boursier qu'il faut soutenir pour soutenir les économies, ce sont les salaires.

les salaires c'est l'économie, ils représentent une part et une importance beaucoup plus grande et surtout décisive pour l'activité et la croissance.

Les salaires font rouler la bicyclette, le poids du capital la fait tomber.

On doit s'interroger: qu'est ce qui est le plus condamnable, la tentative de la BCE de s'arroger le droit de faire du fiscal sans le consentement des peuples ou bien la veulerie des gouvernements censés représenter les peuples et donc avoir le contrôle de la fiscalité ou bien les partis populaires ou bien les syndicats qui baissent la tête et la bouclent?

Même les partis de droite, de la droite juste, intelligente s'il y en a une, celle qui refuse le capitalisme devenu scélérat devrait s'indigner quand on parle d'enrichir les déjà riches en soutenant et en faisant monter les cours de Bourse avec de l'argent public. Ce n'est plus de l'économie de marché, c'est de l'économie de marché de dupes! C'est la forêt de Bondy, on détrousse les pauvres au profit des riches et tout le monde se tait.

Si la banque centrale achète des actions, elle en fait monter le prix, elle augmente la fortune des déjà riches par un cadeau tombé du ciel.

Peu de gens ont un portefeuille en Europe, donc on donne à ces riches un pouvoir d'achat supplémentaire alors que les salariés eux n'en ont pas, ce qui signifie que l'on dilue, on abaisse le pouvoir d'achat relatif des salaires par rapport au capital. On augmente par une opération du saint esprit le pouvoir de prélèvement des riches sur la production et le patrimoine national.

Voici un gouverneur qui vous dit: nous envisageons d'acheter des actions après avoir acheté des obligations, nous envisageons d'accroître la fortune de ceux qui possèdent les actions, d'inflater plus encore la valeur du capital des ploutocrates et ... personne ne relève!



« Il ne faut jamais dire jamais », répond **Robert Holzmann, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne**, à la question de savoir si la BCE pourrait un jour élargir ses rachats de titres aux actions, et ne plus seulement les limiter aux obligations souveraines ou d'entreprises.

Cette question n'a toutefois pas encore été discutée, ajoute le gouverneur de la banque centrale autrichienne dans une interview parue dimanche dans le journal Die Presse.

La BCE a décidé jeudi d'augmenter de 600 milliards d'euros, pour le porter à 1.350 milliards, le montant de son programme d'achats de dettes sur les marchés visant à soutenir l'économie de la zone euro face au choc provoqué par la pandémie de coronavirus.

« Il ne faut jamais dire jamais. Si la nécessité est là, cette discussion devra assurément avoir lieu. Mais actuellement cette discussion n'existe pas », a dit Robert Holzmann à Die Presse, en réponse à une question sur la possibilité pour la BCE de commencer à acheter aussi des actions.

Alors que la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a fait de la question du changement climatique une priorité, le gouverneur de la banque centrale autrichienne se montre plus prudent.

« Il y a des idées sur le fait de devenir plus verts. Il faut cependant être très prudents parce qu'avec ces instruments, le marché est encore souvent très petit et peu liquide », a déclaré Robert Holzmann, en référence apparemment aux obligations « vertes ».



Une hausse des marchés complètement inventée

rédigé par [Philippe Béchade](#) 8 juin 2020

D'après les livres d'histoire économique et boursière, **ce qui s'est produit vendredi avait zéro probabilité de se produire : battre un record absolu sur les 2 Nasdaq (le "composite et le Nasdaq100) après -35% effacés en 10 semaines et avec 40 millions de chômeurs**, cela n'a jamais existé.

Pour mémoire, le "[Composite](#)" a culminé en séance à 9.845, le [Nasdaq100](#) à 9.847 pour un record en clôture à 9.824.

L'indice [Dow Jones](#) a bondi de +3,15% à 27.110 mais a égalé les sommets estivaux de 2019 en culminant vers 27.340.

Autre grande première, un enchaînement de 8 "gaps" à la hausse en 10 séances à Paris, cela n'a jamais existé non plus (même pas 4 "gaps" sur 15 jours)... et +15% en 10 séances, une performance qui compte parmi les 10 des plus fortes accélérations à la hausse du 21ème siècle, mais cela n'avait jamais été observé à 15% des sommets historiques.

Mais le plus inouï, c'est que le taux de chômage américain (en marge du rapport mensuel sur l'emploi) qui apparaissait un peu "miraculeux" lors de sa publication vendredi est en effet entaché d'une grosse "erreur" de calcul... dévoilée après coup.

Selon la synthèse mensuelle du Département du Travail sur l'emploi américain, l'économie américaine aurait généré +2,509 millions d'emplois non agricoles le mois dernier, au lieu d'une destruction de -8 millions supplémentaires, soit un écart de +10 millions par rapport aux attentes.

Mais le taux de chômage annoncé à 14H30 en net repli -de 14,7 vers 13,3%- est en réalité très inexact: **pas moins de 4,7 millions de personnes ayant "pointé" au chômage (comme allocataires temporaires) auraient en fait été classées "par erreur" comme ayant repris une activité.**

Une fois le total des chômeurs rectifié, le taux de chômage ressort à 16,3%: il ne recule donc pas.

Les optimistes souligneront que 16,3%, c'est moins pire que les 19,8% anticipés.

Et cela ne remet pas en cause les créations d'emplois dans les secteurs de la restauration, hôtellerie, loisirs, distribution... et plus marginalement, de la construction.

Peu de consolidation malgré un chômage revu à la hausse

Mais ce n'est pas cela qui nous laisse bouche bée, c'est le procédé consistant à publier un chiffre "fracassant" qui provoque un effet de sidération et de panique à la hausse... puis après que le Président ait pris le micro pour célébrer cette formidable baisse du chômage découlant d'une reprise rugissante, on publie un rectificatif qui démontre que la fameuse reprise n'existe pas !

Plus intéressant encore : **malgré ce "correctif" de +4,7 millions de chômeurs "mal indexés", les indices n'ont que peu consolidé.**

Et l'explication la plus plausible, c'est que ce taux de chômage fortement révisé à la hausse 3 heures après sa publication, n'est qu'un prétexte ou une "couverture", pour donner un "vernis de naturel" à des opérations de manipulation des cours d'une ampleur historique.

Tout le monde a bien compris qu'il s'agissait de tirer artificiellement les cours à la hausse parce que cela fait plaisir aux détenteurs d'un portefeuille d'actions ou d'un plan d'épargne retraite "401-K"... mais pourquoi vouloir aller aussi vite, aussi violemment ?

S'il s'agissait de restaurer la confiance, une hausse 2 fois moins rapide aurait aussi bien fait l'affaire, et même mieux : il n'y a rien de pire pour la solidité et la pérennité d'un mouvement haussier qu'une succession sans précédent de "gaps" et d'achats-panique sur des dossiers en quasi faillite que personne ne voulait détenir quelques jours auparavant (Chesapeake, l'ex N°2 américain du Gaz de schiste a bondi de +747% vendredi, et de +90% sur la semaine, Occidental Petroleum a bondi de +33% et de +50% sur la semaine, Apache de +25% et +35% hebdo, comme Airbus, Unibail ou Klépierre).

Le Nasdaq atteint des niveaux de valorisation que personne ne sait justifier, et sur ces niveaux les seuls acheteurs sont des acheteurs "contraints" (renforcer la poche actions pour respecter les proportions définies par le mandat).

Donc la question reste ouverte : quel est l'intérêt de démontrer qu'il n'existe plus aucune circonstance capable de faire baisser les actions plus de 3 mois et que même une récession historique s'avère propice aux records boursiers... à part entériner la destruction du "pacte social" et dissuader quiconque de miser 1\$ de façon très hasardeuse dans l'économie réelle quand on peut doubler presque à coup sûr sa mise en 2 mois, et parfois même en moins de 2 semaines dans le casino virtuel qu'est devenu le "marché".

En fait le "marché" n'est plus représenté que par un seul acteur: le banquier central qui administre la valeur des actifs, non plus avec de discrètes ficelles translucides mais avec des câbles calibrés pour soutenir la télécabine de l'aiguille du midi.

Les chiffres de l'emploi US : la reprise en "V" est là !

rédigé par [Philippe Béchade](#) 5 juin 2020



Galvanisé par les chiffres de l'emploi US, très supérieurs aux attentes à tout point de vue, **Donald Trump se précipite devant les caméras pour se féliciter – ou plutôt s'auto-congratuler – de la justesse de son pronostic et affirmer que le ralentissement actuel étant “artificiel”, la reprise va s'accélérer**, les chiffres de l'emploi s'améliorer spectaculairement mois après mois, bien plus vite que prévu.

Il évoque le début d'un rebond qu'il compare au décollage d'une fusée, c'est le fameux scénario de la reprise en “V” sur laquelle il n'a aucun doute : il cite notamment les secteurs de la construction.

Il suffit en effet d'extrapoler le redressement surprise du mois de mai pour s'en convaincre : le “NFP” (rapport mensuel sur l'emploi américain) constitue une “divine surprise” puisque **l'économie américaine aurait récupéré 2,509 millions d'emplois non agricoles le mois dernier**, selon les chiffres du département du Travail.

Le taux de chômage retombe de 14,7 vers 13,3% (il était attendu au mieux inchangé).

Mais il y a un “biais” : **la statistique est construite à partir des personnes ayant “pointé” au chômage et il est difficile de vérifier la discipline des inscrits du mois d'avril, plus encore de mesurer l'amélioration de la situation des auto-entrepreneurs** (ce qui inclut les emplois “uberisés”).

L'amélioration provient essentiellement des ré-embauches dans les secteurs de la restauration/hôtellerie puis les loisirs/voyages (+2,5 millions d'emplois environ), vient ensuite la construction avec 400 000... mais les enquêtes hebdomadaires continuent d'attester de la poursuite des vagues de licenciements alors que la plupart des entreprises avouent n'avoir aucune visibilité à 3 ou 6 mois, et donc pas de calendrier de recrutement.

Lève-toi, Amérique !

Brian Maher 4 juin 2020 The Daily Reckoning

Aujourd'hui, nous hissons le drapeau noir de l'anarchie... et nous complotons des actes illicites.

Car l'esprit de sédition nous vole la vedette. Et la passion domine notre sérénité typiquement olympienne.

Nous pouvons être déclarés infâmes et être considérés comme des insurgés. Nous pouvons être envoyés à la potence.

Mais le temps de la soumission est révolu. Et l'heure de la défiance des chauves est arrivée.

Est-ce que nous cassons des têtes ? Crierons-nous contre la police ?

Est-ce que nous incitons nos compatriotes à voler, à incendier, à faire du grabuge ?

Nous ne faisons rien de tout cela, non.

Nous sommes aussi paisibles qu'un bébé qui fait la sieste, aussi paisibles que des moutons qui paissent.

Au lieu de cela, nous implorons les Américains de retrouver leurs anciennes libertés accordées par Dieu.

C'est-à-dire que nous supplions les Américains de défier les gels gouvernementaux qui les emprisonnent dans leurs maisons... et qui détruisent leurs moyens de subsistance.

Tout sur le fait de sauver des vies ?

Nous lançons le cri de guerre d'aujourd'hui pour une centrale parce que :

Les autorités gouvernementales qui ont mandaté ces "blocages" ne les prennent clairement pas au sérieux.

Leur application s'est avérée sélective. Capricieuse. Absurde. Idiote.

C'est-à-dire, prévisible.

Ces jaillisseurs de compassion humaine nous ont assuré que la santé publique était leur plus haute pensée, qu'ils n'avaient pas d'autre pensée que la préservation de la vie.

En conséquence... ils ont ordonné l'auto-incarcération de peut-être 300 millions d'Américains.

Oui, ils ont concédé que cela comatisait l'économie. Oui, les magasins, les restaurants, les bistrotts, les théâtres, les écoles, les lieux de culte, les plages, les parcs et autres lieux de villégiature seraient fermés.

Oui, des millions et des millions d'Américains seraient chassés de leur emploi.

Pourtant, ces mesures sans précédent, flagrantes et coupe-vent étaient nécessaires... sinon la pandémie nous submergerait. On nous a refusé tout choix.

C'est ce que nos geôliers nous ont dit.

Et ils ont versé les larmes les plus salées qui soient sur nos joues...

"Si cela permet de sauver une vie", renifla le gouverneur Cuomo, la dépense incalculable valait le sacrifice.

"Ma mère n'est pas sacrificable", se réjouissait-il. "Ta mère n'est pas sacrificable."

Mais la mère de M. Cuomo n'est pas irremplaçable... comme votre mère l'est.

Une maladie, deux normes

Depuis le week-end dernier, les "protestations" de Minneapolis se sont étendues à l'Empire State.

Des milliers et des milliers et des milliers de personnes ont envahi la ville de New York - la même ville qui a été sévèrement touchée par le virus.

La "distanciation sociale" a été universellement bafouée lors de ces protestations.

Ainsi, la vieille Mme Cuomo a été mise en grand danger... tout comme votre mère... et les mères de tout l'État de New York.

Le gouverneur a-t-il dépêché la Garde nationale pour disperser les dangers de la maternité ?

Rappelez-vous, il avait insisté sur le fait que le verrouillage socialement distant était vital pour la santé publique. Il valait bien l'enfer économique qu'ils ont soulevé "si cela permet de sauver une vie".

Pourtant, le gouverneur n'a pas envoyé la Garde nationale pour disperser les dangers de la maternité.

Au lieu de cela, il a approuvé la propagation de la pandémie à l'échelle de l'Himalaya.

M. Cuomo et le patron de la ville de New York, Bill de Blasio, ont publié un communiqué commun :

"Nous encourageons les gens à protester pacifiquement et à faire entendre leur voix."

Pacifiquement, bien sûr. Mais par tous les moyens, mettez la vie de ma mère en danger. Mettez la vie de votre mère en danger. Je suis avec vous.

Les deux hommes politiques ont déclaré un couvre-feu à 23 heures à New York. Le virus ne se répand qu'après 23 heures ?

Nous avons des doutes.

Qu'ils mangent du gâteau

Les protestations sont évidemment des expressions légitimes - à condition qu'elles s'élèvent contre une injustice sanctionnée politiquement.

Le gouverneur a-t-il encouragé les gens à protester pacifiquement et à faire entendre leur voix... lorsqu'ils ont protesté pacifiquement et fait entendre leur voix contre ses ordres de bouclage ?

Il ne l'a pas fait.

Voici ce que cet homme, Marie-Antoinette, a essentiellement demandé aux manifestants sans emploi :

Ils pouvaient aller de l'avant et grignoter du gâteau.

Assure-toi un "emploi essentiel", leur a-t-il dit :

"Si vous voulez aller travailler, prenez un emploi de travailleur essentiel. Faites-le demain. Vous travaillez. Vous êtes un travailleur essentiel. Alors, allez prendre un emploi de travailleur essentiel".

Pourtant, en ce qui concerne ces nouvelles protestations... il chante une autre mélodie.

Tout est une question de priorités

En attendant, nos espions fiables nous communiquent les informations suivantes :

La police de New York a cité des entreprises ouvertes faisant du commerce honnête... alors que les manifestants ont fait des ravages à des pâtés de maisons.

Ces actes, nous dit-on, ont eu lieu à Brooklyn.

Suivez la leçon - si vous pouvez vous en inquiéter :

Les autorités vont détourner le regard de l'anarchie de masse. Mais elles critiqueront l'homme qui coupe les cheveux trop longs d'un homme.

Par nos lumières...

S'ils peuvent laisser les manifestants distribuer potentiellement le virus massivement... ils peuvent joliment laisser un camarade se coiffer aux ciseaux... ou laisser une femme frotter les ongles de quelqu'un.

Un jardinier de Brooklyn a été tué :

Si vous pouvez donner des bénédictions aux manifestants qui exercent leur droit de protester sans distanciation sociale, alors nous pouvons sûrement être libres d'exercer notre droit de mener des affaires de manière sûre et socialement distancée avec des masques et des désinfectants.

"Sélectif. Capricieuse. Absurde. Idiot."

En attendant, nous entraînons nos canons au-delà des maisons d'État et des mairies d'Amérique... Les rassemblements de masse propagent le virus... sauf quand ils ne le font pas

Les "experts de la santé publique" nous font signe depuis des mois.

Des millions d'Américains doivent rester enfermés, isolés, sans emploi, désespérés, poilus, à moitié fous, suicidaires...

Des milliers et des milliers d'entreprises doivent rester dans l'obscurité - même si les lumières ne se rallument jamais.

Cet isolement est le prix à payer, ont déclaré ces sages. Sinon, la pandémie se propagera et toutes les espèces de calamité suivront.

Se rassembler à l'église, par exemple, c'est se rassembler dans une boîte de pétri. C'est un chaudron de maladie.

Et pas plus de trois membres de la famille ne pourraient se recueillir sur les tombes d'une personne chèrement décédée.

Le risque était trop grand... de peur que d'autres ne le rejoignent bientôt sous la tourbe.

Pourtant, ces mêmes experts en soins de santé déversent actuellement des bénédictions sur les assemblées de masse... à condition que ces assemblées soient dignes de leur bénédiction.

Plus d'un millier d'entre eux ont signé leur nom sur cette déclaration :

Nous ne condamnons pas ces rassemblements comme étant risqués pour la transmission de COVID-19. Nous les soutenons comme étant vitaux pour la santé publique nationale et pour la santé menacée, en particulier celle des Noirs aux États-Unis.

C'est ainsi. Nous sommes nous aussi au cœur de la santé publique nationale et de la population noire des États-Unis.

Cela a-t-il un sens ?

COVID-19 n'est-il pas particulièrement meurtrier pour les Noirs aux États-Unis ?

Nous avons lu de nombreux experts de la santé qui insistent sur ce point.

Pourtant, ce sont ces experts de la santé qui soumettraient cruellement les Noirs à la souffrance et à la mort par une exposition supplémentaire... apparemment.

Pour quels motifs ?

Nous devons conclure, comme pour les politiciens, que ces experts ne prennent pas trop au sérieux leurs propres conseils.

Comprenez bien que nous ne déposons aucune protestation avec les protestations elles-mêmes - tant qu'elles maintiennent la paix.

Tous les Américains sont sûrs de leur droit de se réunir pacifiquement. Tous les Américains peuvent demander réparation à leur gouvernement.

S'ils souhaitent s'insurger contre ce qu'ils considèrent comme un excès policier... alors laissez-les marcher.

Nous aussi, nous sommes contre les excès de la police.

Mais nous sommes aussi pour la cohérence... et contre l'hypocrisie.

Vous ne pouvez pas avoir les deux

Si les rues peuvent se remplir de manifestants sans risque de transmission...

Alors pourquoi pas les centres commerciaux avec leurs clients, pourquoi pas les restaurants avec leurs clients, pourquoi pas les cinémas avec leurs spectateurs, pourquoi pas les stades avec leurs spectateurs, pourquoi pas les plages avec leurs baigneurs ?

Soit le virus est une menace qui exige un isolement universel - ou il ne l'est pas.

Vous pouvez l'avoir de cette façon. Ou bien vous pouvez l'avoir de cette façon.

Mais vous ne pouvez pas l'avoir à la fois de cette façon et de cette façon.

Nous n'accordons aucune exception.

Lève-toi, Amérique

Nous ne faisons qu'un avec M. Robby Soave, rédacteur en chef du magazine Reason. Dit-il :

Il est clair que nous sommes arrivés à un point où l'on ne peut plus attendre des gens qu'ils restent chez eux quoi qu'il arrive. Les individus doivent se sentir capables de choisir les activités qui sont suffisamment importantes pour être exposées à COVID-19 et éventuellement le transmettre à quelqu'un d'autre, que cette activité soit la réouverture d'une entreprise, le retour au travail, les rencontres avec des amis ou la participation à une manifestation contre la brutalité policière. Les experts de la santé peuvent aider à éclairer ces choix. Mais ils ne peuvent pas déclarer qu'une seule activité vaut le risque.

C'est ainsi que nous plaidons en faveur de la désobéissance civile.

Lève-toi, Amérique. Il est temps de déverrouiller vos serrures.

Vous n'avez rien à perdre à part votre isolement...

Une récession mondiale « historique », ça ressemble à quoi ?

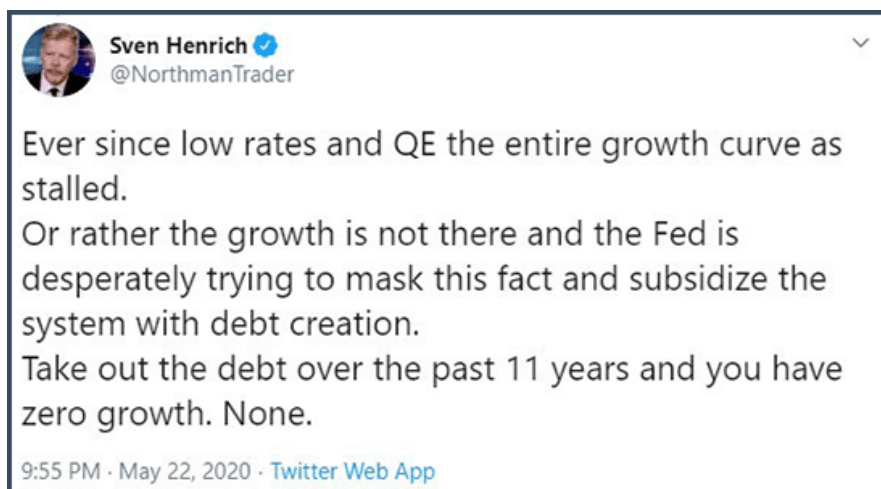
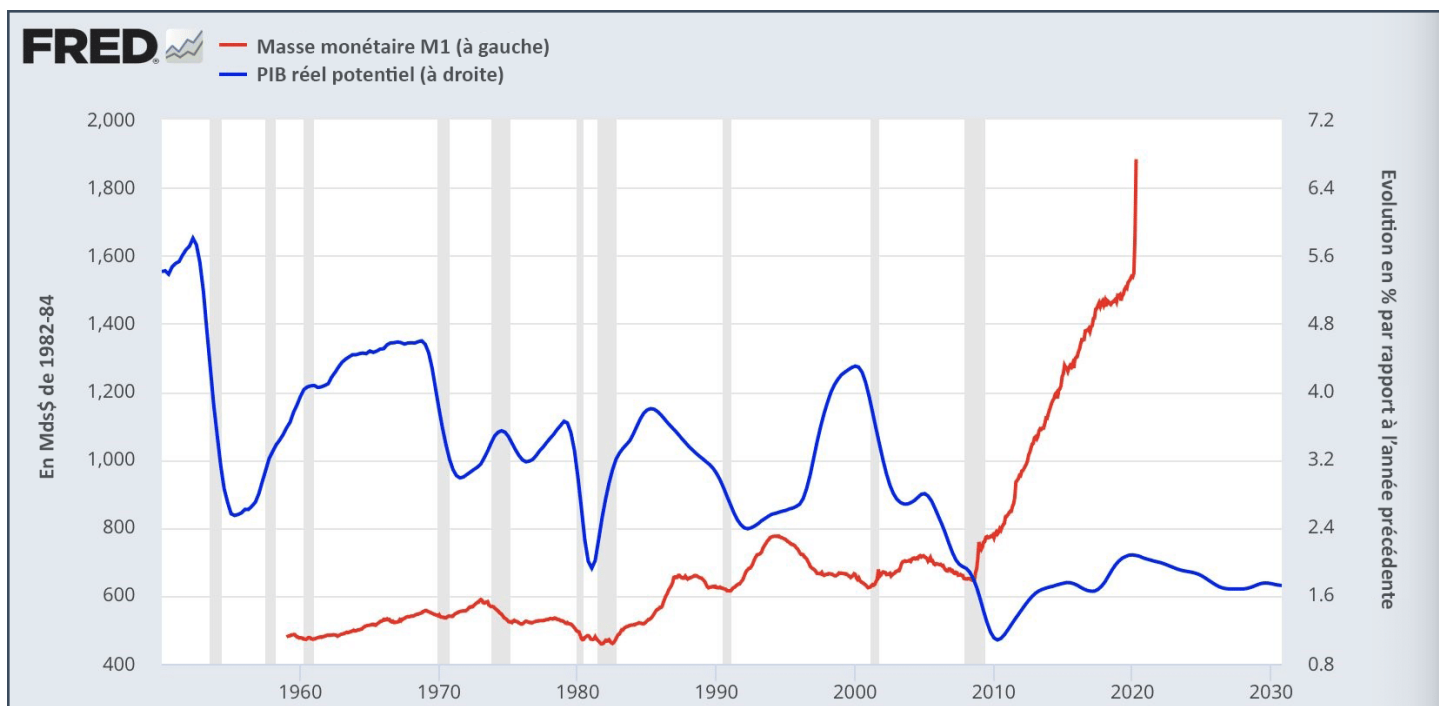
rédigé par [Nicolas Perrin](#) 8 juin 2020

*La récession est désormais entamée, et ce ne sera pas facile. A quelle sauce allons-nous être mangés ?
Panorama mondial de l'économie post-Covid 19.*

Le doute n'est plus permis : nous entrons en récession et cela ne va pas être beau à voir. Cette fois, [ce n'est donc pas « différent »](#) et le cycle économique fait son [grand retour](#).

Les uns diront qu'il a été ressuscité par le saint coronavirus, quand d'autres défendront que le financement d'une croissance économique toujours plus faible à grands renforts de déficits budgétaires toujours plus élevés ne pouvait pas durer éternellement.

Vous savez de quel côté je penche.

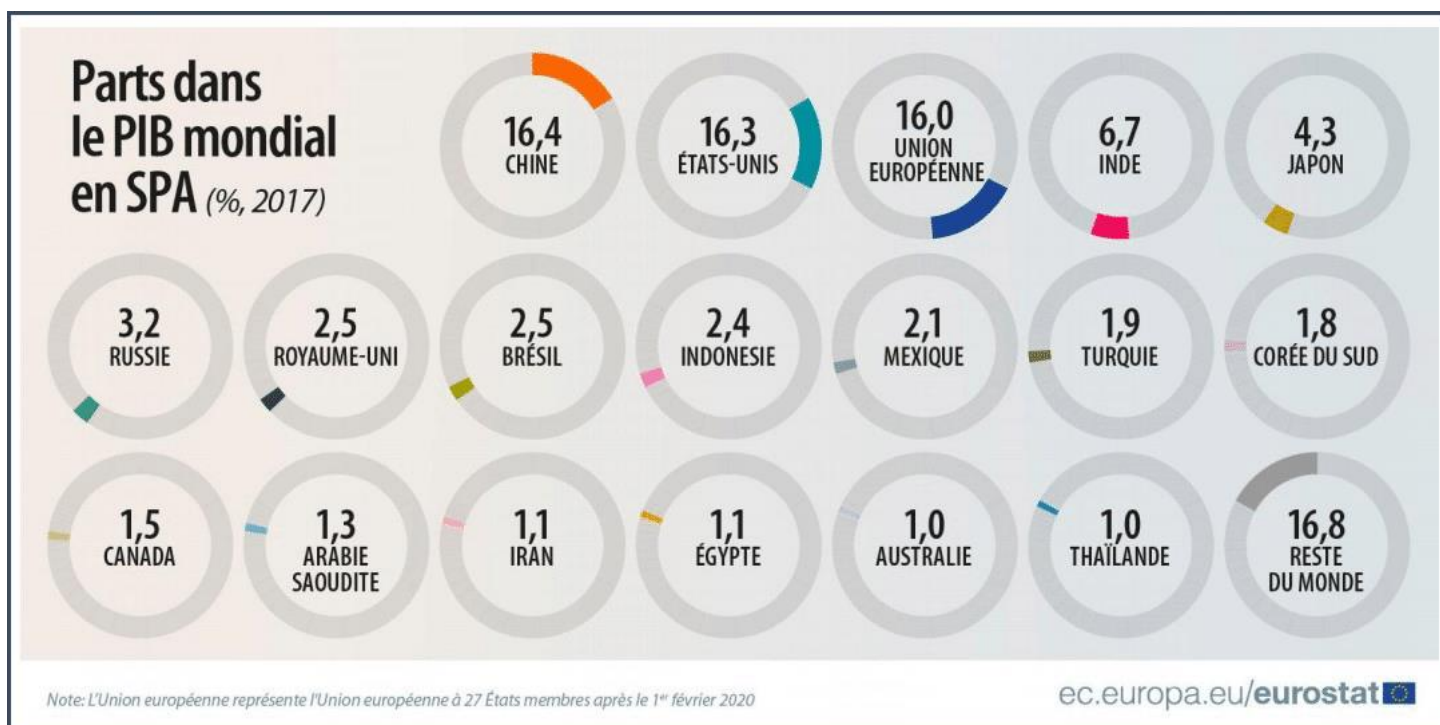


« Depuis la politique de taux bas et de QE, toute la courbe de la croissance est bloquée. Ou plutôt, la croissance est absente et la Fed essaie désespérément de cacher cela en subventionnant le système via la création de dette. Si l'on retire la dette des 11 dernières années, on arrive à une croissance zéro. Zéro. »

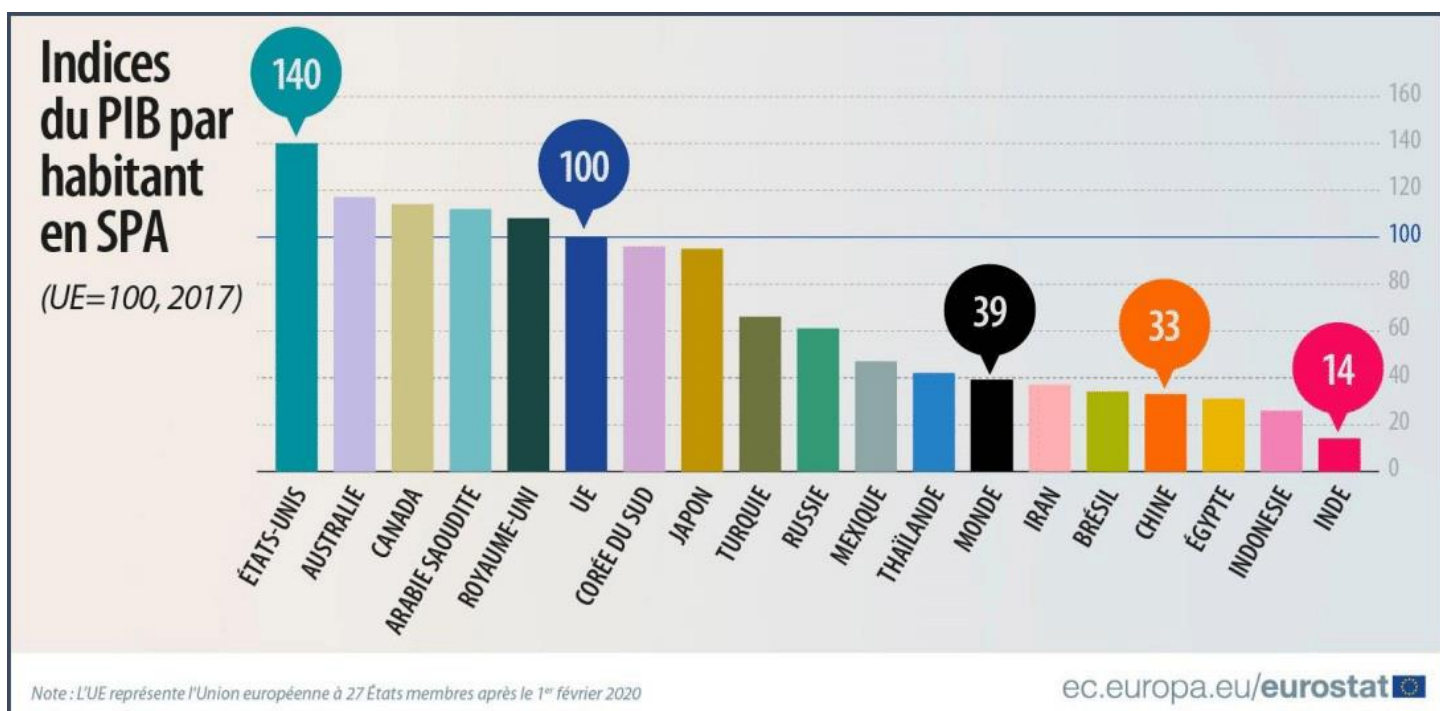
C'est l'occasion de refaire le point sur les prévisions de croissance dans le monde – tout particulièrement en Zone euro et en France. Je n'ai bien sûr pas de boule de cristal, mais j'ai tout de même quelques graphiques à vous proposer.

2017 : l'UE 27 représente 16% du PIB mondial, dont 2,5% pour la France

Commençons par nous rassurer un peu en constatant avec une récente note d'Eurostat qu'en 2017, l'économie européenne à 27 (c'est-à-dire sans le Royaume-Uni) figurait toujours sur le podium mondial (en standards de pouvoir d'achat – SPA), au coude à coude avec la Chine, laquelle est passée devant les Etats-Unis. A 2,5%, la France se situait alors à égalité avec le Brésil et le Royaume-Uni.



Si l'on ramène ces chiffres en PIB par habitant (toujours en SPA), l'histoire est bien sûr très différente. En 2017 toujours, un facteur de trois séparait le niveau de vie de Mme Michu de celui de Mme Wang, un facteur supérieur à quatre séparant le niveau de vie de cette dernière de celui de Mrs Smith.



Nos économies occidentales sont encore très loin devant celle de la Chine, mais l'Empire du Milieu nous rattrape, quoi qu'étant encore en-dessous de la moyenne mondiale en termes de PIB par habitant (en SPA).

La crise économique va-t-elle redistribuer les cartes ?

L'ère qui s'ouvre devant nous promet d'être « historique »

Le premier constat, c'est que tout le monde va ramasser.

Capital

Services

ECONOMIE ET POLITIQUE VOTRE ARGENT POLEMIK ENTREPRISES ET MARCHÉS IMMOBILIER MANAGER

←

Annonces Google

Bloquer l'annonce Pourquoi cette annonce ?

EN CE MOMENT : DÉBATEZ ! ANNONCES IMMO ÉDUCATION DÉCONFINEMENT

ECONOMIE ET POLITIQUE

Récession historique en vue pour les Etats-Unis

CROISSANCE + SUIVRE

6MEDIAS | PUBLIÉ LE 29/04/2020 À 7H14



Pixabay

18° Paris, FR >
Sat, May 23, 2020

Newsweek

U.S. | World | Business | Tech & Science | Culture | Newsgeek | Sports | Health | The Debate

WORLD

China Economy Has Worst Quarter in 40 Years After Coronavirus Lockdowns, Leading the World Into Recession

BY JEFFERY MARTIN ON 4/17/20 AT 12:33 AM EDT

L'économie chinoise a connu son pire trimestre en 40 ans après le confinement, entraînant le monde dans la récession

The New York Times

The Coronavirus Outbreak > **LIVE** Latest Updates | Maps and Cases | Live Better at Home | States Reopening | Newslet

Japan Falls Into Recession, and Worse Lies Ahead

Despite signs of success in fighting the coronavirus, the world's third-largest economy will struggle for months to come as it tries to reopen for business.

Tokyo's usually bustling streets have been eerily empty. Charly Triballeau/Agence France-Presse — Getty Images

By Ben Dooley

May 17, 2020

f t e

Le Japon entre en récession et le pire est devant lui

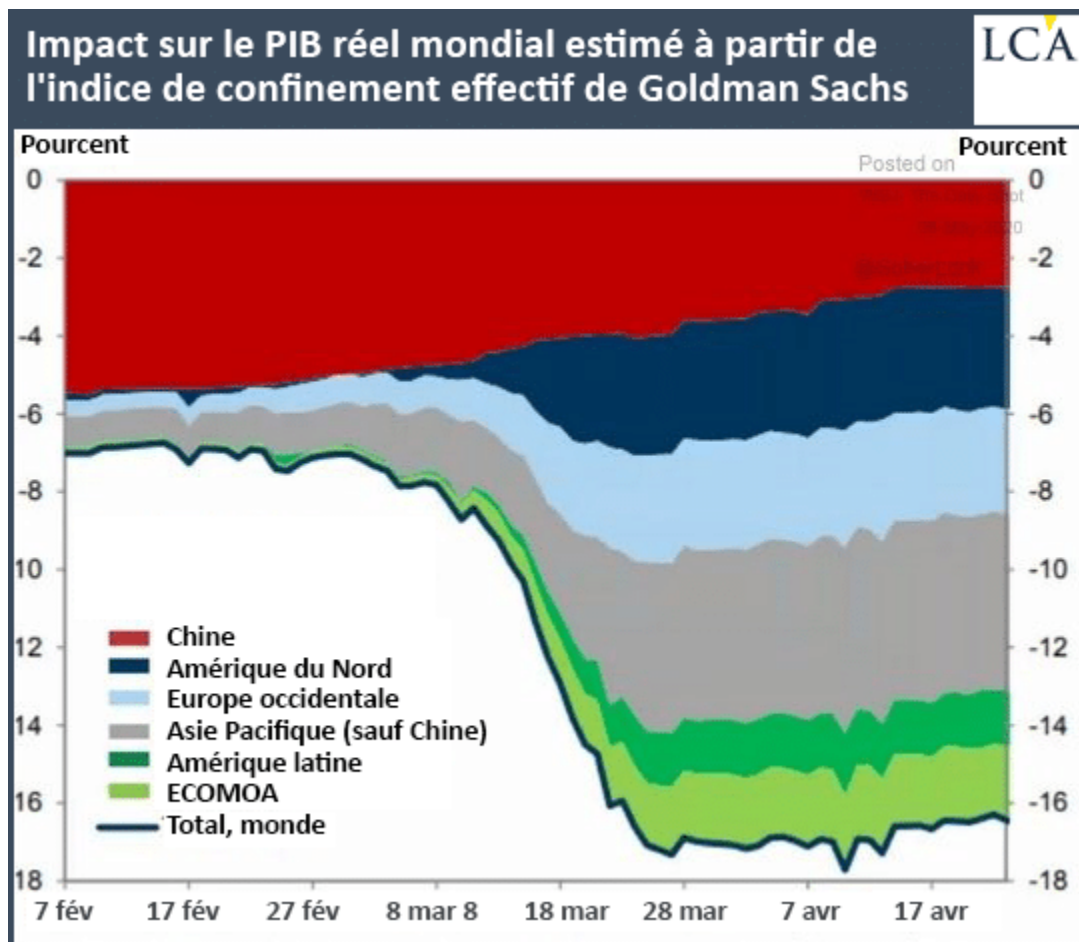
La question centrale est bien sûr de savoir qui sera le plus affecté par la crise. Il est évidemment trop tôt pour le savoir de manière définitive, mais voici les dernières prévisions officielles ainsi que les chiffres des institutions privées.

Les autorités publiques ne savent plus sur quel pied danser

Au niveau mondial, le FMI a annoncé début mai qu'il allait devoir mettre à jour ses prévisions de croissance pour 2020. A mi-avril, le Fonds tablait encore sur -3% de croissance au niveau mondial, avec -6,1% pour les pays développés et -1% pour les pays émergents.

Cependant, Kristalina Georgieva vient de faire la déclaration suivante : « Les données économiques nous arrivant de beaucoup de pays sont en dessous de notre analyse déjà pessimiste pour 2020. » Timidement, la directrice générale du Fonds nous annonce qu'une lourde mise à jour s'impose.

Et pour cause : si l'on compare les chiffres du FMI avec les -16% de croissance mondiale qu'annonçait Goldman Sachs le 8 mai, on est loin du compte...



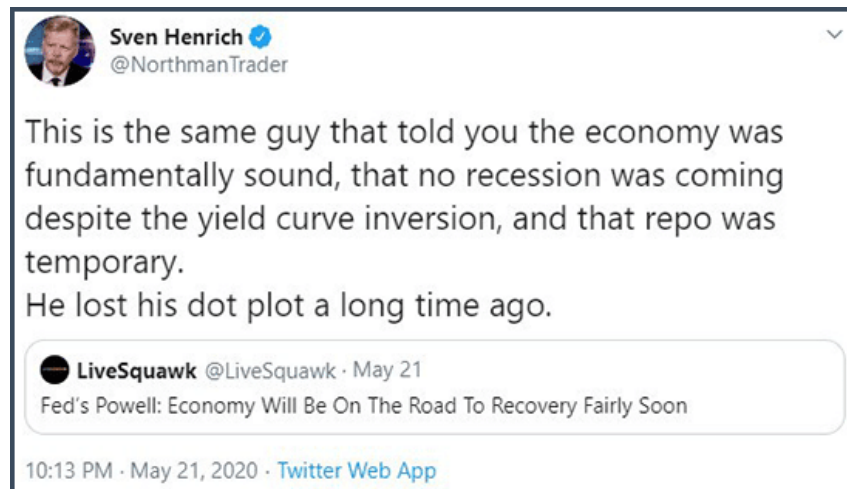
Focus sur les USA

Aux Etats-Unis, le président de la Fed a adopté une posture rassurante. Le 17 mai, lors de son interview dans l'émission *60 Minutes*, Jerome Powell a déclaré :

« Si nous continuons à prendre les bonnes décisions, si nous continuons à fournir un soutien aux entreprises, aux ménages et aux chômeurs, si nous le faisons et si nous réfléchissons et faisons attention à la façon dont

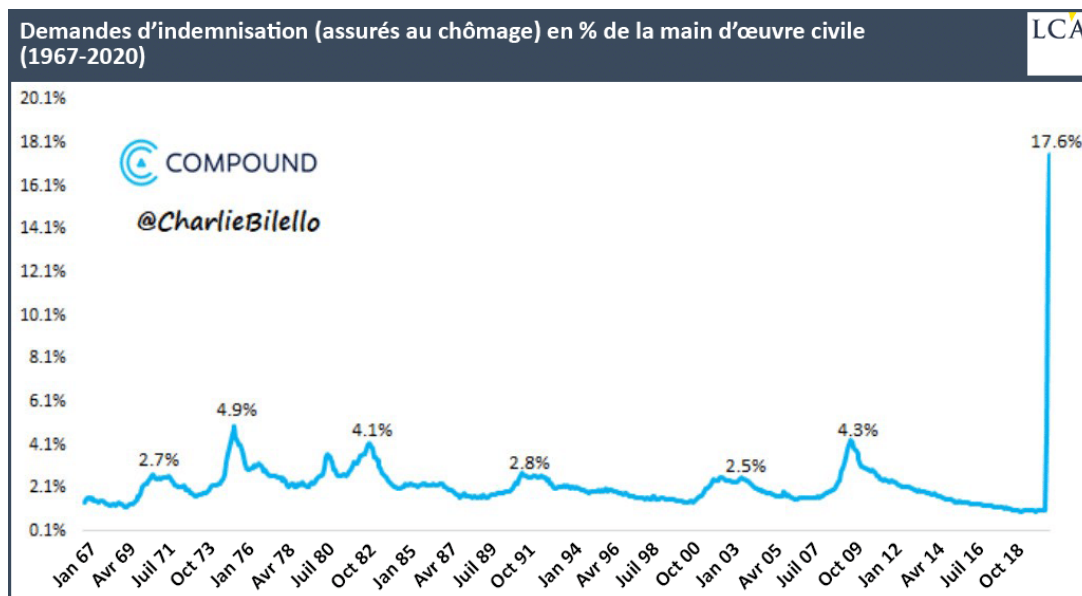
nous rouvrons l'économie [...] alors la reprise économique pourra commencer assez rapidement. Et cela peut être une reprise robuste. »

Peut-on se fier à la parole de Jay Powell ? Chacun se fera sa propre opinion...



« C'est le même type qui vous a dit que l'économie était fondamentalement saine, qu'aucune récession n'était devant nous malgré l'inversion de la courbe des taux, et que les interventions sur le marché des repo n'étaient que temporaires. [...] »

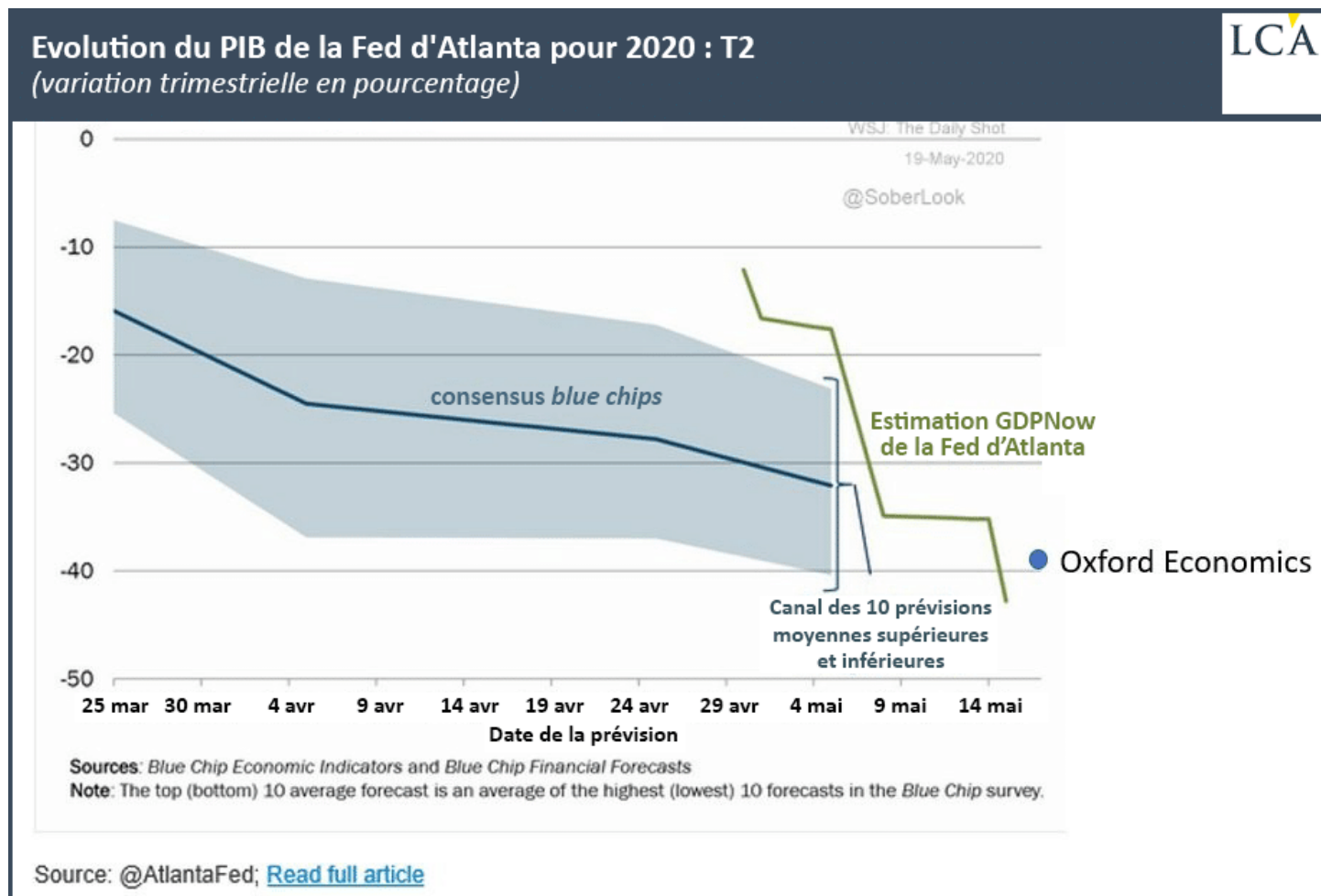
Mi-mai, c'était tout de même 17,6% de la force de travail américaine qui était au chômage suite au confinement.



A titre de comparaison, au creux de la récession de 1973-74, les Etats-Unis n'étaient jamais montés qu'à 4,9% de chômage, et à 4,3% au pire moment de la récession de 2007-2009.

Ajoutez à ce chômage de masse un [surendettement assez généralisé](#), des faillites d'entreprises et un système bancaire qui n'est pas au mieux de sa forme, et vous avez la recette parfaite pour que l'ambiance de crise demeure encore quelque temps.

Le 15 mai, la Fed d'Atlanta a abaissé sa prévision de croissance pour le deuxième trimestre à -42,8%. Cela concorde *grosso modo* avec les chiffres d'Oxford Economics, qui table sur du -40%.



Libre à vous, donc, de faire confiance à Jerome Powell... ou pas.



« Powell 2020 : je ne prévois pas de dépression. Powell 2019 : je ne prévois pas de récession. »

Du côté de la Chine...

En Chine, figurez-vous que les camarades communistes viennent subitement d'arrêter de faire des « prévisions » de croissance.



Si vous aussi vous vous demandez « pourquoi ? », permettez-moi de vous proposer cette réponse assez simple : ils n'ont pas la moindre idée de ce qu'il va se passer.

Tout au plus, ce que l'on sait, c'est que la croissance économique chinoise s'oriente dangereusement vers le plancher.

[Accueil](#) > [Économie](#) > [Entreprises](#)

La croissance de la Chine réduite à néant en 2020 selon la Banque mondiale 🇨🇳

Le rythme d'expansion de l'empire du Milieu devrait être le plus bas depuis la mort de Mao.

Par **Fabrice Nodé-Langlois**

Publié le 31 mars 2020 à 06:00



Holger Zschaepitz

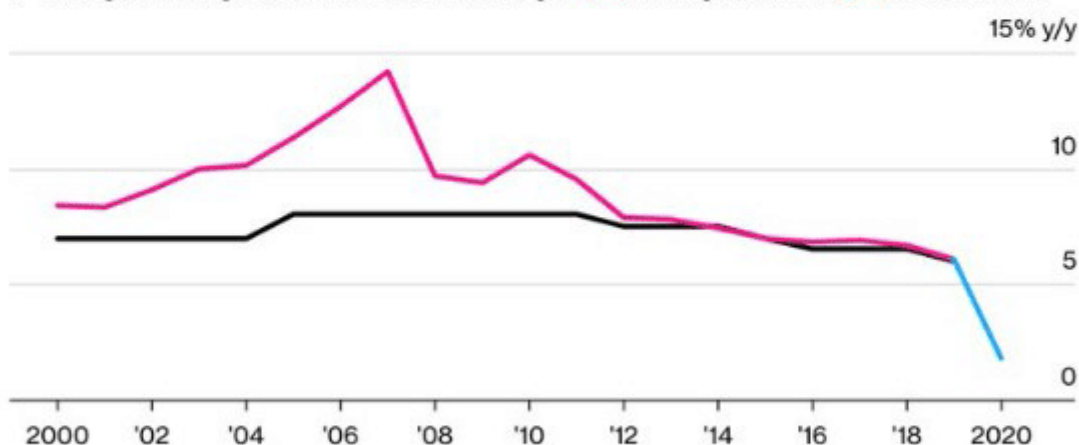
@Schuldensuehner

A planned economy without a plan? #China drops GDP target this year as outlook is 'difficult to predict' in 2020. China's economy has almost never missed its target! [bloomberg.com/news/articles/...](https://www.bloomberg.com/news/articles/...)

Reliable GDP Growth Targets

China's economy has almost never missed its target

✓ GDP growth targets (lower bound when range) / Actual growth rate / 2020 forecast



Sources: Government Work Reports; National Economic and Social Development Reports; National Bureau of Statistics
GDP Growth Targets: 2000, 2002-2004 - around 7%; 2001 - 7%; 2005-2011 - around 8%; 2012 - 7.5%; 2013-2014 - around 7.5%; 2015 - around 7%; 2016 - 6.5%-7%; 2017-2018 - Around 6.5% 2019 - 6%-6.5%

8:45 AM · May 22, 2020 · TweetDeck

« Une économie planifiée sans plan ? La Chine laisse tomber son objectif de PIB cette année car les perspectives sont 'difficiles à prévoir' en 2020. L'économie chinoise n'a presque jamais manqué son objectif ! »

Quelle surprise, au pays des rois de l'économie planifiée, n'est-ce pas ? Comme le rappellent les auteurs de ce graphique, « l'économie chinoise n'a presque jamais manqué sa cible », d'où la proximité entre la courbe noire (objectifs de croissance) et la courbe rose (croissance « observée »).

Si cet exploit vous laisse bouche bée, je vous renvoie à cette célèbre situation de Churchill :

« Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées. »

Dans l'empire du Soleil Levant

Pour ce qui est du Japon, comme l'indique 20 Minutes :

« En rythme annualisé, le PIB nippon a chuté de 3,4% au premier trimestre. Mi-avril le Fonds monétaire international (FMI) a prédit une chute de 5,2% du PIB japonais sur l'ensemble de l'année, en partant du

principe d'une reprise de l'économie à partir du second semestre. De son côté, la BoJ table sur une contraction de 3% à 5% du PIB japonais sur l'exercice 2020/21, entamé le 1er avril. »

Nul doute que le FMI annoncera un chiffre supérieur à 5,2% lors de sa prochaine communication.

Et la Zone euro dans tout ça ? J'aborderai la question en détails dans mon prochain article...

La conception du risque a changé du tout au tout

rédigé par [Bruno Bertez](#) 8 juin 2020

A force de tourner sur eux-mêmes, le monde de la finance et les règles mathématiques qui le régissent n'ont plus le moindre sens.

La seule chose que nous pouvons dire sur les marchés est que leur comportement est devenu extrêmement corrélé. Les prix baissent et montent tous en même temps, et plus rapidement que dans le passé. Comme disait l'économiste Charles Rist : « Tout ce que je sais c'est qu'ils varient. »

Les praticiens et théoriciens des marchés assimilent le risque à la volatilité – et à ce titre, donc, ils prétendent le mesurer, mesurer le non mesurable.

Aujourd'hui, les cadres d'investissement basés sur la volatilité sont omniprésents. Le risque de portefeuille est mesuré à l'aide de modèles de valeur à risque (VAR), qui sont des tentatives de capturer la volatilité d'un portefeuille et de quantifier des pertes probables avec divers degrés de confiance statistique, sous réserve d'hypothèses sur les corrélations et les distributions de rendement.

Tout le monde utilise les mêmes outils intellectuels, les mêmes concepts – aussi bien les agents financiers et bancaires que ceux qui sont censés les contrôler et surveiller.

Il n'y a pas d'observateurs extérieurs [qui verraient les choses de Sirius](#) et ainsi appréhenderaient la fausseté de la pensée dominante en matière de monnaie et de finance.

Tout le monde est dans la bouteille comme les mouches, tout le monde habite l'asile, aussi bien les fous que les psychiatres.

Des modèles rassurants

Le fait de mesurer et de mettre en modèles rassure et élimine en quelque sorte l'incertitude : elle devient maîtrisée, on la choisit, on choisit son profil de risque. Comme si cela était possible !

Partout, les investisseurs sont encouragés à définir leur « profil de risque ». Cela se traduit par la construction de portefeuilles qui tentent de cibler les différents niveaux de volatilité : les personnes âgées peu enclines à prendre des risques sont encouragées à investir dans des fonds moins volatils... les jeunes professionnels à risque sont encouragés à remonter le spectre de la volatilité, à monter, comme on dit, dans l'échelle du risque.

L'industrie de l'investissement professionnel dans le monde est obsédée par la volatilité. La volatilité est intégrée au marketing financier.

Les gestionnaires de risques fondent leurs processus de décision sur la volatilité, les investisseurs institutionnels veulent des cibles de volatilité, le secteur privé et le régulateur utilisent la volatilité comme objectif à travers lequel ils croient que tout est capturé.

Quand j'étais actif en Bourse, seule une poignée d'investisseurs parlaient de volatilité. [L'indice VIX](#) lui-même n'a été lancé qu'en 1993. Malgré ce qui se passait dans les départements des grandes écoles de finances du monde, les praticiens appréhendaient le risque très différemment des mathématiciens. Ils observaient encore le monde réel.

On avait peur des cycles du profit, des cycles des taux, des événements politiques, sociaux, etc. La valeur des actifs s'établissait au travers des oscillations, des hauts et des bas – et ainsi se dessinait une sorte de valeur moyenne plus ou moins proche de la valeur dite fondamentale.

On passe désormais outre

Maintenant, quelles que soient les catastrophes, on reste serein et si cela baisse on achète immédiatement sur la baisse : « *buy the dip* » !

Les temps ont changé ; le risque concret, réel, a disparu des raisonnements. On passe outre à tout !

Le risque est remplacé par sa mesure, laquelle est une prophétie qui se réalise d'être crue : si les marchés ne réagissent plus aux événements négatifs, alors la volatilité est faible... et donc on déclare que la volatilité étant faible, le risque lui-même est faible – CQFD !

Il n'y a plus de risque parce que les mesures du risque qui servent de guide à l'investissement nous disent qu'il n'y en a plus – et il n'y en a plus par le miracle de la tautologie. Les signes du risque, la volatilité de type VIX, ont remplacé les risques réels. Le monde des signes sert d'auto-référent, il évacue le réel. A force de tourner sur lui-même, le monde mathématique imaginaire a évacué ce qu'il était censé mesurer.

Avant, presque tous les grands investisseurs considéraient les fluctuations des prix du marché comme sources d'opportunité. Certains comme Benjamin Graham ou Warren Buffett en faisaient le fondement même de leur méthode d'investissement.

Maintenant, il n'y a plus d'opportunités. La seule chose à faire, c'est d'acheter les indices, de faire de l'investissement passif, moutonnier. Bref, cela revient à nier le risque.

On imite, on réplique. C'est la négation à la fois de la sélectivité de l'analyste et du *timing* du stratège ! C'est la négation de l'affectation, de l'allocation efficace du capital – c'est l'amplification des aberrations, c'est le marché actuel qui va de record en record quelles que soient les nouvelles.

A suivre...

Les Etats-Unis détruisent leur propre économie

rédigé par [Bill Bonner](#) 8 juin 2020

Les autorités américaines se comportent comme des faux-monnayeurs en temps de guerre – contre leur propre système économique et monétaire.

Nous avons lu les nouvelles. Nous sommes consternés.

Selon nous, d'ici peu, les Noirs ne seront pas les seuls à vouloir incendier des commissariats de police.

Depuis le pire de la crise de 2008-2009, les 20% de la population américaine au bas de l'échelle – en majeure partie des jeunes et/ou des Noirs – ont perdu 25% de leur richesse.

Le groupe suivant, qui est aussi le plus important – ceux qui ont plus que les 20% au bas de l'échelle, mais moins que les 40% du haut de l'échelle –, a stagné ou à peu près. C'est-à-dire que le plancher a été atteint en mars 2009... et depuis, ces gens n'ont jamais regagné le terrain perdu.

Si bien que 60% de la population américaine est en moins bonne posture qu'en 2007. Parallèlement, les 1% les plus riches ont constaté une augmentation de leur richesse de près de 150%.

Cette évolution ne représente-t-elle que « le marché libre à l'œuvre » ? Est-elle juste « arrivée » ? Est-ce que c'est acceptable ?

Une économie de contrefaçon

Selon la presse, le pauvre George Floyd a été menotté... puis tué... parce qu'il a tenté de faire passer un faux billet de 20 \$.

Le même jour – comme tous les jours depuis trois mois – la Réserve fédérale en a émis pour 1,5 Mds\$.

A présent, nourri par l'oxygène pur de 3 000 Mds\$ de fausse monnaie, le S&P 500 a remis les gaz et refranchi la barre des 3 000 points.

Dans le même temps, l'économie US dans laquelle M. Floyd essayait de gagner sa vie suffoque.

Les cadeaux de la Fed à l'industrie financière – y compris des taux d'intérêts artificiellement bas – ont découragé l'épargne et étouffé la sorte de véritable investissement qui aurait pu créer des emplois rapportant de bons salaires.

A la place, les conseils des entreprises ont décidé d'emprunter... de se verser des primes... et de racheter leurs propres actions pour en faire grimper les prix.

Faux-monnayeurs

Souvent, en temps de guerre, des faussaires impriment des milliards en fausse monnaie pour tenter de détruire l'économie ennemie et de fomenter des troubles sociaux. Aujourd'hui, les Etats-Unis s'infligent le même traitement à eux-mêmes.

En deux mots, les autorités US ont mis en place le cercle de faux-monnayeurs le plus vaste et le plus destructeur de toute l'Histoire.

Mais il n'y a pas eu d'arrestations. Pas de photos des suspects. Pas de procès. Pas de manifestations. Pas de bris de glace et de pillages.

L'homme de la rue n'est pas au courant de tout cela. Qui irait le lui dire, de toute façon ? L'industrie financière ? Le président ? La Fed ? La presse ?

On lui dit plutôt que les génies de la Fed font tout leur possible pour « relancer » l'économie.

Et les deux côtés – démocrates et républicains... le *New York Times* et Fox News – soutiennent cette arnaque à la contrefaçon. Ils veulent qu'elle dure aussi longtemps que possible.

Pour l'instant, les autorités peuvent distribuer des milliers de milliards de dollars à leurs amis compères et aux électeurs... sans conséquences négatives en apparence.

Profitez-en tant que ça dure.